

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 6

[S - C - 98/21488]

7 DECEMBRE 1998

Loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE Ier. — Dispositions générales

CHAPITRE Ier. — Dispositions liminaires

Art. 2. Dans la présente loi, on entend par :

1° le gouverneur : le gouverneur de province ou le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

2° les services de police : la police fédérale et les corps de police locale;

3° l'inspection générale : l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

Art. 3. Les services de police sont organisés et structurés à deux niveaux : le niveau fédéral et le niveau local, lesquels assurent ensemble la fonction de police intégrée. Ces niveaux sont autonomes et dépendent d'autorités distinctes. La présente loi organise les liens fonctionnels entre ces deux niveaux.

Conformément au Titre II de la présente loi, la police locale assure au niveau local la fonction de police de base, laquelle comprend toutes les missions de police administrative et judiciaire nécessaires à la gestion des événements et des phénomènes locaux sur le territoire de la zone de police, de même que l'accomplissement de certaines missions de police à caractère fédéral.

Conformément au Titre III de la présente loi la police fédérale assure sur l'ensemble du territoire, dans le respect des principes de spécialité et de subsidiarité, les missions spécialisées et supralocales de police administrative et judiciaire, ainsi que des missions d'appui aux polices locales et aux autorités de police.

Le service de police intégré garantit aux autorités et aux citoyens un service minimal équivalent sur l'ensemble du territoire du Royaume.

Art. 4. Dans le respect des prérogatives des autorités compétentes, les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de coordonner la politique générale en matière de police ainsi que de coordonner la gestion de la police fédérale et de la police locale. A cette fin, ils arrêtent chaque année un plan national de sécurité.

Les lignes de force du plan national de sécurité sont communiquées au Parlement.

Le plan national de sécurité assure une approche globale et intégrée de sécurité et assure la cohérence de l'action des services de police. Les plans zonaux de sécurité en tiennent compte.

En outre, les ministres de l'Intérieur et de la Justice veillent, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la présente loi, à organiser les services de police de manière telle qu'une collaboration opérationnelle efficace et que la fonction de police intégrée soient garanties.

Art. 5. Les missions des services de police sont fixées par la loi.

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 178.)

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 6

[S - C - 98/21488]

7 DECEMBER 1998

Wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Art. 2. In deze wet wordt verstaan onder :

1° de gouverneur : de provinciegouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad;

2° de politiediensten : de federale politie en de korpsen van de lokale politie;

3° de algemene inspectie : de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie.

Art. 3. De politiediensten worden georganiseerd en gestructureerd op twee niveaus : het federale niveau en het lokale niveau, die samen de geïntegreerde politiezorg verzekeren. Deze niveaus zijn autonoom en hangen van verschillende overheden af. Deze wet regelt de functionele banden tussen deze twee niveaus.

Overeenkomstig Titel II van de huidige wet, verzekert de lokale politie op het lokale niveau de basispolitiezorg, meer bepaald alle opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie die nodig zijn voor het beheren van lokale gebeurtenissen en fenomenen die zich voordoen op het grondgebied van de politiezone, evenals het vervullen van sommige politieopdrachten van federale aard.

Overeenkomstig Titel III van de huidige wet, verzekert de federale politie over het gehele grondgebied, met inachtneming van de principes van specialiteit en subsidiariteit, de gespecialiseerde en de supra-lokale opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie, evenals ondersteunende opdrachten voor de lokale politiediensten en voor de politieoverheden.

De geïntegreerde politiedienst waarborgt de overheden en de burgers een minimale gelijkwaardige dienstverlening over het gehele grondgebied van het Rijk.

Art. 4. De ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie worden, met inachtneming van de prerogatieven van de bevoegde overheden, belast met het coördineren van het algemeen politiebeleid, evenals met de coördinatie van het beheer van de federale politie en van de lokale politie. Zij stellen te dien einde jaarlijks een nationaal veiligheidsplan op.

De krachtlijnen van het nationaal veiligheidsplan worden aan het Parlement medegedeeld.

Het nationaal veiligheidsplan waarborgt een globale en geïntegreerde aanpak van de veiligheid en verzekert de samenhang van het optreden van de politiediensten. De zonale veiligheidsplannen houden er rekening mee.

In het raam van de hun door deze wet toegekende bevoegdheden waken de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie er bovendien over de politiediensten op zodanige wijze te organiseren dat een doeltreffende operationele samenwerking en een geïntegreerde politiezorg worden gewaarborgd.

Art. 5. De opdrachten van de politiediensten worden bij wet bepaald.

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 178.)

CHAPITRE II. — *Le conseil fédéral de police*

Art. 6. Il est créé un conseil fédéral de police. Il est composé comme suit :

- 1° un président;
- 2° un représentant du ministre de l'Intérieur et un représentant du ministre de la Justice;
- 3° le procureur général, président du collège des procureurs généraux;
- 4° un gouverneur;
- 5° le procureur fédéral;
- 6° un procureur du Roi;
- 7° un juge d'instruction;
- 8° trois bourgmestres, membres du conseil consultatif des bourgmestres et provenant chacun d'une Région différente;
- 9° le commissaire général;
- 10° un chef de corps de la police locale.

Son président excepté, le conseil fédéral de police comprend autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

Le président et les membres du conseil fédéral de police visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, 6°, 7°, 8° et 10°, sont désignés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur proposition des ministres de l'Intérieur et de la Justice pour une période renouvelable de quatre ans. Le chef de corps de la police locale est désigné sur proposition de la Commission permanente de la police locale visée à l'article 91.

Art. 7. Sans préjudice des autres compétences qui lui sont conférées par la loi, le conseil fédéral de police donne des avis aux ministres de l'Intérieur et de la Justice et est chargé de l'évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la police fédérale et des polices locales, notamment sur la base d'un rapport annuel établi par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

Il donne un avis motivé sur le projet de plan national de sécurité, et évalue régulièrement son exécution. L'avis du conseil fédéral de police est communiqué au Parlement, ensemble avec les lignes de forces du plan.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition des ministres de l'Intérieur et de la Justice, les modalités de fonctionnement du conseil fédéral de Police.

CHAPITRE III. — *Le conseil consultatif des bourgmestres*

Art. 8. Un conseil consultatif des bourgmestres est créé. Tout arrêté réglementaire concernant la police locale est soumis par le ministre de l'Intérieur à l'avis du conseil consultatif.

Par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, le Roi détermine la composition et les modalités de la désignation de ses membres et du fonctionnement du conseil, en ce compris les délais dans lesquels les avis du conseil sont rendus.

Le Roi veille au caractère représentatif du conseil consultatif eu égard aux types de zone de police. Les membres du conseil consultatif et leurs suppléants sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour un terme de trois ans renouvelable.

La perte de la qualité de bourgmestre implique de plein droit la fin du mandat de membre du conseil consultatif.

TITRE II. — *La police locale*CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*Section 1re. — *Les zones de police*

Art. 9. Après que l'avis des bourgmestres concernés, qui consultent les conseils communaux à cet effet, ainsi que l'avis du procureur général et du gouverneur aient été recueillis sur une proposition de répartition du ministre de l'Intérieur, le Roi divise, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur la proposition des ministres de l'Intérieur et de la Justice, le territoire des provinces et celui de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale en zones de police. Pour ce faire, les limites des arrondissements judiciaires sont respectées, sauf en ce qui concerne les communes ressortissant à plusieurs arrondissements judiciaires.

HOOFDSTUK II. — *De federale politieraad*

Art. 6. Er wordt een federale politieraad opgericht. Hij wordt als volgt samengesteld :

- 1° een voorzitter;
- 2° een vertegenwoordiger van de minister van Binnenlandse Zaken en een vertegenwoordiger van de minister van Justitie;
- 3° de procureur-generaal, voorzitter van het college van procureurs-generaal;
- 4° een gouverneur;
- 5° de federale procureur;
- 6° een procureur des Konings;
- 7° een onderzoeksrechter;
- 8° drie burgemeesters, lid van de adviesraad van burgemeesters, en die elk uit een verschillend Gewest komen;
- 9° de commissaris-generaal;
- 10° een korpschef van de lokale politie.

De federale politieraad telt, de voorzitter niet meegerekend, evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

De voorzitter en de leden van de federale politieraad, bedoeld in het eerste lid, 4°, 6°, 7°, 8° en 10°, worden aangesteld voor een hernieuwbare termijn van vier jaar bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voorstel van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie. De korpschef van de lokale politie wordt aangesteld op voorstel van de Vaste Commissie van de lokale politie, bedoeld in artikel 91.

Art. 7. Onverminderd de andere bevoegdheden die hem bij wet worden toebedeeld, verleent de federale politieraad advies aan de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en is deze belast met de globale evaluatie van de werking en de organisatie van de federale politie en van de lokale politiediensten, met name op basis van een jaarlijks rapport opgesteld door de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie.

Hij geeft een gemotiveerd advies over het ontwerp van het nationaal veiligheidsplan, en zal de uitvoering ervan geregeld evalueren. Samen met de krachtlijnen van het plan wordt aan het Parlement het advies van de federale politieraad meegedeeld.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, de nadere regels voor de werking van de federale politieraad.

HOOFDSTUK III. — *De adviesraad van burgemeesters*

Art. 8. Een adviesraad van burgemeesters wordt opgericht. Elk reglementair besluit betreffende de lokale politie wordt door de minister van Binnenlandse Zaken onderworpen aan het advies van de adviesraad.

Bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepaalt de Koning de samenstelling ervan, de nadere regels voor de aanwijzing van zijn leden en van zijn werking, met inbegrip van de termijnen waarbinnen de adviezen door de raad worden verstrekt.

De Koning waakt over het representatief karakter van de adviesraad rekening houdend met de types van politiezone. De leden van de adviesraad en hun plaatsvervaarders worden door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, benoemd voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

Het verlies van de hoedanigheid van burgemeester leidt van rechtswege tot het beëindigen van het mandaat van lid van de adviesraad.

TITEL II. — *De lokale politie*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*Afdeling 1. — *De politiezones*

Art. 9. Na advies van de betrokken burgemeesters, die de gemeenteraden dienaangaande raadplegen, van de procureur-generaal en van de gouverneur over een voorstel tot indeling door de minister van Binnenlandse Zaken, verdeelt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op de voordracht van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, het grondgebied van de provincies en van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad, in politiezones. Daartoe worden de grenzen van de gerechtelijke arrondissementen gerespecteerd, behoudens wat de gemeenten betreft die ressorteren onder meerdere gerechtelijke arrondissementen.

Une zone de police est composée d'une ou de plusieurs communes. La zone pluricommunale est dotée de la personnalité juridique.

Art. 10. Chaque zone de police dispose d'un corps de police locale. Dans les zones pluricommunales, la police locale est organisée de manière telle à disposer d'un ou plusieurs postes de police dans chaque commune de la zone.

Art. 11. Dans les zones pluricommunales, les compétences du conseil communal en matière d'organisation et de gestion du corps de police local sont exercées par le conseil de police, visé à l'article 12.

Dans les mêmes zones, les compétences respectives du collège des bourgmestre et échevins et du bourgmestre en matière d'organisation et de gestion du corps de police local sont exercées par le collège de police, visé à l'article 23.

Sans pouvoir, d'une façon quelconque, porter atteinte à leurs attributions le conseil de police a le droit d'être informé par les bourgmestres de la manière dont ils exercent les pouvoirs que leur confèrent les articles 42, 43 et 45 ainsi que l'article 133, alinéas 2 et 3, de la nouvelle loi communale.

Section 2. — Le conseil de police et le collège de police

Sous-section 1re. — Composition du conseil de police et du collège de police

Art. 12. La police locale dans la zone pluricommunale est administrée par un conseil de police composé de :

- 13 membres dans une zone pluricommunale ne dépassant pas 15 000 habitants;
- 15 membres pour une population de 15 001 à 25 000 habitants;
- 17 membres pour une population de 25 001 à 50 000 habitants;
- 19 membres pour une population de 50 001 à 80 000 habitants;
- 21 membres pour une population de 80 001 à 100 000 habitants;
- 23 membres pour une population de 100 001 à 150 000 habitants;
- 25 membres pour une population de plus de 150 000 habitants.

Le conseil de police est proportionnellement composé de conseillers communaux des différentes communes constituant ensemble la zone pluricommunale, sur la base de leurs chiffres de population respectifs. Chaque conseil communal dispose au minimum d'un représentant au conseil de police.

Dans les cas où la proportionnalité visée au deuxième alinéa ne permet pas la représentation d'un conseil communal, un membre supplémentaire lui est attribué afin d'y remédier. Le nombre de membres déterminé à l'alinéa 1^{er} est en ce cas augmenté d'une unité.

Chaque membre effectif a un ou deux suppléants.

Les bourgmestres des communes faisant partie de la zone pluricommunale sont membres de plein droit du conseil de police. Ils ne sont pas inclus dans le nombre de membres déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Pour la détermination et la répartition du nombre des membres visé à l'article 12, sont pris en considération les chiffres de population en fonction desquels a été déterminée la composition des différents conseils communaux dans la zone pluricommunale correspondante.

Art. 14. Pour pouvoir être élu membre effectif ou suppléant du conseil de police, le candidat doit, au jour de l'élection, faire partie du conseil communal de l'une des communes constituant la zone pluricommunale.

Art. 15. Les membres effectifs du conseil de police ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré, ni être unis par les liens du mariage.

L'alliance entre les membres du conseil survenue postérieurement à l'élection ne met pas fin à leur mandat.

L'ordre de préférence entre les personnes élues comme membres effectifs est réglé conformément à l'ordre déterminé à l'article 17. Le membre effectif a la préférence sur celui qui devient membre du conseil par suppléance. Entre les personnes qui deviennent simultanément membres du conseil par suppléance, l'ordre de préférence est réglé conformément à l'ordre déterminé à l'article 17.

Een politiezone bestaat uit één of meer gemeenten. De meergemeentezone beschikt over rechtspersoonlijkheid.

Art. 10. Elke politiezone beschikt over een lokaal politiekorps. In de meergemeentezones wordt de lokale politie zodanig georganiseerd dat ze over een of meer politiestellen beschikt in elke gemeente van de zone.

Art. 11. In de meergemeentezones worden de bevoegdheden van de gemeenteraad inzake de organisatie en het beheer van het lokaal politiekorps uitgeoefend door de politieraad, bedoeld in artikel 12.

In dezelfde zones, worden de respectieve bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen en van de burgemeester inzake de organisatie en het beheer van het lokaal politiekorps uitgeoefend door het politiecollege, bedoeld in artikel 23.

Zonder op enige wijze afbreuk te doen aan de hen toegekende bevoegdheden, heeft de politieraad het recht geïnformeerd te worden door de burgemeesters over de wijze waarop zij de bevoegdheden uitoefenen die hen zijn verleend krachtens de artikelen 42, 43 en 45 evenals krachtens artikel 133, tweede en derde lid van de nieuwe gemeentewet.

Afdeling 2. — De politieraad en het politiecollege

Onderafdeling 1. — Samenstelling van de politieraad en van het politiecollege

Art. 12. De lokale politie in de meergemeentezone wordt bestuurd door een politieraad bestaande uit :

- 13 leden in een meergemeentezone die de 15 000 inwoners niet overschrijdt;
- 15 leden voor een bevolking van 15 001 tot 25 000 inwoners;
- 17 leden voor een bevolking van 25 001 tot 50 000 inwoners;
- 19 leden voor een bevolking van 50 001 tot 80 000 inwoners;
- 21 leden voor een bevolking van 80 001 tot 100 000 inwoners;
- 23 leden voor een bevolking van 100 001 tot 150 000 inwoners;
- 25 leden voor een bevolking van meer dan 150 000 inwoners.

De politieraad wordt evenredig samengesteld uit leden van de gemeenteraden van de verschillende gemeenten die samen de meergemeentezone vormen, op basis van hun respectievelijke bevolkingscijfers. Elke gemeenteraad beschikt over minstens één vertegenwoordiger in de politieraad.

In de gevallen dat de evenredigheid bepaald in het tweede lid geen vertegenwoordiging van een gemeenteraad toelaat, wordt één bijkomend lid toegekend om hierin te voorzien. Het aantal leden bepaald in het eerste lid wordt in dit geval telkens vermeerderd met één eenheid.

Elk effectief lid heeft een of twee opvolgers.

De burgemeesters van de gemeenten die deel uitmaken van de meergemeentezone zijn van rechtswege lid van de politieraad. Zij worden niet meegerekend in het overeenkomstig het eerste lid bepaald aantal leden.

Art. 13. Voor het bepalen en het verdelen van het aantal leden bedoeld in artikel 12 worden de bevolkingscijfers in aanmerking genomen die als basis hebben gediend voor het bepalen van de samenstelling van de verschillende gemeenteraden in de overeenkomstige meergemeentezone.

Art. 14. Om te kunnen worden verkozen tot werkend of plaatsvervangend lid van de politieraad, moet de kandidaat op de dag van de verkiezing deel uitmaken van de gemeenteraad van een van de gemeenten die de meergemeentezone vormen.

Art. 15. Effectieve leden van de politieraad mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de derde graad, noch door de echt verbonden zijn.

Aanverwantschap die na de verkiezing tot stand komt onder de leden van de raad, stelt geen einde aan hun mandaat.

Tussen de als effectief lid verkozen personen wordt de orde van voorrang geregeld overeenkomstig de in artikel 17 bepaalde orde. Het effectief lid geniet voorrang op degene die door opvolging lid van de raad wordt. Tussen personen die gelijktijdig door opvolging lid van de raad worden, wordt de voorrang geregeld overeenkomstig de in artikel 17 bepaalde orde.

Art. 16. Les candidats membres effectifs et les candidats suppléants sont présentés par écrit dans chaque conseil communal par un ou plusieurs conseillers communaux; les candidats acceptent par écrit par une déclaration signée sur l'acte de présentation. Le bourgmestre, assisté du secrétaire communal, et en présence d'un conseiller communal de chaque groupe politique qui dépose un acte de candidature, reçoit les actes de présentation.

Pour l'élection des membres du conseil de police, chaque conseiller communal dispose d'une voix s'il y a moins de quatre membres à élire, de trois voix s'il y a quatre ou cinq membres à élire, de quatre s'il en y a six ou sept, de cinq s'il y en a huit ou neuf, de six s'il en a dix ou onze, et de huit s'il y a douze membres ou plus à élire.

L'élection des membres du conseil de police se fait au scrutin secret et en un seul tour. Chaque conseiller communal reçoit autant de bulletins de vote qu'il dispose de voix. Sur chaque bulletin il vote pour un membre effectif

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les modalités et la procédure à suivre pour la présentation des listes de candidats et pour les élections.

Art. 17. Sont élus en tant que membres effectifs, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité de voix, la préférence est accordée dans l'ordre indiqué ci-après :

1° au candidat qui, au jour de l'élection, est investi d'un mandat dans le conseil de police. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui, sans interruption, a exercé son mandat pendant le temps le plus long;

2° au candidat qui, antérieurement, a exercé un mandat dans le conseil de police. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a exercé son mandat sans interruption pendant le temps le plus long, et en cas d'égalité de durée à celui qui est sorti de charge le plus récemment;

3° au candidat qui, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, est le plus âgé;

4° au moins âgé des candidats qui ont atteint l'âge de soixante ans.

Celui qui serait élu, mais dont l'élection ne sortirait pas d'effet pour cause d'incompatibilité, est remplacé par son suppléant.

Les candidats proposés à titre de suppléants d'un membre effectif élu sont de plein droit suppléants de ce membre.

Art. 18. L'élection des membres du conseil de police a lieu en séance publique le troisième lundi qui suit l'installation du conseil communal. Si cette date coïncide avec un jour férié légal, l'élection est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Art. 19. Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable.

Art. 20. La durée du mandat des membres du conseil de police est de six ans. Ce mandat prend cours le premier jour ouvrable du troisième mois qui suit la date d'entrée en fonction des conseils communaux élus après un renouvellement complet, ou au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel le résultat de leur élection est devenu définitif. Les membres poursuivent leur mandat jusqu'à l'installation du nouveau conseil de police.

Le membre démissionnaire reste en fonction jusqu'à la prestation de serment de son suppléant.

Le suppléant ou le membre élu en remplacement achève le mandat du membre auquel il succède.

Art. 21. A l'exception de la circonstance visée à l'article 20, alinéa 1^{er}, la perte de la qualité de conseiller communal met fin de plein droit au mandat de membre du conseil de police.

Art. 22. Les dispositions des articles 11, 12 et 12bis de la nouvelle loi communale sont applicables aux membres du conseil de police.

Art. 16. De kandidaat-effectieve leden en de kandidaat-opvolgers worden in elke gemeenteraad schriftelijk voorgedragen door een of meer gemeenteraadsleden; de kandidaten stemmen in door een ondertekende verklaring op de akte van voordracht. De burgemeester, bijgestaan door de gemeentesecretaris en in tegenwoordigheid van een gemeenteraadslid van elke politieke fractie die een kandidatenlijst indient, neemt de akten van voordracht in ontvangst.

Voor de verkiezing van de leden van de politieraad heeft elk gemeenteraadslid één stem indien er minder dan vier leden te verkiezen zijn, drie stemmen indien er vier of vijf leden te verkiezen zijn, vier indien er zes of zeven, vijf indien er acht of negen, zes indien er tien of elf en acht indien er twaalf of meer leden te verkiezen zijn.

De verkiezing van de leden van de politieraad geschiedt bij geheime stemming en in één enkele stemronde. Elk gemeenteraadslid ontvangt zoveel stembiljetten als hij stemmen heeft. Op elk stembiljet brengt hij een stem uit voor een effectief lid.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de nadere regels en de procedure bepalen die in acht moeten worden genomen bij de indiening van de kandidatenlijsten en bij de verkiezingen.

Art. 17. De kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen zijn verkozen tot effectieve leden. Bij staking van stemmen wordt voorrang verleend in de volgende orde :

1° aan de kandidaat die, op de dag van de verkiezing, een mandaat in de politieraad uitoefent. Indien één of meerdere kandidaten in dit geval verkeren wordt de voorrang verleend aan degene die zonder onderbreking zijn mandaat het langst heeft uitgeoefend;

2° aan de kandidaat die, voorheen, een mandaat in de politieraad heeft uitgeoefend. Indien één of meerdere kandidaten in dit geval verkeren, wordt voorrang verleend aan degene die zonder onderbreking het langst zijn mandaat heeft uitgeoefend, en bij gelijke duur, aan degene die het laatst heeft beëindigd;

3° aan de oudste kandidaat in jaren die de leeftijd van zestig jaar niet heeft bereikt;

4° aan de jongste in jaren van de kandidaten die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt.

Wie zou verkozen zijn doch wiens verkiezing geen uitwerking kan krijgen, wordt wegens onvereenbaarheid vervangen door zijn opvolger.

De kandidaten die als opvolgers van een verkozen effectief lid worden voorgedragen, zijn van rechtswege de opvolgers van het voornoemde lid.

Art. 18. De verkiezing van de leden van de politieraad heeft plaats in openbare vergadering de derde maandag nadat de gemeenteraad werd geïnstalleerd. Indien die datum op een wettelijke feestdag valt, wordt de verkiezing verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

Art. 19. Wanneer een effectief lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de politieraad en hij geen opvolger of opvolgers heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een kandidaat effectief lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval worden deze kandidaten verkozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in orde van hun voordracht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde verkozen wordt verklaard. Bij staking van stemmen is artikel 17 van toepassing.

Art. 20. Het mandaat van de leden van de politieraad duurt zes jaar. Dit mandaat vangt aan de eerste werkdag van de derde maand, volgend op de datum van het aantreden van de verkozen gemeenteraden na een volledige vernieuwing of ten laatste de eerste werkdag van de tweede maand volgend op de maand waarin de uitslag van hun verkiezing definitief is geworden. De leden blijven hun mandaat uitoefenen tot de installatie van de nieuwe politieraad.

Het lid dat ontslag neemt, blaft zijn mandaat uitoefenen tot zijn opvolger is beëdigd.

De opvolger of het ter plaatsvervangende verkozen lid voleindigt het mandaat van het lid dat hij opvolgt.

Art. 21. Met uitzondering van de omstandigheid bedoeld in het eerste lid van artikel 20 leidt het verlies van de hoedanigheid van gemeenteraadslid van rechtswege tot het beëindigen van het mandaat van lid van de politieraad.

Art. 22. De bepalingen van de artikelen 11, 12 en 12bis van de nieuwe gemeentewet zijn van toepassing op de leden van de politieraad.

Art. 23. Le collège de police est constitué des bourgmestres des différentes communes constituant la zone pluricommunale.

Le mandat de membre du collège de police prend cours au moment de la prestation de serment en qualité de bourgmestre.

Le membre du collège de police absent ou empêché est remplacé conformément aux dispositions de l'article 14 de la nouvelle loi communale.

Le collège de police désigne un de ses membres comme président.

Pour le surplus, le rang des membres du collège de police est déterminé par le nombre de voix accordé à chacun d'entre eux conformément à l'article 24.

Si le collège de police n'a pas désigné de président, cette fonction est assurée par le membre revêtu du rang le plus haut.

Art. 24. Au sein du collège de police, chaque bourgmestre dispose d'un nombre de voix proportionnel à la dotation policière minimale que sa commune investit dans la zone pluricommunale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le nombre de voix est accordé, pendant les deux premières années qui suivent l'année pendant laquelle la police locale a été mise en place, proportionnellement à la charge nette pour la fonction Justice et Police portant le code statistique 399 des derniers comptes annuels fixés et approuvés de chaque commune.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités à suivre pour l'octroi de voix aux membres du collège de police.

Sous-section 2. — Réunions, délibérations et décisions du conseil de police et du collège de police

Art. 25. Le conseil de police se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Le président du collège de police préside le conseil de police.

Chaque membre du conseil de police, y compris les membres du collège de police, dispose d'une voix.

Art. 26. Par dérogation à l'article précédent, chaque groupe de représentants d'une commune de la zone de police dispose, pour les votes sur l'établissement du budget, les modifications budgétaires et les comptes annuels, d'autant de voix que celles dont dispose au sein du collège de police le bourgmestre de la commune qu'il représente. Ces voix sont réparties de manière égale entre les membres du groupe.

Art. 27. Les articles 84, 86, 87, 87bis, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, deuxième alinéa, 96, 97, 98, 99, 100 et 101 de la nouvelle loi communale sont d'application conforme au conseil de police.

Art. 28. Les articles 104, alinéas 1^{er} et 3, et 105 de la nouvelle loi communale sont d'application conforme au collège de police.

Le collège de police ne peut délibérer que si la majorité des voix visée à l'article 24 est représentée.

Les décisions du collège de police sont prises à la majorité des voix visée à l'alinéa précédent. En cas de parité de voix, le collège de police reporte l'affaire à une prochaine réunion. Si la majorité des voix du collège de police a déclaré au préalable urgent le traitement de l'affaire, ou si l'affaire avait été reportée lors d'une réunion précédente après parité de voix, la voix du président est prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 29. Dans la zone pluricommunale, la fonction de secrétaire du conseil de police et du collège de police est exercée par un membre du personnel du cadre administratif et logistique du corps de police local ou d'une des administrations communales de la zone. Il est désigné respectivement par le conseil de police et par le collège de police. Il rédige les procès-verbaux du conseil et du collège et en assure la transcription.

Le chef de corps de la police locale est chargé de la préparation des affaires qui sont soumises au conseil de police ou au collège de police et assiste aux séances du conseil et du collège.

Les procès-verbaux transcrits sont signés par le président et par le secrétaire.

Le procès-verbal reprend tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels aucune décision n'a été prise. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

La correspondance émanant du conseil de police et du collège de police est signée par le président et contresignée par le chef de corps, sauf si une délégation est accordée à cet effet.

Art. 23. Het politiecollege wordt gevormd door de burgemeesters van de verschillende gemeenten die de meergemeentezone vormen.

Het mandaat van lid van het politiecollege vangt aan op het ogenblik van de eedaflegging als burgemeester.

Het lid van het politiecollege dat afwezig is of verhinderd, wordt vervangen overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van de nieuwe gemeentewet.

Het politiecollege stelt één van zijn leden aan als voorzitter.

Vóór het overige wordt de rang van de leden van het politiecollege bepaald door het stemmenaantal dat elk van hen overeenkomstig artikel 24 is toegekend.

Indien het politiecollege geen voorzitter heeft aangesteld, wordt deze functie waargenomen door het lid met de hoogste rang.

Art. 24. In het politiecollege beschikt elke burgemeester over een aantal stemmen naar evenredigheid van de minimum politiedotatie die zijn gemeente in de meergemeentezone inbrengt.

In afwijking van het eerste lid wordt gedurende de eerste twee jaren volgend op het jaar waarin de lokale politie is opgericht, het aantal stemmen toegekend naar evenredigheid van de nettolast voor de functie Justitie en Politie onder de statistische code 399 van de laatst vastgestelde en goedgekeurde jaarrekeningen van elke gemeente.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regels die in acht moeten worden genomen voor de toekenning van stemmen aan de leden van het politiecollege.

Onderafdeling 2. — Vergaderingen, beraadslagingen en besluiten van de politieraad en van het politiecollege

Art. 25. De politieraad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren het vereisen en ten minste tienmaal per jaar.

De voorzitter van het politiecollege zit de politieraad voor.

Elk lid van de politieraad, de leden van het politiecollege inbegrepen, heeft één stem.

Art. 26. In afwijking van het vorige artikel beschikt, bij de stemmingen over de vaststelling van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen, elke groep vertegenwoordigers van één gemeente uit de politiezone over evenveel stemmen als waarover de burgemeester van de gemeente die hij vertegenwoordigt, beschikt in het politiecollege. Deze stemmen worden onder de leden van die groep gelijk verdeeld.

Art. 27. De artikelen 84, 86, 87, 87bis, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 tweede lid, 96, 97, 98, 99, 100 en 101 van de nieuwe gemeentewet zijn van overeenkomstige toepassing op de politieraad.

Art. 28. De artikelen 104, eerste en derde lid, en 105 van de nieuwe gemeentewet zón van overeenkomstige toepassing op het politiecollege.

Het politiecollege mag alleen dan beraadslagen en besluiten als de meerderheid van de stemmen bedoeld in artikel 24 is vertegenwoordigd.

De besluiten van het politiecollege worden bij meerderheid van de stemmen bedoeld in het vorige lid genomen. Bij staking van stemmen verdaagt het politiecollege de zaak tot een volgende vergadering. Indien bij meerderheid van stemmen in het politiecollege de behandeling van de zaak vooraf spoedeisend is verklaard, of wanneer de zaak in een vorige vergadering na staking van stemmen werd verdaagd, is bij staking van stemmen de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 29. In de meergemeentezone wordt de functie van secretaris van de politieraad en van het politiecollege door een lid van het personeel van het administratief en logistiek kader van het lokaal politiekorps of van een gemeentelijke administratie van de zone vervuld. Hij wordt respectievelijk aangeduid door de politieraad of het politiecollege. Hij stelt de notulen van de raad en van het college op en zorgt voor de overschrijving ervan.

De korpsschef van de lokale politie is belast met de voorbereiding van de zaken die aan de politieraad of aan het politiecollege worden voorgelegd en woont de vergaderingen van de raad en het college bij.

De overgeschreven notulen worden door de voorzitter en door de secretaris getekend.

De notulen vermelden alle besproken onderwerpen alsook het gevolg dat werd gegeven aan die punten waaromtrent geen beslissing werd genomen. Zij maken eveneens duidelijk melding van alle beslissingen.

De briefwisseling uitgaande van de politieraad en het politiecollege wordt door de voorzitter ondertekend en door de korpsschef medeondertekend tenzij daarvoor delegatie wordt verleend.

Art. 30. Les recettes et dépenses de la zone de police sont effectuées par un comptable spécial.

Dans la zone unicomunale, le receveur communal agit comme comptable spécial.

Dans la zone pluricomunale, le comptable spécial est, sur la proposition du collège de police, désigné par le conseil de police parmi les receveurs communaux et les receveurs du centre public d'aide sociale d'une des communes appartenant à la zone de police. Cependant, le conseil de police peut faire appel à un receveur régional.

Le comptable spécial est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'encaisser les recettes de l'autorité de police et d'acquitter sur mandats réguliers les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence soit du montant spécial de chaque article du budget, du crédit spécial ou du crédit provisoire, soit du montant des allocations transférées en application de l'article 248 de la nouvelle loi communale.

Dans le cas où il y aurait de la part du comptable spécial refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat sur l'exécutoire du gouverneur, qui convoque le comptable spécial et l'entend préalablement, s'il se présente.

Art. 31. Le comptable spécial dans la zone pluricomunale est tenu de fournir, pour garantie de sa gestion, un cautionnement complémentaire en numéraire, en titres ou sous la forme d'une ou plusieurs hypothèques.

Le Roi fixe le montant minimum et maximum de ce cautionnement complémentaire.

Lors de la première réunion faisant suite à la désignation du comptable spécial, le conseil de police fixe le montant du cautionnement qu'il doit constituer, ainsi que le délai qui lui est imparti pour ce faire.

Le cautionnement est placé à la caisse des dépôts et consignations; l'intérêt qu'il porte appartient au comptable spécial.

Les actes de cautionnement sont passés, sans frais pour la zone pluricomunale, devant le collège de police.

S'il y a lieu de payer des droits d'enregistrement, ceux-ci sont réduits au droit fixe général et sont à charge du comptable spécial.

Le comptable spécial peut remplacer le cautionnement, soit par une garantie bancaire ou assurance qui répond aux modalités fixées par le Roi, soit par la caution solidaire d'une association agréée par le Roi.

Cette association agréée doit revêtir la forme d'une société coopérative et se conformer aux prescriptions du livre Ier, titre IX, section VII, du Code de commerce; néanmoins elle ne perd pas son caractère civil.

L'arrêté d'agrément de l'association ainsi que les statuts approuvés sont publiés au *Moniteur belge*.

L'association peut contrôler la caisse et la comptabilité du comptable spécial dont elle s'est portée garante, moyennant l'accord du collège de police sur les dispositions contractuelles établissant ce droit et ses modalités d'exercice.

Le collège de police veille à ce que le cautionnement du comptable spécial soit réellement fourni et renouvelé en temps requis.

Le comptable spécial qui n'aura pas fourni son cautionnement dans les délais prescrits, et qui n'aura pas justifié ce retard par des motifs suffisants, sera démis d'office et il sera pourvu à son remplacement.

Tous frais relatifs à la constitution du cautionnement sont à la charge du comptable spécial.

En cas de déficit dans la caisse de la zone pluricomunale, la zone pluricomunale a privilège sur le cautionnement du comptable spécial.

Le comptable spécial est placé sous l'autorité du collège de police.

Art. 32. En cas d'absence du comptable spécial, sa fonction est assurée conformément aux dispositions de remplacement qui sont d'application dans son administration d'origine.

Le conseil de police fixe, dans les conditions fixées par le Roi, l'indemnité du comptable spécial dans la zone pluricomunale.

Art. 30. De ontvangsten en uitgaven van de politiezone worden gedaan door een bijzondere rekenplichtige.

In de éengemeentezone treedt de gemeenteontvanger als bijzondere rekenplichtige op.

In de meergemeentezone wordt de bijzondere rekenplichtige op voorstel van het politiecollege aangewezen door de politieraad onder de gemeenteontvangers en de ontvangers van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een van de gemeenten die deel uitmaken van de politiezone. De politieraad kan evenwel een beroep doen op een gewestelijke ontvanger.

De bijzondere rekenplichtige heeft tot taak om, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de politieoverheid te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope, hetzij van het bijzonder bedrag bepaald in elk artikel van de begroting, van het bijzonder krediet of van het voorlopig krediet, hetzij van het bedrag van de overeenkomstig artikel 248 van de nieuwe gemeentewet, overgeschreven kredieten.

Indien de bijzondere rekenplichtige weigert het bedrag van regelmatige bevelschriften te betalen of zulks uitstelt, wordt de betaling vervolgd, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de gouverneur, die de bijzondere rekenplichtige oproept en hem vooraf hoort, indien hij zich aanmeldt, de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

Art. 31. De bijzondere rekenplichtige in de meergemeentezone is verplicht tot waarborg van zijn beheer, een aanvullende zekerheid in geld, in effecten, of in de vorm van een of meerdere hypotheeken te stellen.

De Koning bepaalt het minimum- en het maximumbedrag van deze aanvullende zekerheid.

De politieraad stelt, op de eerstvolgende vergadering na de aanstelling van de bijzondere rekenplichtige, het bedrag vast van de zekerheid die deze moet stellen, alsmede de termijn waarover hij daartoe beschikt.

De zekerheid wordt bij de deposito- en consignatiekas gedeponneerd; de rente die ze opbrengt komt aan de bijzondere rekenplichtige toe.

De akten van zekerheidstelling worden, zonder kosten voor de meergemeentezone, voor het politiecollege verleden.

Indien er registratierechten verschuldigd zijn, worden deze teruggebracht tot het algemeen vast recht en zijn ze ten laste van de bijzondere rekenplichtige.

De bijzondere rekenplichtige mag de zekerheidstelling vervangen door, hetzij een bankwaarborg of verzekering die beantwoordt aan de modaliteiten door de Koning bepaald, hetzij de hoofdelijke borgstelling van een vereniging die door de Koning is erkend.

Deze erkende vereniging moet de vorm van een coöperatieve vennootschap aannemen en de voorschriften van boek I, titel IX, afdeling VII, van het Wetboek van koophandel naleven; ze behoudt niettemin haar burgerlijk karakter.

Het besluit tot erkenning van de vereniging alsmede de goedgekeurde statuten worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De vereniging kan de kas en de boekhouding controleren van de bijzondere rekenplichtige voor wie ze zich borg heeft gesteld, mits het politiecollege instemt met de contractuele bepalingen waarbij dit recht wordt gevestigd en met de wijze waarop dit recht wordt uitgeoefend.

Het politiecollege zorgt dat de zekerheid van de bijzondere rekenplichtige werkelijk gesteld en te bekwaamere tijd wordt vernieuwd.

De bijzondere rekenplichtige die zijn zekerheid niet binnen de voorgeschreven termijn verschaft en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, is ambtshalve ontslagen en wordt vervangen.

Alle kosten betreffende de vestiging der zekerheid komen ten laste van de bijzondere rekenplichtige.

Is er een tekort in de kas van de meergemeentezone, dan heeft de meergemeentezone een voorrecht op de zekerheid van de bijzondere rekenplichtige.

De bijzondere rekenplichtige staat onder het gezag van het politiecollege.

Art. 32. In geval van afwezigheid van de bijzondere rekenplichtige wordt zijn functie waargenomen overeenkomstig de bepalingen voor vervanging die in zijn bestuur van herkomst van toepassing zijn.

De politieraad stelt, binnen de voorwaarden door de Koning bepaald, de vergoeding van de bijzondere rekenplichtige in de meergemeentezone vast.

Sous-section 3. — Gestion budgétaire et financière

Art. 33. Le Titre V de la nouvelle loi communale est applicable à la gestion des biens et revenus de la police locale, sous cette réserve que, pour la zone pluricommunale, les mots « commune, conseil communal, collège des bourgmestre et échevins, établissements communaux non dotés de la personnalité juridique », figurant dans la nouvelle loi communale, doivent se lire respectivement comme « zone pluricommunale, conseil de police, collège de police », et « sections explicitement désignées de la police locale ».

Art. 34. L'article 131 et le titre VI, chapitres Ier et II, de la nouvelle loi communale, les articles 243 et 253 exceptés, sont applicables à la gestion budgétaire et financière de la police locale, étant entendu que :

1° pour la zone pluricommunale, les mots « commune, conseil communal, collège des bourgmestre et échevins, bourgmestre, secrétaire communal, receveur communal et caisse communale », figurant dans la nouvelle loi communale, doivent se lire respectivement comme « zone pluricommunale, conseil de police, collège de police, président du collège de police, chef de corps de la police locale, comptable spécial et caisse de la zone pluricommunale »;

2° le « rapport visé à l'article 96 » mentionné à l'article 240, § 1^{er}, alinéa 3, de la nouvelle loi communale, doit se lire comme « les documents prescrits par le Roi devant être joints au budget et comptes de la zone de police »;

3° à l'article 241, § 1^{er}, de la nouvelle loi communale, les mots « le premier lundi du mois d'octobre » doivent se lire comme « dans le courant du mois d'octobre »;

4° à l'article 250 de la nouvelle loi communale, les mots « par le bourgmestre ou par celui qui le remplace et par un échevin » doivent se lire comme « par le président du collège de police ou celui qui le remplace ».

Section 3. — Le conseil zonal de sécurité

Art. 35. Dans chaque zone de police est instauré un conseil zonal de sécurité au sein duquel est organisée une concertation systématique entre les bourgmestres, le procureur du Roi, le chef de corps de la police locale et le directeur coordonnateur administratif de la police fédérale ou son délégué.

Le conseil zonal de sécurité peut inviter des experts à participer à ses réunions.

Les missions du conseil zonal de sécurité sont :

- 1° la discussion et la préparation du plan zonal de sécurité;
- 2° la promotion de la coordination optimale de l'exécution des missions de police administrative et judiciaire;
- 3° l'évaluation de l'exécution du plan zonal de sécurité.

Art. 36. Le plan zonal annuel de sécurité comprend :

1° les missions et objectifs prioritaires déterminés par les bourgmestres et le procureur du Roi, chacun en ce qui concerne ses compétences, qui sont intégrés dans une approche globale de la sécurité ainsi que la manière dont ces missions et objectifs seront atteints;

2° la capacité de la police locale destinée à l'exécution des missions de police judiciaire et de police administrative et qui doit permettre que l'exécution de ces missions puisse être assurée en tout temps, en particulier les missions locales;

3° la contribution de la police locale à l'exécution des missions à caractère fédéral visées à l'article 61;

4° les missions et objectifs particuliers à une commune de la zone, qui correspondent à une intervention budgétaire de cette commune dépassant la dotation convenue conformément à l'article 40, alinéa 3.

Art. 37. Le plan zonal de sécurité est préparé par le conseil zonal de sécurité en tenant compte du plan national de sécurité.

Les parties du plan zonal de sécurité qui ont des répercussions sur les matières relevant de la compétence du conseil communal ou du conseil de police sont soumises pour accord au conseil communal ou, le cas échéant, au conseil de police.

Onderafdeling 3. — Budgettair en financieel beheer

Art. 33. Titel V van de nieuwe gemeentewet is van toepassing op het beheer van de goederen en inkomsten van de lokale politie, met dien verstande dat voor de meergemeentezone de in de nieuwe gemeentewet voorkomende woorden « gemeente, gemeenteraad, college van burgemeester en schepenen, gemeente-instellingen die geen rechtspersoonlijkheid bezitten », respectievelijk moeten worden gelezen als : « meergemeentezone, politieraad, politiecollege, » en « uitdrukkelijk aangewezen afdelingen van de lokale politie ».

Art. 34. Artikel 131 en titel VI, hoofdstuk I en II, van de nieuwe gemeentewet, uitgezonderd de artikelen 243 en 253, zijn van toepassing op het budgettair en financieel beheer van de lokale politie, met dien verstande dat :

1° voor de meergemeentezone de in de nieuwe gemeentewet voorkomende woorden « gemeente, gemeenteraad, college van burgemeester en schepenen, burgemeester, gemeentesecretaris, gemeenteontvanger en gemeentekas », respectievelijk moeten worden gelezen als : « meergemeentezone, politieraad, politiecollege, voorzitter van het politiecollege, korpschef van de lokale politie, bijzondere rekenplichtige en kas van de meergemeentezone »;

2° het in artikel 240, § 1, derde lid, van de nieuwe gemeentewet vermelde « verslag bedoeld in artikel 96 » moet worden gelezen als « de door de Koning voorgeschreven documenten die bij de begroting en rekeningen van de politiezone moeten worden gevoegd »;

3° in artikel 241, § 1, van de nieuwe gemeentewet de woorden « eerste maandag van oktober » moeten worden gelezen als « in de maand oktober »;

4° in artikel 250 van de nieuwe gemeentewet de woorden « door de burgemeester of door degene die hem vervangt, en door een schepen » moeten worden gelezen als « door de voorzitter van het politiecollege of diegene die hem vervangt ».

Afdeling 3. — De zonale veiligheidsraad

Art. 35. In elke politiezone wordt een zonale veiligheidsraad opgericht waarbinnen een systematisch overleg wordt georganiseerd tussen de burgemeesters, de procureur des Konings, de korpschef van de lokale politie en de bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie of zijn afgevaardigde.

De zonale veiligheidsraad kan deskundigen uitnodigen om deel te nemen aan zijn werkzaamheden.

De opdrachten van de zonale veiligheidsraad zijn de volgende :

- 1° het bespreken en de voorbereiding van het zonaal veiligheidsplan;
- 2° het bevorderen van de optimale coördinatie van de uitvoering van de opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie;
- 3° het evalueren van de uitvoering van het zonaal veiligheidsplan.

Art. 36. Het jaarlijks zonaal veiligheidsplan omvat :

1° de prioritaire opdrachten en doelstellingen vastgesteld door de burgemeesters en de procureur des Konings, elkeen wat zijn bevoegdheden betreft, die in een globale veiligheidsaanpak worden geïntegreerd, evenals de wijze waarop deze opdrachten en doelstellingen zullen worden bereikt;

2° de capaciteit van de lokale politie die bestemd is voor de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke en bestuurlijke politie en die er moet voor zorgen dat deze opdrachten te allen tijde kunnen worden uitgevoerd, in het bijzonder de lokale opdrachten;

3° de bijdrage van de lokale politie in de uitvoering van de opdrachten van federale aard bedoeld in artikel 61;

4° de opdrachten en doelstellingen die eigen zijn aan een gemeente van de zone, die overeenstemmen met een budgettaire tussenkomst van deze gemeente die de overeenkomstig artikel 40, derde lid, overeengekomen dotatie overschrijft.

Art. 37. Het zonaal veiligheidsplan wordt, rekening houdend met het nationaal veiligheidsplan, voorbereid door de zonale veiligheidsraad.

De gedeelten van het zonaal veiligheidsplan die een weerslag hebben op de aangelegenheden die onder de bevoegdheid ressorteren van de gemeenteraad of van de politieraad, worden voor akkoord voorgelegd aan de gemeenteraad of, desgevallend, aan de politieraad.

Après approbation par les bourgmestres et le procureur du Roi, il est soumis pour approbation aux ministres de l'Intérieur et de la Justice, qui doivent se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la réception du plan. Passé ce délai, leur approbation est réputée acquise. Si le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice désapprouvent le plan, une nouvelle version leur est soumise. Dans ce cas, le délai d'approbation est ramené à un mois.

Les conseils communaux sont informés du plan approuvé, à l'exception des parties ou des données dont le conseil zonal de sécurité a estimé qu'elles avaient un caractère confidentiel.

Lorsqu'il s'avère, en cours d'exécution du plan zonal de sécurité, que les capacités prévues, conformément à l'article 36, 2°, sont insuffisantes pour exécuter ces missions, le conseil zonal de sécurité y remédie.

Section 4. — Personnel et budget

Art. 38. Pour chaque zone de police, le Roi fixe l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale en tenant compte de la spécificité de la zone.

Art. 39. Dans les zones de police unicommunales, le budget du corps de police local est approuvé par le conseil communal, conformément aux normes budgétaires minimales arrêtées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le budget de la zone de police est à charge de la commune de la zone et de l'Etat fédéral.

Art. 40. Dans les zones de police pluricommunales, le budget du corps de police local est approuvé par le conseil de police, conformément aux normes budgétaires minimales arrêtées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le budget de la zone de police est à charge des différentes communes de la zone et de l'Etat fédéral.

Chaque conseil communal de la zone vote la dotation à affecter au corps de police locale, laquelle est versée à la zone de police.

Conformément à l'article 36, 4°, une commune peut augmenter sa dotation au bénéfice de la zone de police.

La dotation est inscrite dans les dépenses de chaque budget communal. La contribution à la zone pluricommunale est payée au moins par douzièmes.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles détaillées en ce qui concerne le calcul et la répartition des dotations ainsi que les modalités selon lesquelles celles-ci sont payées.

Lorsque la zone pluricommunale ne dispose pas de ressources suffisantes pour couvrir les dépenses résultant de l'accomplissement de sa mission, la différence est couverte par les communes qui en font partie.

Art. 41. Par zone de police, une subvention est prévue chaque année à charge du budget fédéral, ci-après appelée la subvention fédérale. Ladite subvention est fixée sur la base :

1° de la part des autorités fédérales dans le financement des missions locales de la police;

2° des missions fédérales, générales ou spécifiques, assurées au sein de la zone concernée.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les critères et les modalités pour la fixation et le versement de la subvention fédérale, qui est payée au moins par douzièmes.

Un crédit limité à 7,5 % des recettes de l'Etat provenant d'amendes de condamnations pénales en matières diverses, ainsi que de sommes d'argent visées à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle et à l'article 65 de la loi relative à la police de la circulation routière, est inscrit au budget général de dépenses. Ce crédit est utilisé pour soutenir le fonctionnement des corps de police locale. Le Roi détermine les conditions et modalités selon lesquelles ces subventions sont intégrées dans la dotation fédérale.

CHAPITRE II. — Autorité et direction

Art. 42. Pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police locale est placée sous l'autorité du bourgmestre qui peut lui donner, pour ce qui concerne l'accomplissement de ces missions sur le territoire de sa commune, les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet.

Na goedkeuring door de burgemeesters en de procureur des Konings, wordt het voor goedkeuring voorgelegd aan de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, die er zich over moeten uitspreken binnen de twee maanden vanaf de ontvangst van het plan. Na deze termijn wordt hun goedkeuring als gegeven geacht. Indien de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie het plan niet goedkeuren, wordt hen een nieuwe versie ervan voorgelegd. In dit geval wordt de termijn voor goedkeuring teruggebracht tot één maand.

De gemeenteraden worden ingelicht over het goedgekeurde plan, met uitzondering van de gedeelten of gegevens die door de zonale veiligheidsraad als vertrouwelijk worden beschouwd.

Wanneer, in de loop van de uitvoering van het zonaal veiligheidsplan blijkt dat de overeenkomstig artikel 36, 2°, geplande capaciteit, ontoereikend is om die opdrachten uit te voeren, wordt dit verholpen door de zonale veiligheidsraad.

Afdeling 4. — Personeel en begroting

Art. 38. Voor elke politiekezone bepaalt de Koning het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie, rekening houdend met de specifieke kenmerken van die zone.

Art. 39. In de ééngemeentezones, wordt de begroting van het lokaal politiekorps goedgekeurd door de gemeenteraad, overeenkomstig de door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, vastgestelde minimale begrotingsnormen.

De begroting van de politiekezone komt ten laste van de gemeente van de zone en van de federale Staat.

Art. 40. In de meergemeentezones wordt de begroting van het lokaal politiekorps goedgekeurd door de politieraad, overeenkomstig de door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, vastgestelde minimale begrotingsnormen.

De begroting van de politiekezone komt ten laste van de verschillende gemeenten van de zone en van de federale Staat.

Elke gemeenteraad van de zone stemt de dotatie die aan het lokaal politiekorps moet worden toegekend en die aan de politiekezone wordt gestort.

Overeenkomstig artikel 36, 4°, kan een gemeente haar dotatie verhogen ten voordele van de politiekezone.

De dotatie wordt in de uitgaven van elke gemeentebegroting ingeschreven. De bijdrage aan de meergemeentezone wordt op zijn minst in twaalfden uitbetaald.

De nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de dotaties en de wijze waarop zij worden uitbetaald, worden door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit vastgelegd.

Wanneer de meergemeentezone niet over voldoende middelen beschikt om de uitgaven te dekken die voortkomen uit de vervulling van haar opdracht, wordt het verschil gedragen door de gemeenten die er deel van uitmaken.

Art. 41. Per politiekezone wordt jaarlijks een toelage uitgetrokken ten laste van de federale begroting, verder genoemd de federale toelage. De federale toelage wordt bepaald op basis van :

1° het aandeel van de federale overheid in de financiering van de lokale opdrachten van de politie;

2° de algemene en bijzondere federale opdrachten die binnen de betrokken zone worden vervuld.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de criteria en de nadere regels die in acht moeten worden genomen voor het bepalen en het uitbetalen van de federale toelage. Het uitbetalen gebeurt op zijn minst in twaalfden.

Een krediet beperkt tot 7,5 % van de rijksontvangsten uit boeten van strafrechtelijke veroordelingen in allerhande zaken, evenals uit de geldsommen bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering en in artikel 65 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, wordt op de algemene uitgavenbegroting ingeschreven. Dit krediet wordt aangewend voor de ondersteuning van de werking van de lokale politiekorpsen. De Koning stelt de voorwaarden en modaliteiten vast volgens dewelke deze subsidies worden geïntegreerd in de federale dotatie.

HOOFDSTUK II. — Gezag en leiding

Art. 42. Voor het uitvoeren van haar opdrachten van bestuurlijke politie, staat de lokale politie onder het gezag van de burgemeester die haar, wat de uitvoering betreft van deze opdrachten op het grondgebied van zijn gemeente, de bevelen, onderrichten en richtlijnen geeft die dienaangaande noodzakelijk zijn.

Dans les zones de police pluricommunales, lorsque l'exécution d'une décision d'un bourgmestre n'est pas prévue dans le plan zonal de sécurité et a pour effet de réduire l'exécution des décisions des autres bourgmestres de la zone, le chef de corps de la police locale en informe le collège de police.

Art. 43. En cas de calamités, de catastrophes, de sinistres, d'émeutes, d'attroupements hostiles ou de menaces graves et imminentes contre l'ordre public, et lorsque les moyens de la police locale sont insuffisants, le bourgmestre ou celui qui le remplace peut requérir la police fédérale aux fins de maintenir ou de rétablir l'ordre public.

Le gouverneur et le commissaire d'arrondissement sont immédiatement informés de la réquisition par l'autorité requérante.

Lorsque les moyens des services de police ne suffisent pas pour maintenir l'ordre public, le bourgmestre peut requérir les forces armées.

En cas de réquisition ou d'intervention de la police fédérale ou de l'armée, sans préjudice des compétences du ministre de l'Intérieur et du gouverneur en matière de protection civile, la police locale demeure sous l'autorité du bourgmestre de la commune concernée. Elle est placée sous la direction du chef de corps ou du directeur coordonnateur administratif de la police fédérale conformément aux articles 7/1 et 7/2 de la loi sur la fonction de police.

Les forces requises restent en contact étroit avec l'autorité requérante et le chef de corps de la police locale pour intervenir de manière coordonnée.

Art. 44. Chaque corps de police locale est placé sous la direction d'un chef de corps.

Il est responsable de l'exécution de la politique policière locale, et plus particulièrement de l'exécution du plan zonal de sécurité.

Il assure la direction, l'organisation et la répartition des tâches au sein du corps de police locale et l'exécution de la gestion de ce corps. Pour ce faire, le bourgmestre ou le collège de police peut lui déléguer certaines de ses compétences.

Dans l'exercice de cette fonction, il est responsable de l'exécution par le corps de police des missions locales, des directives relatives aux missions à caractère fédéral et des réquisitions, ainsi que de l'application des normes visées aux articles 141 et 142.

Pour l'exercice de sa fonction, le chef de corps peut solliciter l'aide visée à l'article 104, 1°.

Art. 45. Le chef de corps exerce les attributions visées à l'article 44 sous l'autorité du bourgmestre ou du collège de police.

En vue de la bonne gestion du corps de police, le chef de corps informe dans les plus brefs délais le bourgmestre ou le collège de police de tout ce qui concerne le corps de police locale et l'exécution de ses missions. Il l'informe en outre des initiatives que la police locale compte prendre et qui concernent la politique zonale de sécurité.

Il est tenu de faire rapport tous les mois au bourgmestre ou au collège de police sur le fonctionnement du corps et de l'informer des plaintes venant de l'extérieur et concernant le fonctionnement du corps ou les interventions de son personnel.

Art. 46. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de corps, le bourgmestre ou le collège de police désigne le chef de corps remplaçant parmi les membres du corps de police revêtus du grade le plus élevé.

CHAPITRE III. — *Personnel*

Art. 47. Le conseil communal ou le conseil de police détermine le cadre du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique du corps de police locale, conformément aux normes minimales fixées par le Roi.

Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi détermine les modalités selon lesquelles le personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique de la police fédérale et des autres corps de la police locale peuvent se porter candidats à un emploi au sein d'un corps de police locale.

Art. 48. Le chef de corps de la police locale est désigné à son emploi par le Roi pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois, sur proposition motivée du conseil communal ou du conseil de police et après avis motivé du procureur général près la cour d'appel et du gouverneur, parmi les candidats jugés aptes par une commission de sélection.

Wanneer, in de meergemeentezones, de uitvoering van een beslissing van een burgemeester niet is opgenomen in het zonaal veiligheidsplan en dit voor gevolg heeft dat de uitvoering van de beslissingen van de andere burgemeesters van de zone wordt beperkt, licht de korpschef van de lokale politie het politiecollege hierover in.

Art. 43. In geval van ramp, onheil, schadegeval, oproer, kwaadwillige samenscholingen of ernstige en nakende bedreigingen van de openbare orde, en wanneer de middelen van de lokale politie onvoldoende zijn, kan de burgemeester of de persoon die hem vervangt, met het oog op de handhaving of het herstel van de openbare orde, de federale politie vorderen.

De gouverneur en de arrondissementscommissaris worden door de opvorderende overheid onmiddellijk over de vordering ingelicht.

Wanneer de middelen van de politiediensten onvoldoende zijn om de openbare orde te handhaven, kan de burgemeester de krijgsmacht vorderen.

Bij opvordering of ingrijpen van de federale politie of van het leger blijft de lokale politie onder het gezag van de burgemeester van de betrokken gemeente, onverminderd de bevoegdheden van de minister van Binnenlandse Zaken en van de gouverneur inzake civiele bescherming. Zij staat onder de leiding van de korpschef of van de bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie, overeenkomstig de artikelen 7/1 en 7/2 van de wet op het politieambt.

De opgevorderde machten blijven in nauw contact met de vorderende overheid en de korpschef van de lokale politie om op gecoördineerde wijze op te treden.

Art. 44. Elk lokaal politiekorps staat onder de leiding van een korpschef.

Hij is verantwoordelijk voor de uitvoering van het lokaal politiebeleid, en meer bepaald, voor de uitvoering van het zonaal veiligheidsplan.

Hij staat in voor de leiding, de organisatie en de verdeling van de taken binnen het lokaal politiekorps en de uitvoering van het beheer van dit korps. Hiertoe kan de burgemeester of het politiecollege hem sommige van zijn bevoegdheden delegeren.

In de uitoefening van deze functie is hij verantwoordelijk voor de uitvoering door het politiekorps van de lokale opdrachten, van de richtlijnen met betrekking tot de opdrachten met een federaal karakter en van de opvorderingen evenals van de toepassing van de normen bedoeld in de artikelen 141 en 142.

Voor de uitoefening van zijn functie, kan de korpschef de in artikel 104, 1°, bedoelde hulp inroepen.

Art. 45. De korpschef oefent de in artikel 44 bedoelde bevoegdheden uit onder het gezag van de burgemeester of van het politiecollege.

Met het oog op een goed beheer van het politiekorps, licht de korpschef zo spoedig mogelijk de burgemeester of het politiecollege in over alles wat het lokaal politiekorps en de uitvoering van zijn opdrachten aangaat. Hij licht hem ook in over de initiatieven die de lokale politie overweegt te nemen en die betrekking hebben op het zonale veiligheidsbeleid.

Hij moet elke maand verslag uitbrengen aan de burgemeester of aan het politiecollege over de werking van het korps en hem op de hoogte brengen van de klachten van buitenaf aangaande de werking van het korps of het optreden van zijn personeel.

Art. 46. In geval van afwezigheid of verhindering van de korpschef stelt de burgemeester of het politiecollege onder de leden van het politiekorps met de hoogste graad, de vervangende korpschef aan.

HOOFDSTUK III. — *Personeel*

Art. 47. De gemeenteraad of de politieraad bepaalt de formatie van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van het lokaal politiekorps, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde minimumnormen.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de modaliteiten volgens welke het personeel van het operationeel en van het administratief en logistiek kader van de federale politie en van de andere lokale politiekorpsen zich kandidaat kunnen stellen voor een ambt bij een lokaal politiekorps.

Art. 48. De chef van het lokale politiekorps wordt door de Koning in zijn functie aangewezen voor een éénmaal hernieuwbare termijn van vijfjaar, op gemotiveerde voordracht van de gemeenteraad of van de politieraad en na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur, uit de door een selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

Le bourgmestre ou le collège de police peut, par décision motivée, présenter un autre candidat jugé apte par la commission de sélection.

Art. 49. A l'issue du premier terme de cinq ans, le Roi prolonge la désignation du chef de corps de la police locale après avis motivé du conseil communal ou du conseil de police, du bourgmestre ou du collège de police, du procureur général près la cour d'appel et du gouverneur, et sur la base d'une évaluation globale effectuée par une commission d'évaluation. La désignation ne peut être prolongée lorsque le conseil communal ou le conseil de police et le bourgmestre ou le collège de police émettent, après avoir entendu le chef de corps, un avis négatif motivé.

Il peut être mis fin anticipativement au mandat du chef de corps s'il apparaît, sur la base d'une évaluation de la commission d'évaluation, après avis des instances visées à l'alinéa 1^{er}, et après que l'intéressé ait été entendu, que ce dernier ne donne pas satisfaction dans sa fonction.

Le Roi arrête les conditions de réaffectation des chefs de corps au mandat duquel il est mis fin ou dont le mandat n'est pas renouvelé.

Art. 50. Le Roi fixe les conditions auxquelles doivent répondre les candidats à la désignation en qualité de chef de corps de la police locale et arrête la procédure de désignation à cet effet ainsi que la procédure d'évaluation des chefs de corps de la police locale.

Le conseil communal ou le conseil de police constitue la commission de sélection visée à l'article 48 conformément au modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Le même arrêté détermine en outre les modalités de fonctionnement et les missions de cette commission.

Le cas échéant, le conseil communal ou le conseil de police peut décider de faire appel à une commission de sélection constituée par le ministre de l'Intérieur, selon les modalités générales visées à l'alinéa précédent.

Art. 51. Les commissions d'évaluation sont constituées par le ministre de l'Intérieur, selon les modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. L'inspection générale de la police fédérale et de la police locale fait partie de ces commissions.

Le Roi détermine en outre les modalités de constitution et de fonctionnement de ces commissions d'évaluation et en précise les missions.

Art. 52. Si le conseil communal ou le conseil de police refuse, reste en défaut ou se trouve dans l'impossibilité de présenter un candidat déclaré apte ou de statuer sur la prolongation de la désignation dans les six mois à compter de la réception, constatée par la correspondance, d'une invitation faite par le ministre de l'Intérieur, le Roi désigne le chef de corps de la police locale sur la liste des candidats déclarés aptes par la commission de sélection et après avoir pris connaissance des avis motivés visés aux articles 48 et 49.

Art. 53. Les officiers supérieurs de la police locale sont nommés par le Roi, conformément à l'arrêté royal pris en exécution de l'article 121, alinéa 2, 1°, sur présentation motivée du conseil communal ou du conseil de police et après avis motivé du procureur général près la cour d'appel et du gouverneur, parmi les candidats jugés aptes par une commission de sélection.

Le bourgmestre ou le collège de police peut, par décision motivée, présenter d'autres candidats jugés aptes par la commission de sélection.

Art. 54. Les officiers de la police locale qui ne sont pas visés à l'article 53 sont nommés par le conseil communal ou le conseil de police, après avis motivé du procureur général près la cour d'appel et du gouverneur, parmi les candidats jugés aptes par une commission de sélection.

Art. 55. Le Roi fixe les conditions et les modalités de nomination des officiers de la police locale.

Le conseil communal ou le conseil de police constitue la commission de sélection visée aux articles 52 et 53 conformément au modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Le même arrêté détermine en outre les modalités de fonctionnement et les missions de cette commission.

Le cas échéant, le conseil communal ou le conseil de police peut décider de faire appel à une commission de sélection constituée par le ministre de l'Intérieur, selon les modalités visées à l'alinéa précédent.

De burgemeester of het politiecollege kan met een gemotiveerde beslissing, een ander door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaat voordragen.

Art. 49. Na afloop van de eerste termijn van vijf jaar, verlengt de Koning de aanstelling van de korpschef van de lokale politie na gemotiveerd advies van de gemeenteraad of van de politieraad, van de burgemeester of van het politiecollege, van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur, en op grond van een globale evaluatie uitgevoerd door een evaluatiecommissie. De aanstelling mag niet worden verlengd indien de gemeenteraad of de politieraad en de burgemeester of het politiecollege na de korpschef te hebben gehoord, een met redenen omkleed negatief advies uitbrengen.

Het mandaat van de korpschef kan vroegtijdig worden beëindigd wanneer, op grond van een evaluatie door de evaluatiecommissie, na advies van de in het eerste lid vermelde instanties en nadat de betrokkene werd gehoord, blijkt dat deze laatste in zijn functie geen voldoening schenkt.

De Koning bepaalt de voorwaarden voor de reffectatie van korpschefs van wie het mandaat niet wordt vernieuwd of wordt beëindigd.

Art. 50. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de kandidaten voor de aanstelling tot korpschef van de lokale politie moeten beantwoorden en stelt de aanstellingsprocedure vast evenals de evaluatieprocedure van de korpschefs van de lokale politie.

De gemeenteraad of de politieraad stelt de in artikel 48 bedoelde selectiecommissie samen, overeenkomstig de nadere regels bepaald in een door de Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Hetzelfde besluit stelt bovendien de nadere regels vast betreffende de opdrachten en de werking van deze commissie.

Desgevallend kan de gemeenteraad of de politieraad beslissen een beroep te doen op een selectiecommissie die door de minister van Binnenlandse Zaken werd samengesteld volgens de algemene nadere regels bedoeld in het vorige lid.

Art. 51. De evaluatiecommissies worden samengesteld door de minister van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig de nadere regels vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. De algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie maakt deel uit van deze commissies.

De Koning stelt bovendien de nadere regels vast voor de samenstelling en de werking van deze evaluatiecommissies en preciseert hun opdrachten.

Art. 52. Indien de gemeenteraad of de politieraad weigert, nalaat of in de onmogelijkheid verkeert een geschikt bevonden kandidaat voor te dragen of zich uit te spreken over de verlenging van de aanstelling binnen de zes maanden na de uit de briefwisseling blijvende ontvangst van een verzoek van de minister van Binnenlandse Zaken, stelt de Koning de korpschef van de lokale politie aan uit de lijst van de kandidaten die geschikt werden verklaard door de selectiecommissie en na kennis te hebben genomen van de gemotiveerde adviezen bedoeld in de artikelen 48 en 49.

Art. 53. De hogere officieren van de lokale politie worden overeenkomstig het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 121, tweede lid, 1°, door de Koning benoemd, op gemotiveerde voordracht van de gemeente- of van de politieraad, na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur, onder de door een selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

De burgemeester of het politiecollege kan, met een gemotiveerde beslissing, andere door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten voordragen.

Art. 54. De niet in artikel 53 bedoelde officieren van de lokale politie, worden benoemd door de gemeenteraad of door de politieraad, na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur, onder de door een selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

Art. 55. De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de benoeming van de officieren van de lokale politie.

De gemeenteraad of de politieraad stelt de in de artikelen 52 en 53 bedoelde selectiecommissie samen, overeenkomstig de nadere regels bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Hetzelfde besluit stelt bovendien de nadere regels vast betreffende de opdrachten en de werking van deze commissie.

Desgevallend kan de gemeenteraad of de politieraad beslissen een beroep te doen op een selectiecommissie die door de minister van Binnenlandse Zaken werd samengesteld volgens de nadere regels bedoeld in het vorige lid.

Art. 56. Le conseil communal ou le conseil de police nomme ou recrute les autres membres de la police locale, selon les conditions et modalités arrêtées par le Roi.

Art. 57. Le fonctionnaire de police qui dirige, au sein du corps de police locale, le service principalement chargé des missions de police judiciaire est désigné à cette fonction après avis motivé du procureur du Roi.

Art. 58. Les agents auxiliaires de police ne peuvent exercer aucune mission de police administrative ou judiciaire autre que celles qui leur sont attribuées en matière de police de la circulation routière, ainsi que celle de veiller au respect des règlements de police communaux.

Dans les limites de ces compétences, ils peuvent contrôler l'identité de chaque personne qui a commis une infraction.

Art. 59. Les fonctionnaires de police, les agents auxiliaires de police et les membres statutaires du personnel du cadre administratif et logistique prêtent serment entre les mains du bourgmestre ou du président du collège de police.

Art. 60. L'avis du procureur général, du gouverneur ou du procureur du Roi, requis dans le cadre d'une procédure de nomination ou de désignation, doit être remis dans le délai d'un mois sous peine d'être réputé favorable.

CHAPITRE IV. — Missions à caractère fédéral

Art. 61. Conformément à l'article 3, la police locale assure certaines missions de police à caractère fédéral.

Le ministre de l'Intérieur ou le ministre de la Justice détermine ces missions par des directives contraignantes. L'exécution de ces directives ne peut mettre en péril l'exécution des missions locales.

Lorsque les directives sont générales, elles sont soumises pour avis au conseil consultatif des bourgmestres. Lorsqu'elles concernent une ou plusieurs zones de police déterminées, elles font l'objet d'une concertation préalable avec le bourgmestre ou le collège de police.

Les directives peuvent porter sur le type de personnel et l'effectif à mettre en œuvre, sur son équipement et son armement et sur les principes de leur intervention.

La directive est exécutée sous la direction du chef de corps de la police locale, sauf lorsqu'elle porte sur une mission qui est exercée conjointement par la police locale et la police fédérale. Dans ce cas, la directive désigne le niveau de police chargé de la direction opérationnelle.

Les directives du ministre de la Justice concernant les missions de police judiciaire sont prises après avis du collège des procureurs généraux.

Art. 62. Les missions suivantes peuvent faire l'objet des directives visées à l'article 61 :

1° les missions prévues aux articles 17, 18, alinéa 1^{er}, 19, alinéa 1^{er}, 20, alinéa 1^{er}, 21, alinéa 1^{er}, 23, §§ 3 et 4, 25, alinéa 3, 44 et 46 de la loi sur la fonction de police;

2° les missions à caractère fédéral comprises dans un plan zonal de sécurité;

3° les mesures de police indispensables à l'exécution de missions de police administrative spéciales des autorités publiques fédérales et régionales;

4° prêter main forte aux fonctionnaires publics chargés d'une inspection, d'un contrôle ou d'un constat, dans les conditions prévues à l'article 44, alinéa 3, de la loi sur la fonction de police;

5° certaines missions de surveillance, de contrôle ou de protection spéciale des personnes et des biens mobiliers et immobiliers;

6° la recherche d'informations nécessaires aux autorités fédérales;

7° les opérations de police supralocale à l'égard de personnes, de véhicules ou autres biens recherchés;

8° à titre exceptionnel et temporaire, des renforts à certaines enquêtes judiciaires, à la demande des autorités judiciaires compétentes;

9° à titre exceptionnel et temporaire, certaines missions de surveillance et de contrôle spécifiques en cas de menace grave ou imminente contre l'ordre public, comprenant des risques d'atteintes graves aux personnes et aux biens.

Art. 56. De gemeenteraad of de politieraad benoemt of werft de andere leden van de lokale politie aan, volgens de voorwaarden en nadere regels vastgesteld door de Koning.

Art. 57. De politieambtenaar die binnen het lokaal politiekorps de dienst leidt die hoofdzakelijk belast is met de opdrachten van gerechtelijke politie, wordt in deze functie aangesteld na een met redenen omkleed advies van de procureur des Konings.

Art. 58. De hulpagenten mogen geen opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie uitvoeren, behalve de bevoegdheden die hen zijn toegekend inzake de politie van het wegverkeer en die om toe te zien op de naleving van gemeentelijke politieverordeningen.

Binnen die bevoegdheden kunnen zij de identiteit van iedere persoon die een misdrijf heeft begaan controleren.

Art. 59. De politieambtenaren, de hulpagenten van politie en de statutaire personeelsleden van het administratief en logistiek kader leggen de eed af in handen van de burgemeester of van de voorzitter van het politiecollege.

Art. 60. Het in het raam van een benoemings- of een aanstellingsprocedure vereiste advies van de procureur-generaal, van de gouverneur of van de procureur des Konings moet worden overgezonden binnen een termijn van een maand, anders wordt het advies als gunstig beschouwd.

HOOFDSTUK IV. — Opdrachten van federale aard

Art. 61. Overeenkomstig artikel 3, staat de lokale politie in voor sommige opdrachten van federale aard.

De minister van Binnenlandse Zaken of de minister van Justitie bepaalt deze opdrachten door dwingende richtlijnen. Het uitvoeren van die richtlijnen mag de uitvoering van de lokale opdrachten niet in gevaar brengen.

Wanneer de richtlijnen algemeen zijn, worden ze voor advies voorgelegd aan de adviesraad van burgemeesters. Wanneer ze betrekking hebben op één of meer welbepaalde politiezones, maken zij het voorwerp uit van een voorafgaand overleg met de burgemeester of het politiecollege.

De richtlijnen kunnen betrekking hebben op het soort personeel alsook het in te zetten effectief op zijn uitrusting en bewapening en op de wijze van optreden.

De richtlijn wordt uitgevoerd onder leiding van de korpschef van de lokale politie, behalve wanneer ze betrekking heeft op een opdracht die tegelijk door de lokale politie en de federale politie wordt uitgeoefend. In dat geval duidt de richtlijn het politieniveau aan dat met de operationele leiding is belast.

De van de minister van Justitie uitgaande richtlijnen betreffende de opdrachten van gerechtelijke politie worden genomen na advies van het college van de procureurs-generaal.

Art. 62. De volgende opdrachten kunnen het voorwerp uitmaken van de in artikel 61 bedoelde richtlijnen :

1° de opdrachten die bepaald zijn in de artikelen 17, 18, eerste lid, 19, eerste lid, 20, eerste lid, 21 eerste lid, 23, §§ 3 en 4, 25, derde lid, 44 en 46 van de wet op het politieambt

2° de opdrachten van federale aard die in een zonaal veiligheidsplan zijn vermeld;

3° de politiemaatregelen die essentieel zijn voor de uitvoering van gespecialiseerde opdrachten van bestuurlijke politie van de federale en gewestelijke overheden;

4° de sterke arm verlenen aan de overheidsambtenaren belast met een inspectie, een toezicht of een vaststelling, binnen de in artikel 44, derde lid, van de wet op het politieambt bepaalde voorwaarden;

5° bepaalde opdrachten van bewaking, toezicht of bijzondere bescherming van personen en van roerende of onroerende goederen;

6° het inwinnen van informatie noodzakelijk voor de federale overheden;

7° de operaties van bovenlokale politie ten opzichte van op te sporen personen, voertuigen of andere voorwerpen;

8° uitzonderlijk en tijdelijk, versterking verlenen bij omvangrijke gerechtelijke onderzoeken, op verzoek van de gerechtelijke overheden;

9° uitzonderlijk en tijdelijk, bepaalde specifieke bewakings- en toezichtopdrachten bij ernstige of nakende bedreiging van de openbare orde, met risico's van zware aantastingen van personen en goederen.

Art. 63. Le ministre de l'Intérieur ou le ministre de la Justice peut, lorsque sa directive n'est pas suivie d'effet, et après concertation avec le bourgmestre ou le collège de police concerné, requérir la police locale d'exécuter cette directive.

Art. 64. En cas de calamités, de catastrophes, de sinistres, d'émeutes, d'attroupements hostiles ou de menaces graves et imminentes contre l'ordre public, le ministre de l'Intérieur peut, lorsque les moyens de la police locale ne suffisent pas, requérir la police locale d'une autre zone de police aux fins de maintenir ou de rétablir l'ordre public.

Sans préjudice des compétences du ministre de l'Intérieur et du gouverneur, la police locale requise est placée sous l'autorité du bourgmestre de la commune dans laquelle elle intervient.

La police locale requise intervient sous la direction du directeur coordonnateur administratif de la police fédérale ou du chef de corps de la police locale conformément aux articles 7/1 et 7/2 de la loi sur la fonction de police.

La police locale requise doit exécuter toutes les réquisitions à concurrence d'une partie de sa capacité annuelle qui ne peut être inférieure à dix pour cent ni supérieure à vingt pour cent de la capacité de l'effectif minimal du personnel du cadre opérationnel visé à l'article 38. Cette partie est déterminée chaque année dans le plan zonal de sécurité. En cas d'urgence, ou lorsque la sécurité nationale le requiert, la capacité visée à l'alinéa précédent peut être dépassée. Dans les cas fixés par le Roi, la capacité peut dépasser les vingt pour cent.

CHAPITRE V. — *La tutelle spécifique*

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 65. L'autorité de tutelle peut, tant par correspondance que sur place, recueillir tous les renseignements et données utiles à l'examen des dossiers qui sont soumis à sa tutelle.

Section 2. — Personnel de la police locale

Art. 66. L'approbation des décisions relatives au cadre de personnel, au budget et aux modifications qui y sont apportées, à la contribution d'une commune au conseil de police et à ses modifications et aux comptes, ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans cette loi ou prises en vertu de cette loi.

Art. 67. Les décisions du conseil communal ou du conseil de police relatives au cadre organique opérationnel et à celui du personnel administratif et logistique de la police locale, sont transmises pour approbation au gouverneur.

Par cadre organique, on entend l'énumération des grades et la fixation du nombre d'emplois statutaires à plein temps et à temps partiel, par grade.

Art. 68. Le gouverneur statue sur l'approbation de la décision visée à l'article 67 dans les 25 jours à compter du lendemain du jour où il l'a reçue. Cette décision est transmise aux autorités communales ou aux autorités de la zone pluricommunale, au plus tard le dernier jour du délai précité.

Passé ce délai, le gouverneur est sensé avoir donné son approbation.

Art. 69. Le conseil communal ou le conseil de police peut exercer un recours auprès du ministre de l'Intérieur contre l'arrêté portant désapprobation par le gouverneur des décisions du conseil communal ou du conseil de police portant sur le cadre organique, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la transmission de l'arrêté l'autorité communale ou à l'autorité de la police locale.

Art. 70. Le ministre de l'Intérieur statue sur le recours dans un délai de vingt-cinq jours à compter du lendemain de sa réception. Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et au conseil communal ou au conseil zonal de la police. Passé ce délai, le recours est admis.

Art. 63. Wanneer aan zijn richtlijn geen gevolg wordt gegeven en na overleg met de betrokken burgemeester of het betrokken politiecollege, kan de minister van Binnenlandse Zaken of de minister van Justitie de uitvoering van deze richtlijn door de lokale politie bevelen.

Art. 64. In geval van ramp, onheil, schadegeval, oproer, kwaadwillige samenscholingen of ernstige en nakende bedreigingen van de openbare orde, kan de minister van Binnenlandse Zaken, wanneer de middelen van de lokale politie van een politiezone ontoereikend zijn, de lokale politie van een andere politiezone opvorderen teneinde de openbare orde te handhaven of te herstellen.

Onverminderd de bevoegdheden van de minister van Binnenlandse Zaken en van de gouverneur, wordt de opgevorderde lokale politie onder het gezag geplaatst van de burgemeester van de gemeente waarin ze optreedt.

De opgevorderde lokale politie treedt op onder leiding van de bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie of van de korpschef van de lokale politie overeenkomstig de artikelen 7/1 en 7/2 van de wet op het politieambt.

De gevorderde lokale politie moet alle vorderingen uitvoeren tot beloop van een gedeelte van haar jaarcapaciteit dat niet lager mag zijn dan tien procent en niet hoger dan twintig procent van de capaciteit van het in artikel 38 bedoelde minimale effectief van het personeel van het operationeel kader. Het gedeelte wordt jaarlijks vastgesteld in het zonale veiligheidsplan. Bij dringende noodzaak of wanneer de nationale veiligheid het vereist, mag de in het vorige lid bedoelde capaciteit wel worden overschreden. De bedoelde capaciteit mag meer dan twintig procent bedragen in de door de Koning bepaalde gevallen.

HOOFDSTUK V. — *Het specifiek toezicht*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 65. De toezichthoudende overheid kan zowel per briefwisseling als ter plaatse, alle inlichtingen en gegevens inwinnen die nodig zijn voor het onderzoek van de dossiers die aan haar toezicht zijn onderworpen.

Afdeling 2. — Personeel van de lokale politie

Art. 66. De goedkeuring van de beslissingen betreffende de personeelsformatie, betreffende de begroting en de erin aangebrachte wijzigingen, betreffende de bijdrage van een gemeente aan de politieraad en de erin aangebrachte wijzigingen en betreffende de rekeningen kan slechts worden geweigerd omwille van de schending van de bepalingen vervat in deze wet of genomen krachtens deze wet.

Art. 67. De besluiten van de gemeenteraad of van de politieraad betreffende de formatie van het operationeel personeel en de formatie van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie worden ter goedkeuring naar de gouverneur verstuurd.

Onder personeelsformatie wordt verstaan de opsomming van de graden en de vaststelling van het aantal vol- en deeltijdse statutaire betrekkingen per graad.

Art. 68. De gouverneur spreekt zich uit over de goedkeuring van de beslissing bedoeld in artikel 67 binnen 25 dagen te rekenen vanaf de dag volgend op de dag dat hij ze heeft ontvangen. Deze beslissing wordt uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gemeenteoverheid dan wel de overheid van de meergemeentzone verstuurd.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt de gouverneur geacht de goedkeuring te hebben verleend.

Art. 69. Tegen het besluit van de gouverneur houdende niet-goedkeuring van de besluiten van de gemeenteraad, respectievelijk politieraad, betreffende de personeelsformatie, kan de gemeenteraad of politieraad, bij de minister van Binnenlandse Zaken, hoger beroep instellen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de gemeenteoverheid of de overheid van de lokale politie.

Art. 70. De minister van Binnenlandse Zaken spreekt zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van vijftig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het beroep. Hij verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gouverneur en naar de gemeenteraad of de politieraad. Wanneer die termen verstreken is, is het beroep ingewilligd.

Section 3. — Finances

Sous-section 1re. — Budget et modifications budgétaires

Art. 71. Les décisions du conseil communal et du conseil de police relatives au budget de la police locale et aux modifications qui y sont apportées, ainsi que les décisions relatives à la contribution de la commune faisant partie d'une zone pluricommunale au conseil de police, et ses modifications, sont envoyées pour approbation au gouverneur.

Toutes les annexes requises pour l'établissement définitif du budget sont jointes au budget

Le Roi détermine les données nécessaires à l'établissement du budget de la police, qui devront être notifiées par les autorités compétentes à l'autorité de tutelle. Il décide également de la nature du support d'information, ainsi que de la forme selon laquelle ces données sont présentées.

Art. 72. § 1^{er}. Le gouverneur se prononce sur l'approbation dans un délai correspondant au délai qui a été déterminé pour la tutelle sur le budget des communes de la zone, à diminuer de cinq jours.

Au cas où le conseil communal ou le conseil de police refuse de porter au budget, en tout ou en partie, les recettes ou les dépenses obligatoires que la loi met à charge de la commune ou la zone pluricommunale pour l'exercice auquel se rapporte le budget de la police ou la contribution au conseil de police, le gouverneur y inscrit d'office les montants requis. S'il s'agit d'une zone pluricommunale, le gouverneur modifie, simultanément avec l'inscription d'office, le montant de la contribution au conseil de police de chaque commune faisant partie de la zone pluricommunale concernée.

Au cas où le conseil communal ou le conseil de police porte au budget de la police ou à la contribution au conseil de police des recettes qui, aux termes de la loi, ne reviennent pas, en tout ou en partie, durant l'exercice auquel se rapporte le budget, à la commune ou à la zone pluricommunale, le gouverneur procède, suivant le cas, à la radiation du montant ou à l'inscription d'office du montant correct.

S'il s'agit d'une zone pluricommunale, le gouverneur modifie, simultanément avec l'inscription d'office, le montant de la contribution au conseil de police de chacune des communes faisant partie de la zone pluricommunale concernée.

§ 2. Le gouverneur transmet son arrêté à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale, au plus tard le dernier jour du délai visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir approuvé le budget de la police.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance du conseil communal ou du conseil de police, lors de sa prochaine séance.

Art. 73. Le conseil communal ou le conseil de police peut exercer un recours auprès du ministre de l'Intérieur contre l'arrêté du gouverneur portant ajustement du budget de la police ou de la contribution au conseil de police, ou contre son arrêté portant désapprobation, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la notification de l'arrêté à l'autorité communale ou à l'autorité de la police locale.

Art. 74. Le ministre de l'Intérieur statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception. Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et au conseil communal ou au conseil de police. Passé ce délai le recours est admis.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance du conseil communal ou du conseil de police, lors de sa prochaine séance.

Art. 75. Les articles 72 à 74 s'appliquent également aux modifications apportées au budget de la police par le conseil communal ou le conseil de police, ainsi qu'aux modifications apportées, par le conseil communal des communes appartenant à une zone pluricommunale, à la contribution au conseil de police.

Toutefois, le délai est défini par le délai qui a été déterminé pour la tutelle sur les modifications de budget des communes de la zone, à diminuer de cinq jours.

Afdeling 3. — Financiën

Onderafdeling 1. — Begroting en begrotingswijzigingen

Art. 71. De besluiten van de gemeenteraad en van de politieraad betreffende de begroting van de lokale politie en de erin aangebrachte wijzigingen, alsook de besluiten betreffende de bijdrage van de gemeente die deel uitmaakt van een meergemeentzone, aan de politieraad en de erin aangebrachte wijzigingen worden voor goedkeuring naar de gouverneur verstuurd.

Bij de begroting worden alle belagen gevoegd die vereist zijn voor de definitieve vaststelling van de begroting.

De Koning bepaalt de gegevens die door de voor de vaststelling van de politiebegroting bevoegde overheden, aan de toezichhoudende overheid moeten worden toegestuurd, de aard van de informatiedrager en de vorm waarin die gegevens worden vastgelegd.

Art. 72. § 1. De gouverneur spreekt zich uit over de goedkeuring binnen een termijn die wordt berekend door de termijn die vastgesteld is voor het toezicht op de begroting van de gemeenten van de zone te verminderen met vijf dagen.

Indien de gemeenteraad of de politieraad, ontvangsten of verplichte uitgaven die krachtens de wet gedurende het jaar waarop de politiebegroting of de bijdrage aan de politieraad betrekking heeft, ten laste van de gemeente of de meergemeentzone komen, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, schrijft de gouverneur de vereiste bedragen ambtshalve in. In het geval van een meergemeentzone wijzigt de gouverneur gelijktijdig met de ambtshalve inschrijving, het bedrag van de bijdrage aan de politieraad van elk van de gemeenten die deel uitmaken van de betrokken meergemeentzone.

Indien de gemeenteraad of de politieraad, ontvangsten op de politiebegroting of op de bijdrage aan de politieraad brengt die krachtens de wet gedurende het jaar waarop de begroting betrekking heeft geheel of gedeeltelijk niet aan de gemeente of de meergemeentzone toekomen, gaat de gouverneur naargelang het geval over tot de schrapping van het bedrag of tot de ambtshalve inschrijving van het juiste bedrag.

In het geval van een meergemeentzone, wijzigt de gouverneur gelijktijdig met de ambtshalve inschrijving of schrapping, het bedrag van de bijdrage aan de politieraad van elk van de gemeenten die deel uitmaken van de betrokken meergemeentzone.

§ 2. De gouverneur brengt zijn besluit ter kennis van de gemeente-overheid of de overheid van de meergemeentzone, uiterlijk de laatste dag van de in § 1, eerste lid, bedoelde termijn.

Wanneer die termijn is verstreken, wordt de gouverneur geacht zijn goedkeuring aan de politiebegroting te hebben verleend.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de gemeenteraad of de politieraad, meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 73. Tegen het besluit van de gouverneur tot aanpassing van de politiebegroting of de bijdrage aan de politieraad of tegen zijn besluit houdende niet-goedkeuring, kan de gemeenteraad of de politieraad bij de minister van Binnenlandse Zaken, hoger beroep instellen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de gemeenteoverheid of de overheid van de lokale politie.

Art. 74. De minister van Binnenlandse Zaken spreekt zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen ervan. Hij verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gouverneur en naar de gemeenteraad of de politieraad. Wanneer die termijn is verstreken, is het beroep ingewilligd.

Het besluit van de minister wordt aan de gemeenteraad of de politieraad, meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 75. De artikelen 72 tot 74 zijn eveneens van toepassing op de door de gemeenteraad of de politieraad in de politiebegroting aangebrachte wijzigingen, alsook op de door de gemeenteraad van de gemeenten van een meergemeentzone in de bijdrage aan de politieraad aangebrachte wijzigingen.

De termijn wordt evenwel berekend door de termijn die vastgesteld is voor het toezicht op de begrotingswijzigingen van de gemeenten van de zone, te verminderen met vijf dagen.

Sous-section 2. — La contribution financière des communes à la zone pluricommunale

Art. 76. Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le gouverneur se prononce sur les décisions relatives à la contribution due au conseil de police par une commune faisant partie d'une zone pluricommunale dans les vingt-cinq jours à compter du lendemain de la réception de cette décision.

Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir donné son approbation à cette décision.

Sous-section 3. — Les comptes

Art. 77. Les décisions du conseil communal ou du conseil de police relatives aux comptes de la police locale, sont envoyées au ministre de l'Intérieur et au gouverneur.

Le Roi détermine les données qui, pour la constatation de ces comptes, doivent être transmises à l'autorité de tutelle par les autorités compétentes. Il détermine également la nature du support d'informations et la forme selon laquelle ces données sont présentées.

Art. 78. Les délibérations visées à l'article 77 sont soumises à l'approbation du gouverneur, lequel statue sur leur approbation et arrête les montants dans les deux cents jours à compter du lendemain de la réception du compte. Le gouverneur adresse son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale, au receveur compétent et au ministre de l'Intérieur.

Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir donné son approbation aux comptes.

L'arrêté du gouverneur est communiqué au conseil communal ou au conseil de police, lors de sa prochaine séance.

Art. 79. Le conseil communal ou le conseil de police et le receveur compétent peuvent exercer auprès du ministre de l'Intérieur un recours contre l'arrêté du gouverneur relatif au compte concernant la police locale, dans les quarante jours à compter du lendemain de l'envoi de l'arrêté aux autorités communales ou aux autorités de la zone pluricommunale.

Une copie du recours est adressée le même jour au gouverneur, au receveur compétent et à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale.

Art. 80. En cas de recours, le compte est établi par le ministre de l'Intérieur dans un délai de cent jours à compter du lendemain de sa réception. En cas de recours conformément à l'article 79 émanant à la fois du conseil communal ou du conseil de police et du receveur compétent, les recours sont regroupés. Le ministre de l'Intérieur établit alors le compte dans un délai de cent jours à compter du lendemain de la réception du recours du conseil communal ou du conseil de police.

Le ministre de l'Intérieur transmet sa décision sur le recours introduit au plus tard le dernier jour du délai visé à l'alinéa précédent, au gouverneur, à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale, ainsi qu'au receveur compétent.

Lorsqu'aucune décision n'est transmise à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale dans le délai susdit, le recours est admis; en cas de recours du receveur compétent seul, le recours est rejeté.

Art. 81. Les articles 78 à 80 sont également applicables au décompte final du receveur compétent.

Sous-section 4. — Contrôle la comptabilité et de la caisse

Art. 82. § 1^{er}. En cas de refus ou de retard dans l'ordonnement des dépenses en matière de police que la loi impute aux communes ou aux zones pluricommunales, le gouverneur entend le collège des bourgmestre et échevins ou le collège de police et ordonne, s'il y a lieu, le règlement immédiat des dépenses en cause.

Le collège des bourgmestre et échevins ou le collège de police peuvent exercer, dans un délai de quarante jours à compter de l'expédition de l'arrêté par lequel le gouverneur émet d'office, en vertu de l'alinéa précédent, un mandat, un recours contre cet arrêté auprès du ministre de l'Intérieur.

Onderafdeling 2. — De financiële bijdrage van de gemeenten tot de meergemeentezone

Art. 76. In afwijking van artikel 72, § 1, eerste lid, spreekt de gouverneur zich uit over de beslissingen met betrekking tot de bedrage verschuldigd aan de politieraad door een gemeente die deel uitmaakt van een meergemeentezone binnen een termijn van vijftig dagen, die ingaat op de dag na het inkomen van deze beslissing bij de gouverneur.

Wanneer die termijn is verstreken, wordt de gouverneur geacht zijn goedkeuring aan die beslissing te hebben verleend.

Onderafdeling 3. — De rekeningen

Art. 77. De besluiten van de gemeenteraad of van de politieraad betreffende de rekeningen die betrekking hebben op de lokale politie worden verstuurd naar de minister van Binnenlandse Zaken en naar de gouverneur.

De Koning bepaalt de gegevens die door de voor de vaststelling van die rekeningen bevoegde overheden, aan de toezichhoudende overheid moeten worden opgestuurd, de aard van de informatiedrager en de vorm waarin die gegevens worden vastgelegd.

Art. 78. De in artikel 77 bepaalde besluiten zijn onderworpen aan de goedkeuring van de gouverneur, die zich over de goedkeuring ervan uitsprekt en de bedragen ervan vaststelt binnen een termijn van tweehonderd dagen die ingaat op de dag na het inkomen van de rekening bij de gouverneur. De gouverneur verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gemeenteoverheid of de overheid van de meergemeentezone, naar de bevoegde ontvanger en naar de minister van Binnenlandse Zaken.

Wanneer die termijn is verstreken, wordt de gouverneur geacht aan de rekeningen zoon goedkeuring te hebben verleend.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de gemeenteraad of de politieraad medegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 79. Tegen het besluit van de gouverneur betreffende de rekening die betrekking heeft op de lokale politie kunnen de gemeenteraad of de politieraad en de bevoegde ontvanger hoger beroep instellen bij de minister van Binnenlandse Zaken, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de gemeenteoverheid of de overheid van de meergemeentezone.

Een afschrift van het hoger beroep wordt dezelfde dag verstuurd naar de gouverneur, de bevoegde ontvanger en naar de gemeenteoverheid of de overheid van de meergemeentezone.

Art. 80. Ingeval van hoger beroep wordt de rekening door de minister van Binnenlandse Zaken vastgesteld binnen een termijn van honderd dagen die ingaat op de dag na het inkomen ervan. Bij hoger beroep overeenkomstig artikel 79 van zowel de gemeenteraad of de politieraad, als van de bevoegde ontvanger worden de beide beroepen samengevoegd. De minister van Binnenlandse Zaken stelt dan de rekening vast binnen een termijn van honderd dagen, die ingaat op de dag na het inkomen van het hoger beroep van de gemeenteraad of de politieraad.

De minister van Binnenlandse Zaken verstuurt zijn besluit inzake een ingesteld beroep uiterlijk de laatste dag van de in het vorige lid bedoelde termijn naar de gouverneur, de gemeenteoverheid of de overheid van de meergemeentezone en naar de bevoegde ontvanger.

Indien binnen de voormelde termijn geen besluit van de gemeenteoverheid of de overheid van de meergemeentezone is verstuurd, is het beroep ingewilligd; in geval van hoger beroep van de bevoegde ontvanger alleen, is het hoger beroep verworpen.

Art. 81. De artikelen 78 tot 80 zijn eveneens van toepassing op de eindrekening van de bevoegde ontvanger.

Onderafdeling 4. — Toezicht inzake de boekhouding en kas

Art. 82. § 1. Bij weigering of vertraging in de betaalbaarstelling van de uitgaven inzake de politie die de wet aan de gemeenten of de meergemeentezones oplegt, hoort de gouverneur, het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege en beveelt indien nodig, de onmiddellijke betaling van bedoelde uitgaven.

Tegen het besluit waarbij de gouverneur krachtens het vorige lid ambtshalve een bevelschrift uitvaardigt, kan het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege hoger beroep instellen bij de minister van Binnenlandse Zaken, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat na het versturen van het besluit.

Le ministre de l'Intérieur statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception du recours et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur et à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale. Lorsqu'aucun arrêté n'est transmis dans le délai susdit, le recours du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police est admis.

§ 2. Le receveur compétent peut, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception de l'arrêté du gouverneur, exercer auprès du ministre de l'Intérieur un recours contre cet arrêté déclarant exécutoire un mandat régulier en cas de refus d'ordonnancer de la part du receveur compétent.

Le ministre de l'Intérieur statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception du recours et notifie son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur, au receveur et aux autorités communales ou aux autorités de la zone pluricommunale. Lorsqu'aucun arrêté n'est notifié dans le délai susdit, l'arrêté du gouverneur devient exécutoire.

La décision définitive d'ordonnancement tient lieu de mandat régulier que le receveur doit exécuter d'office.

Art. 83. Le ministre de l'Intérieur et le gouverneur contrôlent la comptabilité et la caisse de la commune ou de la zone pluricommunale, chaque fois qu'ils le jugent utile. Tout contrôle fera l'objet d'un procès-verbal qui est soumis au conseil communal ou au conseil de police.

Sous-section 5. — Rééchelonnement des dettes

Art. 84. Les délibérations du conseil communal ou du conseil de police portant sur le rééchelonnement des charges financières des emprunts souscrits pour le financement de la police locale sont transmises pour approbation au gouverneur.

Le gouverneur statue sur l'approbation de la décision du conseil communal ou du conseil de police dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai aux autorités communales ou aux autorités de la zone pluricommunale. Passé ce délai, le gouverneur est censé avoir approuvé le rééchelonnement.

Section 4. — Tutelle administrative générale d'autres opérations des institutions communales

Art. 85. Une liste contenant un bref exposé des délibérations du conseil communal sur des questions relatives à la police locale, ainsi que celles du conseil de police, est envoyée au gouverneur. Le collège des bourgmestre et échevins ou le collège de police certifient à cette occasion que les dispositions en matière de publicité, visées au deuxième alinéa, ont été respectées.

Le jour même de l'expédition au gouverneur, la liste visée à l'alinéa précédent est publiée par voie d'affichage. Cet avis sera affiché pendant au moins dix jours. L'avis mentionne également l'ordre du jour du conseil communal, la durée et le lieu où la liste peut être consultée par le public pendant au moins dix jours.

Art. 86. Sans préjudice des dispositions de l'article 85, une copie certifiée conforme des délibérations reprises ci-après, doit être envoyée au gouverneur :

1° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles, du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée, par le conseil communal ou le conseil de police, fixant le mode d'attribution et les conditions des marchés publics des travaux, des fournitures et des services auxquels sont applicables les arrêtés et les normes visées au chapitre II du titre IV de la présente loi, ainsi que les délibérations de passation du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises en exécution des délibérations précitées;

2° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police concernant les dépenses rendues nécessaires par des circonstances urgentes et imprévues;

3° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police relatives au recrutement, à la nomination et à la promotion des membres de la police locale.

De minister van Binnenlandse Zaken spreekt zich uit over het hoger beroep binnen een termijn van veertig dagen, die ingaat op de dag na het inkomen ervan, en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de gouverneur en naar de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentzone. Indien binnen de voormelde termijn geen besluit is verstuurd, is het hoger beroep van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, ingewilligd.

§ 2. Tegen het besluit waarbij de gouverneur, bij weigering tot betaling door de bevoegde ontvanger, een regelmatig bevelschrift uitvoerbaar verklaart, kan de bevoegde ontvanger bij de minister van Binnenlandse Zaken hoger beroep instellen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na ontvangst van dit besluit.

De minister van Binnenlandse Zaken spreekt zich over het hoger beroep uit binnen een termijn van veertig dagen, die ingaat op de dag na het inkomen ervan en geeft kennis van zijn besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de gouverneur, naar de ontvanger en naar de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentzone. Indien binnen de voormelde termijn geen besluit is verstuurd, is het besluit van de gouverneur uitvoerbaar.

De definitieve beslissing tot betaling geldt als een regelmatig en door de ontvanger ambtshalve uit te voeren bevelschrift.

Art. 83. De minister van Binnenlandse Zaken en de gouverneur onderzoeken de boekhouding en de kas van de gemeente of de meergemeentzone, telkens zij dit nodig achten. Van elk onderzoek wordt een procesverbaal opgemaakt dat aan de gemeenteraad of de politieraad, wordt voorgelegd.

Onderafdeling 5. — Schuldherschikking

Art. 84. De besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, waardoor de financiële lasten van de leningen opgenomen voor het financieren van de lokale politie worden herschikt, worden ter goedkeuring naar de gouverneur verstuurd.

De gouverneur spreekt zich uit over de goedkeuring van het besluit van de gemeenteraad of de politieraad, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen ervan en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentzone. Wanneer de voormelde termen is verstreken, wordt de gouverneur geacht zijn goedkeuring aan de schuldherschikking te hebben verleend.

Afdeling 4. — Algemeen administratief toezicht op overige handelingen van de gemeentelijke instellingen

Art. 85. Van de besluiten van de gemeenteraad over aangelegenheden die de lokale politie betreffen en van de besluiten van de politieraad wordt een lijst met een beknopte omschrijving van de daarin geregelde aangelegenheden aan de gouverneur verstuurd. Het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege bevestigt bij die zending dat de bepalingen inzake de openbaarheid, bedoeld in het tweede lid, worden nageleefd.

Op dezelfde dag van de verzending aan de gouverneur wordt de in het eerste lid bedoelde lijst door middel van een aanplakbrief bekendgemaakt. De brief blijft minstens tien dagen aangeplakt. De aanplakbrief vermeldt tevens de agenda van de raadszitting, de duur en de plaats waar de lijst minstens tien dagen ter inzage ligt van het publiek.

Art. 86. Onverminderd de bepalingen van artikel 85 moet een voor eensluidend verklaard afschrift naar de gouverneur worden gestuurd van de hierna vernoemde besluiten :

1° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, alsook die van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, genomen ingevolge bevoegdheidsdelegatie door de gemeenteraad of de politieraad, waarbij de gunningswijze en de voorwaarden worden bepaald van opdrachten tot aanneming van werken, leveringen en diensten waarvoor de besluiten en normen bedoeld in hoofdstuk II van titel IV van deze wet toepasselijk zijn, alsmede de gunningsbesluiten van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, genomen in uitvoering van voormelde besluiten;

2° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, alsook die van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, betreffende de uitgaven die door dringende en onvoorziene omstandigheden worden vereist;

3° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad houdende aanwerving, benoeming en bevordering van de leden van de lokale politie.

Art. 87. § 1^{er}. Le gouverneur suspend, par arrêté motivé et dans les délais déterminés à l'article 88, l'exécution des décisions déterminées aux articles 85 et 86 par lesquelles une autorité communale ou une autorité d'une zone pluricommunale viole les dispositions légales et réglementaires relatives à la police locale, les normes d'équipement, d'organisation et de fonctionnement déterminées aux articles 141 et 142 ou le cadre du personnel approuvé. Une copie de l'arrêté de suspension est transmise sans délai au ministre de l'Intérieur.

§ 2. L'autorité communale ou l'autorité de la zone pluricommunale peut retirer la décision suspendue et en informe le gouverneur.

Elle peut, dans les cent jours à compter du lendemain de l'envoi de l'arrêté suspensif du gouverneur à la commune ou à la zone pluricommunale, justifier de façon motivée une délibération suspendue et adresser au ministre de l'Intérieur cette délibération justificative, sous peine de nullité de la délibération suspendue, au plus tard le dernier jour du délai susmentionné. Une copie en est transmise au gouverneur.

§ 3. En cas de justification, le ministre de l'Intérieur peut, par arrêté motivé et dans les 40 jours à compter du lendemain de la réception de la délibération justificative, annuler la décision suspendue par laquelle l'autorité communale ou l'autorité de la zone pluricommunale viole les dispositions citées au § 1^{er}.

L'arrêté d'annulation est adressé, au plus tard le dernier jour du délai de quarante jours, aux autorités communales ou aux autorités de la zone pluricommunale. Une copie en est envoyée au gouverneur. Au cas où le ministre compétent laisse expirer le délai d'annulation, la suspension sera levée d'office.

§ 4. Sans préjudice de la compétence suspensive du gouverneur, le ministre de l'Intérieur peut, par arrêté motivé et dans les quarante jours, annuler la délibération par laquelle l'autorité communale ou l'autorité de la zone pluricommunale viole les dispositions citées au § 1^{er}. Une copie de cet arrêté d'annulation est notifiée au gouverneur.

Art. 88. § 1^{er}. Les délibérations visées à l'article 85 ne sont plus susceptibles de suspension ou d'annulation par les autorités visées à l'article 87 si celles-ci n'ont pas pris et transmis leur décision à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale dans un délai de vingt-cinq jours à compter du lendemain de l'expédition de la liste visée à l'article 85 sur laquelle elles figurent.

Ce délai est interrompu par l'expédition d'une lettre recommandée à la poste par laquelle l'autorité de tutelle réclame le dossier concernant une délibération déterminée ou recueille des informations complémentaires auprès des autorités communales ou des autorités de la zone pluricommunale.

Une délibération des autorités communales ou des autorités de la zone pluricommunale réclamée par l'autorité de tutelle n'est plus susceptible de suspension ou d'annulation après l'expiration d'un délai de vingt-cinq jours dans lequel l'autorité de tutelle doit adresser son arrêté, ce délai prenant cours le jour suivant la réception, soit du dossier transmis par lettre recommandée ou remis contre récépissé, soit des informations supplémentaires visées au deuxième alinéa.

§ 2. Les décisions de l'autorité communale ou de l'autorité de la zone pluricommunale dont, conformément aux dispositions de l'article 86, une copie doit être adressée au gouverneur sans demande préalable de l'autorité de tutelle, ne sont plus susceptibles de suspension ou d'annulation après l'expiration d'un délai de vingt-cinq jours dans lequel l'autorité de tutelle doit adresser son arrêté à l'autorité communale ou à l'autorité de la zone pluricommunale, ce délai prenant cours le lendemain de la réception de la délibération visée à l'article 86 au gouvernement provincial.

Section 5. — Tutelle coercitive

Art. 89. Le ministre de l'Intérieur ou le gouverneur peut, après l'expiration du délai fixé dans un avertissement établi par lettre, charger un ou plusieurs commissaires spéciaux de se rendre sur place, aux frais personnels des personnes publiques, respectivement de la commune ou de la zone pluricommunale qui ont négligé d'obtempérer à l'avertissement, aux fins de recueillir les informations ou observations demandées ou d'exécuter les mesures qui découlent des obligations liées à l'application de la présente loi.

Art. 87. § 1. De gouverneur schorst bij gemotiveerd besluit en binnen de termijnen bepaald in artikel 88, de uitvoering van de in de artikelen 85 en 86 bepaalde besluiten, waarbij een gemeenteverheid of een overheid van een meergemeentezone de wets- en verordeningbepalingen met betrekking tot de lokale politie, de in de artikelen 141 en 142 bepaalde uitrustings-, werkings- en organisatienormen, of de goedgekeurde personeelsformatie schendt. Een afschrift van het schorsingsbesluit wordt zonder verwijl naar de minister van Binnenlandse Zaken verzonden.

§ 2. De gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone kan het geschorste besluit intrekken en geeft daarvan kennis aan de gouverneur.

Zij kan een geschorst besluit gemotiveerd rechtvaardigen binnen een termijn van honderd dagen die ingaat op de dag na het versturen van het schorsingsbesluit van de gouverneur naar de gemeente of de meergemeentezone en stuurt dit rechtvaardigingsbesluit op straffe van nietigheid van het geschorste besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de minister van Binnenlandse Zaken. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

§ 3. Ingeval van rechtvaardiging kan de minister van Binnenlandse Zaken bij gemotiveerd besluit het geschorste besluit waarbij de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone de in § 1 aangehaalde bepalingen schendt, vernietigen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het rechtvaardigingsbesluit.

Het vernietigingsbesluit wordt uiterlijk de laatste dag van die termijn van veertig dagen naar de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone verstuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd. Indien de bevoegde minister de termijn voor vernietiging laat verstrijken, is de schorsing ambtshalve opgeheven.

§ 4. Onverminderd de schorsingsbevoegdheid van de gouverneur kan de minister van Binnenlandse Zaken, bij gemotiveerd besluit en binnen de veertig dagen het besluit vernietigen waarbij de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone de in § 1 aangehaalde bepalingen schendt. Een afschrift van het vernietigingsbesluit wordt naar de gouverneur gestuurd.

Art. 88. § 1. De in artikel 85 bepaalde besluiten zijn niet langer vatbaar voor schorsing of vernietiging door de overheden bedoeld in artikel 87 indien deze hun beslissing niet hebben genomen en naar de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone hebben verstuurd binnen een termijn van vijftig dagen, die ingaat op de dag volgend op het versturen van de in artikel 85 bedoelde lijst waarop zij zijn vermeld.

Deze termijn wordt gestuit door de verzending van een ter post aangetekende brief waarbij de toezichthoudende overheid het dossier betreffende een bepaald besluit bij de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone opvraagt of bijkomende inlichtingen inwint.

Een door de toezichthoudende overheid opgevraagd besluit van een gemeenteverheid of een overheid van een meergemeentezone is niet langer vatbaar voor schorsing of vernietiging na het verstrijken van een termijn van vijftig dagen, waarbinnen de toezichthoudende overheid haar besluit moet versturen, en die ingaat op de dag volgend op de ontvangst, hetzij van het bij aangetekende zending toegestuurde of tegen ontvangstbewijs afgegeven dossier, hetzij van de in het tweede lid bedoelde bijkomende inlichtingen.

§ 2. De besluiten van de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone waarvan, ten gevolge van de bepalingen van artikel 86, zonder voorafgaand verzoek van de toezichthoudende overheid een afschrift naar de gouverneur moet worden gezonden, zijn niet langer vatbaar voor schorsing of vernietiging na het verstrijken van een termijn van vijftig dagen, waarbinnen de toezichthoudende overheid haar besluit naar de gemeenteverheid of de overheid van de meergemeentezone moet versturen, en die ingaat op de dag na het inkomen van het in artikel 86 bedoelde besluit bij het provinciaal gouvernement.

Afdeling 5. — Dwangtoezicht

Art. 89. De minister van Binnenlandse Zaken of de gouverneur kan, na het verstrijken van de termijn bepaald in een uit briefwisseling blijkende waarschuwing, een of meer bijzondere commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de gemeentelijke overheidspersoneel of van de overheidspersonen van de meergemeentezone die verzuimd hebben aan de waarschuwing gevolg te geven, teneinde gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die voortvloeien uit verplichtingen welke aan de toepassing van deze wet zón verbonden.

Le receveur communal est chargé du recouvrement des frais visés à l'alinéa 1^{er}, sur la foi d'un arrêté pris à cet effet par l'autorité ayant engagé la procédure de contrainte, qui tient lieu de mandat à exécuter d'office par le receveur.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 90. Le conseil communal ou le conseil de police peut arrêter un règlement relatif à la perception d'une rétribution pour des missions de police administrative de la police locale.

Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de cette perception et ses modalités.

Art. 91. Le Roi crée une Commission permanente de la police locale. A la demande du ministre de l'Intérieur ou d'autres ministres intéressés, du collège des procureurs généraux, d'un gouverneur ou d'un bourgmestre, ou d'initiative, cette commission étudie et donne des avis sur tous les problèmes relatifs à la police locale.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la composition, le mode d'élection et le mode de fonctionnement de cette commission.

TITRE III. — La police fédérale

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Art. 92. La police fédérale prépare le plan national de sécurité et contribue, avec toutes ses directions générales et ses services, à sa réalisation.

Sans préjudice de l'article 4, le plan national de sécurité comprend, en ce qui concerne la police fédérale :

1° les missions et les objectifs prioritaires de la police fédérale, tels que fixés par les ministres de la Justice et de l'Intérieur, ainsi que la manière dont ils sont atteints;

2° la répartition des moyens en personnel et en matériel entre les directions générales et services.

CHAPITRE II. — Organisation générale

Art. 93. La police fédérale comprend :

1° le commissaire général dont relèvent toutes les directions générales et services de la police fédérale;

2° les directions générales que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dirigées chacune par un directeur général, dont au moins une direction générale de la police judiciaire, une direction générale de la police administrative et des directions générales chargées de l'appui et de la gestion.

Les directions générales sont composées de services centraux ou déconcentrés;

3° des services de coordination et d'appui déconcentrés;

4° des services judiciaires déconcentrés.

Art. 94. Le ressort et le siège des services déconcentrés de la police fédérale sont ceux des arrondissements judiciaires, sauf exception justifiée par des situations particulières. Dans ce cas le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres le ressort et le siège des services déconcentrés afin de tenir compte de ces particularités.

Art. 95. Les programmes comprenant une approche judiciaire et administrative intégrée en vue du traitement ou de la gestion de phénomènes spécifiques sont élaborés par la direction générale de la police judiciaire, sous l'autorité des deux ministres, sans porter atteinte à leurs compétences respectives.

Art. 96. Des membres de la police locale sont détachés, pour un mandat renouvelable une fois, dans les directions générales et dans les services de la police fédérale chargés de l'appui à la police locale, ainsi que dans les autres services de la police fédérale dont les attributions ont un impact direct sur le fonctionnement de la police locale.

Parmi les fonctions visées à l'alinéa 1^{er}, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, celles auxquelles des membres de la police locale sont désignés à des fonctions dirigeantes, ainsi que la durée du mandat et les modalités des mises en place visées au présent article.

Les membres de la police locale visés à l'alinéa 1^{er}, sont désignés par le Roi après avis de la Commission permanente de la police locale et du conseil consultatif des bourgmestres.

De invordering van de kosten, bedoeld in het eerste lid, geschiedt door de ontvanger op zicht van een daartoe getroffen besluit van de overheid die de dwangprocedure heeft ingesteld en dat geldt als een door de ontvanger ambtshalve uit te voeren bevelschrift.

HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

Art. 90. De gemeenteraad of de politieraad kan een reglement vaststellen betreffende de inning van een vergoeding voor opdrachten van bestuurlijke politie van de lokale politie.

De Koning regelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden en de nadere regels van deze inning.

Art. 91. De Koning richt een Vaste Commissie van de lokale politie op. Op verzoek van de minister van Binnenlandse Zaken of andere betrokken ministers, van het college van de procureurs-generaal, van een gouverneur of een burgemeester of op eigen initiatief onderzoekt deze commissie en geeft advies omtrent alle problemen betreffende de lokale politie.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling, de verkiezings- en werkwijze van deze commissie.

TITEL III. — De federale politie

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Art. 92. De federale politie bereidt het nationaal veiligheidsplan voor en draagt, met al haar algemene directies en diensten, bij tot de uitvoering ervan.

Onverminderd artikel 4, omvat het nationaal veiligheidsplan, wat de federale politie betreft :

1° de opdrachten en de prioritaire doelstellingen van de federale politie, bepaald door de ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken, en de wijze waarop zij moeten worden verwezenlijkt;

2° de verdeling van de personele en materiële middelen over de algemene directies en diensten.

HOOFDSTUK II. — Algemene organisatie

Art. 93. De federale politie bestaat uit :

1° de commissaris-generaal, onder wie alle algemene directies en diensten van de federale politie ressorteren;

2° de algemene directies bepaald door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, elk geleid door een directeur-generaal, waaronder minstens een algemene directie gerechtelijke politie, een algemene directie bestuurlijke politie en algemene directies belast met de ondersteuning en het beheer.

De algemene directies bestaan uit centrale of gedeconcentreerde diensten;

3° gedeconcentreerde coördinatie- en steundiensten;

4° gedeconcentreerde gerechtelijke diensten.

Art. 94. Het ambtsgebied en de zetel van de gedeconcentreerde diensten van de federale politie zijn die van de gerechtelijke arrondissementen, behoudens uitzonderingen wegens bijzondere omstandigheden. In dat geval, bepaalt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het ambtsgebied en de zetel van de gedeconcentreerde diensten om rekening te houden met die bijzondere omstandigheden.

Art. 95. Programma's die in het raam van de bestrijding of de opvolging van specifieke fenomenen een geïntegreerde gerechtelijke en bestuurlijke aanpak vereisen, worden uitgewerkt door de algemene directie gerechtelijke politie, onder het gezag van de twee ministers, zonder afbreuk te doen aan hun respectieve bevoegdheden.

Art. 96. Leden van de lokale politie worden, voor een éénmaal hernieuwbaar mandaat, gedetacheerd in de algemene directies en in de diensten van de federale politie belast met de steun aan de lokale politie, alsook in de andere diensten van de federale politie van wie de bevoegdheden een weerslag hebben op de werking van de lokale politie.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de in het eerste lid bedoelde functies waarin leden van de lokale politie voor leidinggevende functies worden aangewezen, evenals de duur van het mandaat en de nadere regels betreffende de detacheringen bedoeld in dit artikel.

De leden van de lokale politie bedoeld in het eerste lid worden door de Koning aangewezen na advies van de Vaste Commissie van de lokale politie en van de adviesraad van de burgemeesters.

Les membres de la police locale visés à l'alinéa 1^{er} entretiennent régulièrement des rapports de service concernant leur utilisation au sein de la police fédérale avec la Commission permanente de la police locale et le conseil consultatif des bourgmestres.

CHAPITRE III. — Autorité, direction et attributions

Art. 97. Pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police fédérale est placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur qui peut lui donner les ordres, les instructions et directives nécessaires à cet effet.

Sans préjudice des compétences propres que les autorités judiciaires exercent directement à l'égard de la police fédérale, elle est placée, pour l'exécution de ses missions de police judiciaire, sous l'autorité du ministre de la Justice qui peut lui donner les ordres, les instructions et les directives nécessaires à cet effet. Les ordres et instructions concernant une enquête pénale déterminée ne peuvent être donnés qu'à la demande de l'autorité judiciaire compétente.

Pour l'exécution des missions qui concernent la police des cours et tribunaux, et sans préjudice des dispositions articles 759 à 763 du Code judiciaire, des articles 31 et 32 du Code de procédure pénale militaire et des articles 181, 267, alinéa 2, 506 et 507 du Code d'instruction criminelle, la police des prisons et la protection du transfèrement des détenus, la police fédérale est placée sous l'autorité du ministre de la Justice qui peut lui donner les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet.

Art. 98. La police fédérale est placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice qui, conformément aux dispositions légales, sont conjointement compétents pour fixer les principes généraux de l'organisation, du fonctionnement et de l'administration générale de la police fédérale pour assurer notamment un service minimum équivalent à la population.

Ils fixent conjointement les compétences du commissaire général, des directeurs coordonnateurs administratifs et des directeurs des services judiciaires ainsi que les attributions des directeurs généraux qui disposeront de compétences pour l'organisation interne de leur direction générale et la gestion de celle-ci en matière de personnel, de fonctionnement et d'investissements.

La signature du ministre de l'Intérieur et celle du ministre de la Justice sont notamment requises pour les arrêtés royaux organiques relatifs à la police fédérale et pour la note de politique générale se rapportant à la police fédérale dans le cadre du projet de budget général des dépenses.

Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, la gestion quotidienne de la police fédérale est confiée au ministre de l'Intérieur. Lorsque le traitement de ces dossiers influence directement la direction générale de la police judiciaire, les services judiciaires ou la gestion de l'information, il y associe le ministre de la Justice selon les règles qu'ils fixent en commun.

Art. 99. La police fédérale est placée sous la direction du commissaire général. Il est responsable de l'exécution, par la police fédérale, de la politique policière définie par les ministres de l'Intérieur et de la Justice, et plus particulièrement de l'exécution du plan national de sécurité pour ce qui concerne la police fédérale.

Il assure la coordination entre les directions générales, veille à ce que l'appui nécessaire soit apporté aux opérations et est responsable du fonctionnement quotidien de la police fédérale. Il assure l'exécution intégrée des missions de la police fédérale et veille en particulier à ce que le directeur coordonnateur administratif et le directeur du service judiciaire déconcentré coordonnent leurs activités.

Lorsque leurs ordres instructions et directives concernent spécifiquement les compétences de la direction générale de la police administrative ou de la direction générale de la police judiciaire, le ministre de l'Intérieur ou le ministre de la Justice peuvent les donner directement au directeur général de l'une de ces directions générales. Ce dernier en informe sans délai le commissaire général.

Dans le cadre déterminé conformément à l'article 98, alinéa 1^{er}, le commissaire général arrête l'organisation des services.

Art. 100. Les directions générales sont placées sous la direction des directeurs généraux.

De leden van de lokale politie bedoeld in het eerste lid onderhouden met de Vaste Commissie van de lokale politie en met de adviesraad van de burgemeesters geregelde dienstbetrekkingen aangaande hun aanwending binnen de federale politie.

HOOFDSTUK III. — Gezag, leiding en bevoegdheden

Art. 97. Voor het vervullen van haar opdrachten van bestuurlijke politie staat de federale politie onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken die haar hiertoe de nodige bevelen, onderrichtingen en richtlijnen kan geven.

Onverminderd de eigen bevoegdheden die de gerechtelijke overheden rechtstreeks ten overstaan van de federale politie uitoefenen, staat zij voor het vervullen van haar opdrachten van gerechtelijke politie onder het gezag van de minister van Justitie, die haar hiertoe de nodige bevelen, onderrichtingen en richtlijnen kan geven. De bevelen en onderrichtingen met betrekking tot een bepaald strafrechtelijk onderzoek kunnen slechts worden gegeven op verzoek van de bevoegde gerechtelijke overheid.

Voor de uitvoering van de opdrachten die betrekking hebben op de politie van de hoven en rechtbanken, onverminderd de bepalingen van de artikelen 759 tot 763 van het Gerechtelijk Wetboek, de artikelen 31 en 32 van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger en de artikelen 181, 267, tweede lid, 506 en 507 van het Wetboek van Strafvordering, op de politie van de gevangenen en op de bescherming van de overbrenging van gevangenen, staat de federale politie onder het gezag van de minister van Justitie die haar hiertoe de nodige bevelen, onderrichtingen en richtlijnen kan geven.

Art. 98. Overeenkomstig de wettelijke bepalingen leggen de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie gezamenlijk de algemene principes vast inzake de organisatie, de werking en het algemeen beheer van de federale politie die onder hun gezag staat om inzonderheid een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren.

Zij bepalen gezamenlijk de bevoegdheden van de commissaris-generaal, de bestuurlijke directeurs-coördinatoren en de directeurs van de gerechtelijke diensten, alsook de bevoegdheden van de directeurs-generaal die over bevoegdheden zullen beschikken inzake de interne organisatie van hun algemene directie en het beheer ervan inzake personeel, werking en investeringen.

De handtekening van de minister van Binnenlandse Zaken en die van de minister van Justitie zijn inzonderheid vereist voor de organieke koninklijke besluiten betreffende de federale politie en voor de beleidsnota met betrekking tot de federale politie in het raam van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

Behoudens andere wettelijke en reglementaire bepalingen, wordt het dagelijks beheer van de federale politie toegewezen aan de minister van Binnenlandse Zaken. Wanneer de afhandeling van die dossiers de algemene directie van de gerechtelijke politie, de gerechtelijke diensten of het informatiebeheer rechtstreeks beïnvloedt, betreft hij daar de minister van Justitie bij, volgens de regels die zij daartoe samen bepalen.

Art. 99. De federale politie staat onder leiding van de commissaris-generaal. Hij is verantwoordelijk voor de uitvoering, door de federale politie, van het politiebeleid dat is bepaald door de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, en, meer in het bijzonder, voor de uitvoering van het nationaal veiligheidsplan wat de federale politie betreft.

Hij verzekert de coördinatie tussen de algemene directies, ziet er op toe dat de nodige steun aan de operaties wordt verleend en is verantwoordelijk voor de dagelijkse werking van de federale politie. Hij staat borg voor de geïntegreerde uitvoering van de opdrachten van de federale politie en ziet er in het bijzonder op toe dat de bestuurlijke directeur-coördinator en de directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst hun activiteiten coördineren.

Wanneer hun bevelen, onderrichtingen en richtlijnen specifiek betrekking hebben op de bevoegdheden van de algemene directie van de bestuurlijke politie of van de algemene directie van de gerechtelijke politie, kunnen respectievelijk de minister van Binnenlandse Zaken of de minister van Justitie die rechtstreeks geven aan de directeur-generaal van één van die algemene directies. Deze laatste licht de commissaris-generaal hiervan onverwijld in.

Binnen het raam vastgelegd overeenkomstig artikel 98, eerste lid, bepaalt de commissaris-generaal de organisatie van de diensten.

Art. 100. De algemene directies staan onder leiding van de directeurs-generaal.

Sans pouvoir s'immiscer dans l'exécution d'informations ou d'instructions judiciaires, le commissaire général réforme les décisions d'un directeur général qui ne respectent pas le plan national de sécurité ou qui portent atteinte au fonctionnement des autres directions générales ou à la cohérence du fonctionnement de la police fédérale.

Dans ce cas, la décision du commissaire général est prise sous l'autorité des ministres de l'Intérieur et de la Justice qui peuvent conjointement réformer celle-ci, soit à l'initiative de l'un d'entre eux, soit à la demande d'un des magistrats fédéraux affectés à la police fédérale, chacun dans le cadre de ses compétences, ou à la demande du directeur général concerné. Si la décision du commissaire général a un impact sur une information ou une instruction judiciaire, l'avis du procureur fédéral est préalablement sollicité.

Art. 101. La direction générale de la police administrative est entre autres chargée des missions suivantes :

1° la direction et la coordination opérationnelle des missions de police administrative des services centraux de la police fédérale;

2° les missions spécialisées de police administrative, et l'appui à ces missions, notamment en matière de contrôle aux frontières, de police de la circulation, de police des chemins de fer, maritime et aéronautique, ainsi que concernant les menaces graves ou organisées contre l'ordre public;

3° tenir en réserve les effectifs nécessaires à l'exécution de missions de police administrative pour lesquelles le concours de la police fédérale est sollicité, requis ou ordonné;

4° la coordination, le contrôle et l'appui aux missions déconcentrées de police administrative des directeurs coordonnateurs administratifs.

Art. 102. La direction générale de la police judiciaire est entre autres chargée des missions suivantes :

1° la direction et la coordination opérationnelle des missions de police judiciaires des services centraux de la police fédérale;

2° la coordination opérationnelle, le contrôle et l'appui aux services judiciaires déconcentrés visés à l'article 105;

3° les missions spécialisées de police judiciaire et l'appui à ces missions, entre autres en matière de lutte contre la criminalité grave, la criminalité organisée, la corruption, la délinquance économique et financière organisée et la délinquance informatique;

4° la police technique et scientifique, sans préjudice des attributions de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie;

5° les techniques particulières de recherche et la gestion des informateurs;

6° les programmes visés à l'article 95, en ce compris l'analyse criminelle opérationnelle.

Art. 103. Le directeur coordonnateur administratif dirige et organise le service déconcentré de coordination et d'appui, et veille notamment à prendre toutes les mesures préparatoires à la gestion, au niveau supralocal d'événements ou de situations de crise, de calamités, catastrophes ou sinistres.

Le directeur coordonnateur administratif entretient régulièrement des rapports de service avec le commissaire d'arrondissement et le gouverneur.

Pour l'exécution de ses missions, le directeur coordonnateur administratif se conforme aux ordres, instructions et directives du commissaire général et des directeurs généraux.

Il coordonne ses activités avec celles du directeur du service judiciaire déconcentré.

Art. 104. Le directeur coordonnateur administratif est chargé des missions suivantes :

1° répondre aux demandes d'appui opérationnel, administratif ou technique de la police locale, à l'exception de l'appui en matière de missions spécialisées de police judiciaire visées à l'article 102;

2° coordonner sur demande des autorités de police administrative compétentes, l'appui du niveau fédéral pour les missions supralocales de police administrative;

3° coordonner, sur demande des autorités compétentes, l'appui du niveau fédéral pour les missions supra locales qui ont une composante tant de police administrative que de police judiciaire;

Zonder zich te kunnen inmengen in de uitvoering van opsporings- of gerechtelijke onderzoeken, herroept de commissaris-generaal de beslissingen van een directeur-generaal die het nationaal veiligheidsplan schenden of die afbreuk doen aan de werking van andere algemene directies of aan de coherente werking van de federale politie.

De beslissing van de commissaris-generaal wordt in dit geval genomen onder het gezag van, en kan op haar beurt worden herroepen door, de ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken die gezamenlijk optreden, hetzij op initiatief van een van hen, hetzij op verzoek van een van de federale magistraten die aangesteld zijn bij de federale politie ieder in het raam van zijn bevoegdheden, of van de betrokken directeur-generaal. Indien de beslissing van de commissaris-generaal een weerslag heeft op een opsporings- of gerechtelijk onderzoek, wordt het voorafgaand advies van de federaal procureur ingewonnen.

Art. 101. De algemene directie van de bestuurlijke politie is onder andere belast met volgende opdrachten :

1° de leiding en de operationele coördinatie van de opdrachten van bestuurlijke politie van de centrale diensten van de federale politie

2° de gespecialiseerde opdrachten van bestuurlijke politie, en de ondersteuning van deze opdrachten, inzonderheid inzake grenscontrole, verkeers-, spoorweg-, zeevaart- en luchtvaartpolitie, alsook betreffende ernstige of georganiseerde bedreigingen van de openbare orde;

3° het in reserve houden van de effectieven nodig voor de uitvoering van opdrachten van bestuurlijke politie, waarvoor de medewerking van de federale politie is gevraagd, gevorderd of bevolen;

4° de coördinatie, de controle en de ondersteuning van de gedeconcentreerde opdrachten van bestuurlijke politie van de bestuurlijke directeurs-coördinatoren.

Art. 102. De algemene directie van de gerechtelijke politie is onder andere belast met volgende opdrachten :

1° de leiding en de operationele coördinatie van de opdrachten van gerechtelijke politie van de centrale diensten van de federale politie;

2° de operationele coördinatie, de controle en de ondersteuning van de in artikel 105 bedoelde gedeconcentreerde gerechtelijke diensten;

3° de gespecialiseerde opdrachten van gerechtelijke politie en de ondersteuning van deze opdrachten, onder andere inzake de strijd tegen de zware criminaliteit, de georganiseerde criminaliteit, de corruptie, de georganiseerde economische en financiële delinquentie en de computercriminaliteit;

4° de technische en wetenschappelijke politie, onverminderd de bevoegdheden van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie;

5° de bijzondere opsporingstechnieken en het informantenbeheer;

6° de programma's bedoeld in artikel 95, met inbegrip van de operationele misdrijfanalyse.

Art. 103. De bestuurlijke directeur-coördinator leidt en organiseert de gedeconcentreerde coördinatie- en steundienst en waakt er met name over alle maatregelen te nemen ter voorbereiding van het beheren, op bovenlokaal niveau van crisisgebeurtenissen, crisissituaties, van ramp, onheil of schadegeval.

De bestuurlijke directeur-coördinator onderhoudt geregelde dienstbetrekkingen met de arrondissementscommissaris en de gouverneur.

Voor de uitvoering van zijn opdrachten handelt de bestuurlijke directeur-coördinator conform de bevelen, onderrichtingen en richtlijnen van de commissaris-generaal en van de directeurs-generaal.

Hij stemt zijn activiteiten af op die van de directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst.

Art. 104. De bestuurlijke directeur-coördinator wordt belast met :

1° het beantwoorden van de aanvragen tot technische, administratieve en operationele ondersteuning van de lokale politie, met uitzondering van de ondersteuning inzake gespecialiseerde opdrachten van gerechtelijke politie bedoeld bij artikel 102;

2° de coördinatie, op vraag van de bevoegde overheden van bestuurlijke politie, van de ondersteuning door het federaal niveau voor de bovenlokale opdrachten van bestuurlijke politie;

3° de coördinatie, op vraag van de bevoegde overheden, van de ondersteuning door het federaal niveau voor de bovenlokale opdrachten die zowel een component van bestuurlijke politie als van gerechtelijke politie bevatten;

4° diriger les services de police administrative fédéraux déconcentrés;

5° participer au conseil zonal de sécurité et assister les autorités administratives ou judiciaires locales qui le sollicitent;

6° faire rapport au commissaire général de l'exécution des missions fédérales par les polices locales;

7° coordonner et diriger les opérations de police conformément aux articles 7/1 à 7/3 de la loi sur la fonction de police, à l'exception des missions spécialisées de police judiciaire visées à l'article 102.

Art. 105. Le service judiciaire déconcentré exécute les missions spécialisées de police judiciaire attribuées à ce service conformément à l'article 5, alinéas 2 et 3, de la loi sur la fonction de police. Il est placé sous la direction du directeur du service judiciaire déconcentré, dénommé directeur judiciaire.

Le directeur judiciaire dirige et organise son service à cet effet et coordonne l'exécution de ces missions par les membres de son service. Il agit conformément aux ordres, instructions et directives qu'il reçoit du directeur général de la direction générale de la police judiciaire, sans préjudice de l'article 99, alinéa 2, et de l'alinéa 6 du présent article.

Il coordonne ses activités avec celles du directeur coordonnateur administratif

En vue d'assurer la coordination des missions de police judiciaire entre la police locale et le service judiciaire déconcentré, le directeur de ce service détache un ou plusieurs fonctionnaires de liaison auprès d'une ou plusieurs polices locales. Le nombre de fonctionnaires de liaison est fonction de l'importance des missions de police judiciaire de ces polices locales. Pendant la durée de leur détachement, les fonctionnaires de liaison continuent à relever du directeur du service judiciaire déconcentré et ne disposent d'aucune autorité hiérarchique sur la police locale.

Le directeur judiciaire et les fonctionnaires de liaison assurent l'appui aux services de recherche des polices locales.

Les services judiciaires déconcentrés exécutent également à titre subsidiaire des missions spécialisées de police administrative.

CHAPITRE IV. — *Personnel*

Art. 106. La loi fixe, chaque année, l'effectif du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique de la police fédérale.

La même loi définit la part minimale de chaque cadre qui sera affectée à la direction générale de la police judiciaire et aux services judiciaires déconcentrés.

Le Roi détermine les règles détaillées selon lesquelles les membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique de la police locale peuvent se porter candidats à un emploi au sein de la police fédérale.

Art. 107. Le commissaire général et les directeurs généraux sont désignés à leur emploi par le Roi pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois, sur proposition des ministres de la Justice et de l'Intérieur et après avis motivé du conseil fédéral de police. Pour la désignation du directeur général de la direction générale de la police judiciaire, l'avis motivé du collège des procureurs généraux est en outre requis.

Le directeur coordonnateur administratif est désigné à son emploi par le Roi pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois, sur proposition du ministre de l'Intérieur et après avis motivé du ministre de la Justice et du gouverneur.

Le directeur judiciaire est désigné pour son emploi par le Roi pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois, sur proposition du ministre de la Justice et après avis motivé du ministre de l'Intérieur et du procureur général près la cour d'appel territorialement compétent.

Il peut, selon les mêmes modalités, être mis fin anticipativement aux termes fixés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, s'il apparaît sur la base d'une évaluation de la commission d'évaluation que l'intéressé ne donne pas satisfaction dans sa fonction.

Nul ne peut être désigné aux emplois visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3 s'il n'a pas été déclaré apte par une commission de sélection. Ces désignations sont renouvelées sur avis d'une commission d'évaluation. Pour le surplus, le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et la procédure de désignation à ces emplois, ainsi que la procédure d'évaluation. Il fixe également les modalités de constitution

4° de leiding van de gedeconcentreerde federale diensten van bestuurlijke politie;

5° het deelnemen aan de zonale veiligheidsraad en het verlenen van bijstand aan de lokale bestuurlijke of gerechtelijke overheden die daarom verzoeken;

6° verslag uitbrengen bij de commissaris-generaal over de uitvoering van de federale opdrachten door de lokale polities

7° de coördinatie en de leiding van de politieoperaties overeenkomstig de artikelen 7/1 tot 7/3 van de wet op het politieambt met uitzondering van de gespecialiseerde opdrachten van gerechtelijke politie, bedoeld bij artikel 102.

Art. 105. De gedeconcentreerde gerechtelijke dienst voert de gespecialiseerde opdrachten van gerechtelijke politie uit die hem overeenkomstig artikel 5, tweede en derde lid, van de wet op het politieambt zijn toevertrouwd. Hij staat onder leiding van de directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, gerechtelijke directeur genoemd.

Daartoe leidt en organiseert de gerechtelijke directeur zijn dienst en coördineert hij de uitvoering van die opdrachten door de leden van zijn dienst. Hij handelt conform de bevelen, onderrichtingen en richtlijnen vanwege de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie, onverminderd artikel 99, tweede lid, en het zesde lid van dit artikel.

Hij stemt zijn activiteiten af op die van de bestuurlijke directeur-coördinator.

Om de coördinatie van de opdrachten van gerechtelijke politie te verzekeren tussen de lokale politie en de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, detacheert de directeur van deze dienst één of meer verbindingssambtenaren bij één of meer lokale polities. Het aantal verbindingssambtenaren is afhankelijk van de belangrijkheid van de gerechtelijke opdrachten van die lokale polities. Tijdens de duur van hun detachering blijven de verbindingssambtenaren ressorteren onder de directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst en beschikken zij over geen enkel hiërarchisch gezag over de lokale politie.

De gerechtelijke directeur en de verbindingssambtenaren verzekeren de ondersteuning van de opsporingsdiensten van de lokale polities.

In bijkomende orde oefenen de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten ook gespecialiseerde opdrachten van bestuurlijke politie uit.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

Art. 106. De wet bepaalt elk jaar het effectief van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de federale politie.

Diezelfde wet legt het minimale deel van elk kader vast dat zal worden toegewezen aan de algemene directie van de gerechtelijke politie en aan de gerechtelijke gedeconcentreerde diensten

De Koning legt de gedetailleerde regels vast volgens dewelke de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de lokale politie zich kandidaat kunnen stellen voor een ambt bij de federale politie.

Art. 107. De commissaris-generaal en de directeurs-generaal worden door de Koning aangewezen voor hun ambt voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden hernieuwd, op voordracht van de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken en na gemotiveerd advies van de federale politieraad. De aanwijzing van de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie gebeurt bovendien na gemotiveerd advies van het college van procureurs-generaal.

De bestuurlijke directeur-coördinator wordt door de Koning aangewezen voor zijn ambt voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden hernieuwd, op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en na gemotiveerd advies van de minister van Justitie en van de gouverneur.

De gerechtelijke directeur wordt door de Koning voor zijn ambt aangewezen voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden hernieuwd, op voordracht van de minister van Justitie en na gemotiveerd advies van de minister van Binnenlandse Zaken en van de territoriaal bevoegde procureur generaal bij het hof van beroep.

Aan de in het eerste, tweede en derde lid bepaalde termijnen kan volgens dezelfde modaliteiten voortijdig een einde worden gesteld wanneer op grond van een evaluatie door de evaluatiecommissie blijkt dat betrokkene in zijn ambt geen voldoening schenkt.

Niemand kan worden aangewezen voor de betrekkingen bedoeld in het eerste, tweede en derde lid, tenzij hij geschikt werd verklaard door een selectiecommissie. Die aanwijzingen worden hernieuwd op basis van een advies van een evaluatiecommissie. Voor het overige bepaalt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden en procedure om voor deze ambten te worden aangewezen, evenals de

et de fonctionnement de la commission de sélection et de la commission d'évaluation. Les supérieurs hiérarchiques de la police fédérale émettent un avis préalablement à toute désignation aux emplois visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3 et, sauf en ce qui concerne le commissaire général, à tout renouvellement du mandat des intéressés.

En cours de mandat, le titulaire peut, par décision conjointe du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, être affecté à un autre emploi d'un niveau au moins équivalent dans une autre direction générale ou service de la police fédérale lorsque cette mesure est nécessaire au fonctionnement optimal de cette direction générale ou de ce service.

Le Roi fixe le délai dans lequel l'avis des ministres du gouverneur et du procureur général près la cour d'appel requis dans le cadre d'une procédure de désignation doit être émis sous peine d'être réputé favorable, ainsi que les conditions d'utilisation des officiers dont le mandat n'est pas renouvelé ou auquel il est mis fin.

Art. 108. Le Roi règle le régime des affectations qui seront nécessaires au sein de la police fédérale, pour que ses missions soient assurées.

CHAPITRE V. — *Les réquisitions*

Art. 109. Les réquisitions du bourgmestre visant à obtenir le concours de la police fédérale pour l'exécution de ses missions de police administrative sont adressées au directeur coordonnateur administratif territorialement compétent.

Art. 110. Les réquisitions de police judiciaire visant à obtenir le concours de la police fédérale sont adressées par les autorités judiciaires compétentes au directeur du service judiciaire déconcentré, au directeur coordonnateur administratif ou au directeur général de la direction générale de la police judiciaire pour les services relevant de leurs compétences.

CHAPITRE VI. — *Collaboration avec les forces armées*

Art. 111. Le commissaire général et les officiers désignés par le Roi sur proposition conjointe des ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense nationale peuvent, lorsque les moyens de la police fédérale se révèlent insuffisants, requérir pour le maintien de l'ordre public et l'exécution des missions de police judiciaire, l'assistance des forces armées si celles-ci sont les seules à pouvoir fournir les moyens techniques et humains nécessaires.

Art. 112. Le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice fournissent, à la demande du ministre de la Défense nationale, les détachements de la police fédérale nécessaires pour assurer, à des endroits déterminés en dehors du territoire du Royaume, la police des militaires. Ces détachements sont placés sous les ordres de l'autorité désignée par ces ministres.

La police fédérale ne peut être chargée, en temps de paix, par les autorités judiciaires compétentes de porter des citations aux parties ou aux témoins, sauf dans les circonstances visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 113. En cas d'événements de nature à compromettre sérieusement l'ordre public ou en cas de troubles graves ou généralisés qui peuvent donner lieu à la réquisition ou la mise en œuvre des forces armées, la police fédérale en informe les autorités militaires territoriales, les tient au courant des événements et leur fournit les éléments d'appréciation qui leur permettent de prendre, en temps utile, les mesures préparatoires à toute réquisition ou à une intervention des forces armées.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses*

Art. 114. Les dépenses relatives à la police fédérale font l'objet d'une section du budget général des dépenses. Les allocations de base relatives à la direction générale de la police judiciaire sont regroupées dans une division organique distincte.

Art. 115. § 1^{er}. Dans les cas où l'appel fait à la police fédérale n'est pas réglé en vertu de la loi, des membres du personnel et des biens de la police fédérale peuvent être affectés à des prestations d'utilité publique effectuées contre paiement, pour autant que :

- 1° les missions légales ne soient pas mises en péril;
- 2° les prestations aient un caractère humanitaire ou culturel ou contribuent à une aide à la nation;

évaluatieprocedure. Hij bepaalt eveneens de nadere regels voor de oprichting en de werking van de selectiecommissie en van de evaluatiecommissie. De hiërarchische oversten van de federale politie brengen een advies uit voorafgaandelijk aan elke benoeming tot de betrekkingen bedoeld in het eerste, tweede en derde lid en behalve wat de commissaris-generaal betreft, aan elke Vernieuwing van het mandaat van betrokkenen.

Het personeelslid dat een mandaat bekleedt, kan tijdens dat mandaat, door een gezamenlijke beslissing van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, worden aangewezen voor een andere betrekking van een op zijn minst gelijkwaardig niveau in een andere algemene directie of dienst van de federale politie wanneer deze maatregel noodzakelijk is voor de optimale werking van deze algemene directie of deze dienst.

De Koning bepaalt de termijn binnen dewelke het advies van de ministers, de gouverneur en de procureur-generaal bij het hof van beroep in het raam van een aanwijzingsprocedure moet worden verstrekt. Eenmaal die termijn verstreken, wordt het advies geacht gunstig te zijn. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden tot aanwending van de officieren waarvan het mandaat niet werd hernieuwd of werd beëindigd.

Art. 108. De Koning bepaalt de regeling van de aanwijzingen die noodzakelijk zijn binnen de federale politie om haar opdrachten uit te voeren.

HOOFDSTUK V. — *De vorderingen*

Art. 109. De vorderingen van de burgemeester tot het bekomen van de medewerking van de federale politie voor de uitvoering van haar opdrachten van bestuurlijke politie, worden gericht aan de territoriaal bevoegde bestuurlijke directeur-coördinator.

Art. 110. De vorderingen van gerechtelijke politie tot het bekomen van de medewerking van de federale politie worden door de bevoegde gerechtelijke overheden gericht aan de directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, aan de bestuurlijke directeur-coördinator of aan de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie voor de diensten die onder hun bevoegdheden ressorteren.

HOOFDSTUK VI. — *Samenwerking met de krijgsmacht*

Art. 111. De commissaris-generaal en de officieren die worden aangewezen door de Koning, op gezamenlijke voordracht van de ministers van Binnenlandse Zaken, van Justitie en van Landsverdediging, kunnen voor de handhaving van de openbare orde en de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie, wanneer de middelen van de federale politie ontoereikend blijken, de bijstand vorderen van de krijgsmacht, wanneer deze de enige is die de noodzakelijke technische en menselijke middelen kan leveren.

Art. 112. Op verzoek van de minister van Landsverdediging, leveren de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie de nodige detachementen van de federale politie om op bepaalde plaatsen, buiten het grondgebied van het Rijk, de politie van de militairen te verzekeren. Deze detachementen staan onder het bevel van de door de ministers aangewezen overheid.

De federale politie mag in vredetijd door de bevoegde gerechtelijke overheden niet worden gelast dagvaardingen aan partijen en getuigen te bezorgen, behalve in de omstandigheden bedoeld in het eerste lid.

Art. 113. Bij gebeurtenissen die de openbare orde ernstig in gevaar kunnen brengen of bij ernstige of algemene onlusten, die aanleiding zouden kunnen geven tot het vorderen of het inzetten van de krijgsmacht, geeft de federale politie aan de territoriale militaire overheden daarvan kennis, houdt hen op de hoogte van het verloop der gebeurtenissen en verstrekt hen de nodige gegevens om te zijner tijd de voorbereidende maatregelen te treffen voor enige vordering of voor het ingrepen van de krijgsmacht.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Art. 114. De uitgaven voor de federale politie maken het voorwerp uit van een sectie van de algemene uitgavenbegroting. De basisallocaties met betrekking tot de algemene directie van de gerechtelijke politie worden samengebracht in een afzonderlijke organisatieafdeling.

Art. 115. § 1. In de gevallen waarin het beroep op de federale politie niet krachtens de wet is geregeld, mogen personeelsleden en goederen van de federale politie worden ingezet in het raam van tegen betaling uitgevoerde prestaties van openbaar nut, voor zover :

- 1° de wettelijke opdrachten niet in het gedrang worden gebracht;
- 2° de prestaties een humanitair of cultureel oogmerk hebben of strekken tot hulp aan de natie;

3° les prestations consistent en la mise à la disposition de personnel ou de biens immeubles, le prêt de biens, la livraison de biens de consommation ou la prestation de services.

Les modalités de paiement des prestations sont déterminées par le Roi.

§ 2. A la demande d'une personne morale et avec l'accord du ministre du Budget, le ministre de l'Intérieur peut faire effectuer par la police fédérale et contre remboursement intégral des coûts, des missions de police administrative présentant un caractère exceptionnel et nécessitant un engagement particulier de moyens en personnel ou en matériel. Le Roi détermine les modalités de la demande et du calcul des coûts.

Les missions de police administrative effectuées au profit d'une personne de droit public fédéral n'exercent pas d'activités financières ou commerciales ne donnent toutefois pas lieu à remboursement.

§ 3. Dans le cadre de l'exercice des missions qui lui sont légalement confiées, la police fédérale peut recevoir des contributions volontaires, financières ou en matériel, provenant de l'Union européenne, d'organismes publics supranationaux, des autorités fédérales et, dans le cadre de leur compétences, des régions, des communautés, des provinces ou des communes. Les contributions financières sont destinées spécialement à l'acquisition d'équipement, aux frais de fonctionnement de l'équipement et aux remboursements des frais de la mise en œuvre de cet équipement ou à l'accomplissement d'études, de recherches ou de séminaires par ou pour la police fédérale.

Les conditions de perception sont déterminées par le Roi.

§ 4. Il est créé un fonds organique de la police fédérale. Ce fonds est alimenté par les recettes prévues aux §§ 1^{er} à 3 du présent article.

La partie de ces recettes qui pourra être ajoutée aux moyens de fonctionnement de la police fédérale est déterminée annuellement dans le budget.

TITRE IV. — Dispositions communes

CHAPITRE Ier. — *Le personnel*

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 116. Les services de police sont composés de deux cadres : un cadre opérationnel et un cadre administratif et logistique.

Art. 117. Le cadre opérationnel est composé de fonctionnaires de police répartis en trois cadres : le cadre de base, le cadre moyen et le cadre d'officiers. Le cadre opérationnel peut en outre comprendre un cadre d'auxiliaires de police.

Les fonctionnaires de police sont compétents pour l'exercice des missions de police judiciaire et administrative.

Les agents auxiliaires de police ne sont pas fonctionnaires de police, mais disposent d'une compétence de police restreinte.

Les agents auxiliaires de police sont, soit des membres statutaires du personnel, soit engagés dans les liens d'un contrat de travail.

Art. 118. Le cadre administratif et logistique est composé de membres du personnel qui ne sont pas revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire ou judiciaire.

Les membres du cadre administratif et logistique sont soit des membres du personnel statutaire, recrutés et nommés ou utilisés dans ce corps conformément au régime de mobilité, soit des membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail. Le personnel chargé des tâches auxiliaires spécifiques est engagé sous le régime d'un contrat de travail.

Si tous les emplois du cadre administratif et logistique ne sont pas occupés par du personnel sans compétence de police, des membres du corps opérationnel peuvent à leur demande, soit passer dans ce corps, soit y exercer temporairement de tels emplois.

Les membres du personnel du cadre administratif et logistique ne peuvent remplir des missions de police. Les membres du cadre opérationnel qui passent au cadre administratif et logistique perdent de plein droit leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire et administrative. Lorsqu'ils réintègrent le cadre opérationnel, ils retrouvent cette qualité.

Art. 119. Le statut est le même pour tous les fonctionnaires de police, qu'ils appartiennent à la police fédérale ou à la police locale. La même règle vaut, par catégorie, pour les agents auxiliaires de police et pour le personnel du cadre administratif et logistique.

3° de prestaties bestaan in de terbeschikkingstelling van personeel of onroerende goederen, de lening van goederen, de levering van verbruiksgoederen of de levering van diensten.

De nadere regels betreffende de betaling van de prestaties worden bepaald door de Koning.

§ 2. Op vraag van een rechtspersoon en tegen volledige terugbetaling van de kosten en met akkoord van de minister van Begroting, kan de minister van Binnenlandse Zaken de federale politie uitzonderlijke taken van bestuurlijke politie laten uitvoeren die een bijzondere aanwending van personeel of materiaal vereisen. De Koning bepaalt de nadere regelen van de aanvraag en de kostenberekening.

De ten gunste van een federale publiekrechtelijke rechtspersoon zonder financiële- of handelsactiviteiten uitgevoerde taken van bestuurlijke politie geven nochtans geen aanleiding tot terugbetaling.

§ 3. In het raam van de uitoefening van de opdrachten die haar wettelijk zijn toevertrouwd, kan de federale politie vrijwillige financiële bijdragen of materieel ontvangen vanwege de Europese Unie, supranationale publiekrechtelijke organen, de federale overheden en, binnen het raam van hun bevoegdheden, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies of de gemeenten. De financiële bedragen zijn in het bijzonder bestemd voor de verwerving van uitrusting, voor de werkingskosten van de uitrusting en voor de terugbetalingen van de kosten voor de inwerkingstelling van die uitrusting of voor de uitvoering van studies, onderzoeken of seminars door of voor de federale politie.

De inningsvoorwaarden worden bepaald door de Koning.

§ 4. Er wordt een organiek fonds van de federale politie opgericht. Dit fonds wordt gestijfd door de ontvangsten bepaald in de §§1 tot 3 van dit artikel.

Het gedeelte van die ontvangsten dat toegevoegd kan worden aan de werkmiddelen van de federale politie, wordt jaarlijks bepaald in de begroting.

TITEL IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Het personeel*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 116. De politiediensten bestaan uit twee kaders : een operationeel kader en een administratief en logistiek kader.

Art. 117. Het operationeel kader bestaat uit politieambtenaren die in drie kaders zijn verdeeld : het basiskader, het middenkader en het officierskader. Het operationeel kader kan bovendien een kader van hulpagenten van politie omvatten.

De politieambtenaren zijn bevoegd voor de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke en bestuurlijke politie.

De hulpagenten van politie zijn geen politieambtenaren, maar hebben een beperkte politiebevoegdheid.

De hulpagenten van politie zijn, ofwel statutaire personeelsleden, of wel personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst.

Art. 118. Het administratief en logistiek kader bestaat uit personeelsleden zonder bevoegdheid inzake bestuurlijke of gerechtelijke politie.

De leden van het administratief en logistiek kader zijn of wel statutaire personeelsleden, in dienst genomen en benoemd of ingezet in het genoemde korps overeenkomstig de mobiliteitsregeling, ofwel personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst. Het personeel belast met de bijkomende, specifieke opdrachten wordt in dienst genomen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst.

Indien niet alle ambten van het administratief en logistiek kader door personeel zonder politiebevoegdheid zijn ingenomen, kunnen ook leden van het operationeel kader, op hun vraag ofwel naar dit korps overgaan, ofwel er tijdelijk dergelijke ambten bekleden.

De leden van het administratief en logistiek kader mogen geen politieopdrachten uitvoeren. De leden van het operationeel kader die overgaan naar het administratief en logistiek korps verliezen van rechtswege hun hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke en bestuurlijke politie. Wanneer zij het operationeel kader opnieuw vervoegen, herkrijgen zij deze hoedanigheid.

Art. 119. Het statuut is voor alle politieambtenaren gelijk, ongeacht of zij tot de federale politie of tot de lokale politie behoren. Hetzelfde geldt, per categorie, voor de hulpagenten van politie en het personeel van het administratief en logistiek kader.

Art. 120. Au sein de chaque corps de police, l'autorité d'un membre du personnel sur un autre membre du personnel est exercée, dans cet ordre :

1° sur la base de la fonction qu'on assume dans l'organisation, c'est-à-dire sur tous les membres du personnel qui sont affectés dans un service qui relève, dans l'organigramme, de sa responsabilité;

2° sur la base de la tâche qui lui est confiée, c'est-à-dire sur tous les membres du personnel à qui mission a été donnée de collaborer à l'exécution de ces tâches, dans les limites de celles-ci;

3° sur la base du grade ou, à grade égal, de l'ancienneté, c'est-à-dire sur tous les membres du personnel du corps de police, mais sans interférer dans l'exercice de la fonction ou dans l'exécution de la tâche.

L'autorité est toujours exercée dans les limites de l'habilitation figurant dans les dispositions législatives, contractuelles ou réglementaires ou dans des ordres de services permanents ou temporaires.

Art. 121. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres, conformément et dans les limites fixées par la loi, le statut du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique.

Le Roi détermine notamment :

1° les grades des fonctionnaires de police;

2° le statut administratif et pécuniaire, en ce compris les échelles de traitement, les allocations ou indemnités, ainsi que les conditions de recrutement, de nomination, de promotion des fonctionnaires de police, des agents auxiliaires de police et du personnel du cadre administratif et logistique;

3° les conditions de recrutement et d'emploi des agents auxiliaires de police et du personnel administratif et logistique engagé dans les liens d'un contrat de travail;

4° les conditions et les modalités du passage du cadre opérationnel vers le cadre administratif et logistique;

5° les tâches auxiliaires et spécifiques pour lesquelles le personnel du cadre administratif et logistique est engagé dans les liens d'un contrat de travail;

6° les modalités d'utilisation selon le régime de mobilité des membres statutaires du corps administratif et logistique.

Art. 122. Quelle que soit l'autorité investie du pouvoir de nomination, le statut des membres des services de police garantit l'objectivité entre autres du recrutement, de la sélection, de la désignation aux emplois, du retrait d'emploi, de la nomination, de la promotion et de l'avancement, ainsi que de l'évaluation.

Sans préjudice des restrictions spécifiques à l'exercice des droits et libertés expressément prévues par la loi en raison de leur emploi, les fonctionnaires de police, les agents auxiliaires de police et le personnel du cadre administratif et logistique jouissent des mêmes droits et libertés que les autres citoyens.

Section 2. — Principes généraux du statut des fonctionnaires de police

Art. 123. Les fonctionnaires de police contribuent en tout temps et en toutes circonstances à la protection des citoyens et à l'assistance que ces derniers sont en droit d'attendre ainsi que, lorsque les circonstances l'exigent, au respect de la loi et au maintien de l'ordre public.

Ils respectent et s'attachent à faire respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Art. 124. Le statut des fonctionnaires de police garantit l'exercice de l'autorité.

Art. 125. Le statut des fonctionnaires de police garantit leur disponibilité.

Les fonctionnaires de police doivent répondre à tout appel relatif à l'exécution du service et éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public dans leur disponibilité. Les fonctionnaires de police ne peuvent être absents du service sans autorisation ou justification.

Art. 120. Binnen elk politiekorps wordt het gezag van een personeelslid over een ander personeelslid uitgeoefend, in volgende orde :

1° op grond van het ambt dat wordt waargenomen in de organisatie, dat wil zeggen op alle personeelsleden die aangesteld zijn in een dienst die in het organigram onder zijn verantwoordelijkheid valt;

2° op grond van de hem toevertrouwde taak, dat wil zeggen op alle personeelsleden aan wie opdracht is gegeven om mee te werken aan de uitvoering van die taak, maar binnen de perken ervan;

3° op basis van de graad of, bij gelijke graad, van anciënniteit, dat wil zeggen op alle personeelsleden van het politiekorps, maar zonder zich te mengen in de uitoefening van het ambt of in de uitvoering van de taak.

Het gezag wordt steeds uitgeoefend binnen de perken van de machtiging die wordt ontleend aan de wettelijke, contractuele of reglementaire bepalingen of aan permanente of tijdelijke dienstbevelen.

Art. 121. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, overeenkomstig en binnen de door de wet bepaalde perken, het statuut van het personeel van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader.

De Koning bepaalt inzonderheid :

1° de graden van de politieambtenaren;

2° het administratief en geldelijk statuut, met inbegrip van de weddeschalen, de toelagen en vergoedingen, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering van de politieambtenaren, van de hulpagenten en van het personeel van het administratief en logistiek kader;

3° de aanwervings- en tewerkstellingsvoorwaarden voor de hulpagenten en voor het administratief en logistiek personeel in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst;

4° de voorwaarden en de wijze waarop de leden van het operationeel kader overgaan naar het administratief en logistiek kader;

5° de bekomende specifieke opdrachten waarvoor het personeel van het administratief en logistiek kader in dienst wordt genomen bij een arbeidsovereenkomst;

6° de wijze waarop de statutaire leden van het administratief en logistiek korps volgens de mobiliteitsregeling, kunnen worden ingezet.

Art. 122. Welke ook de overheid is die de benoemingsbevoegdheid heeft, het statuut van de leden van de politiediensten waarborgt de objectiviteit bij onder meer de aanwerving, de selectie, de aanwijzing in de betrekkingen, de ambtsontheffing, de benoeming, de bevorderingen, de schaalovergang, alsook bij de evaluatie.

Onverminderd de specifieke beperkingen op de uitoefening van de rechten en vrijheden, uitdrukkelijk bij wet bepaald wegens hun ambt, genieten de politieambtenaren, de hulpagenten van politie en de personeelsleden van het administratief en logistiek kader, dezelfde rechten en vrijheden als de andere burgers.

Afdeling 2. — Algemene principes van het statuut van de politieambtenaren

Art. 123. De politieambtenaren dragen te allen tijde en in alle omstandigheden bij tot de bescherming van de medeburgers en tot de bijstand die deze laatsten mogen verwachten, alsook, wanneer de omstandigheden het vereisen, tot het doen naleven van de wet en tot het behoud van de openbare orde.

Zij nemen de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden in acht en verbinden zich ertoe die te doen naleven.

Art. 124. Het statuut van de politieambtenaren waarborgt de uitoefening van het gezag.

Art. 125. Het statuut van de politieambtenaren waarborgt hun beschikbaarheid.

De politieambtenaren moeten gevolg geven aan elke oproep in verband met het vervullen van de dienst en alles vermeden dat het vertrouwen van het publiek in hun beschikbaarheid kan schaden. De politieambtenaren mogen niet zonder toelating of rechtvaardiging van hun dienst wegblijven.

Lorsqu'ils sont restés absents irrégulièrement plus de dix jours, ils sont démis d'office de leur emploi aux conditions fixées par le Roi. Cette démission fait perdre aux intéressés leur qualité de membre du personnel de leur corps de police. Cette mesure est prise par le Roi s'il a nommé le membre du personnel concerné dans son dernier grade, et, selon le cas, par le ministre de l'Intérieur, le bourgmestre ou le collège de police, dans les autres cas.

Art. 126. § 1^{er}. L'exercice du droit de grève par les fonctionnaires de police de la police fédérale et de la police locale est soumis aux conditions suivantes :

1° l'annonce préalable de la grève par une organisation syndicale agréée;

2° la discussion préalable au sein du comité de négociation pour les services de police, avec l'autorité compétente, de la question pour laquelle la grève est envisagée.

Le Roi détermine les modalités relatives au préavis et à la discussion visés à l'alinéa 1^{er} et le délai dans lequel ils doivent avoir lieu.

§ 2. Le ministre de l'Intérieur peut, après concertation avec le ministre de la Justice, ordonner aux fonctionnaires de police de la police fédérale et de la police locale qui font usage ou qui désirent faire usage du droit de grève, de continuer ou de reprendre le travail pendant la période et pour les missions pour lesquelles leur engagement est nécessaire et qu'il désigne. Si les fonctionnaires de police font partie de la direction générale de la police judiciaire, l'ordre est donné conjointement par les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Le bourgmestre ou le collège de police dispose de la même compétence à l'égard des fonctionnaires de police de la police locale.

L'autorité qui souhaite donner l'ordre visé à l'alinéa précédent est tenue de communiquer au préalable aux organisations syndicales représentatives du personnel des services de police et, le cas échéant, à l'organisation syndicale agréée qui a déposé le préavis de grève, les missions pour lesquelles elle estime que l'ordre est nécessaire.

§ 3. Le fonctionnaire de police qui ne donne pas suite à l'ordre d'une autorité visée au § 2 est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 10 000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Les dispositions du livre Ier du Code pénal en ce compris le chapitre VII et l'article 85, sont d'application pour cette infraction.

Art. 127. Le statut des fonctionnaires de police garantit leur impartialité.

Ils doivent éviter tout acte ou attitude de nature à ébranler cette présomption d'impartialité. Les fonctionnaires doivent proscrire tout arbitraire dans leurs interventions en évitant, notamment, de porter atteinte, dans leur manière d'intervenir ou en raison de l'objet de leur intervention, à l'impartialité que les citoyens sont en droit d'attendre d'eux.

Les fonctionnaires de police s'abstiennent en toutes circonstances de manifester publiquement leurs opinions politiques et de se livrer publiquement à des activités politiques. Ils ne peuvent se porter candidat à un mandat politique.

Art. 128. Le statut des fonctionnaires de police garantit leur mobilité au sein de la police fédérale, entre les polices locales, et entre celles-ci et la police fédérale. Les emplois équivalents sont ainsi également accessibles aux fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale qui réunissent les conditions statutaires.

Dans ce cadre, le Roi règle les conditions dans lesquelles la commune, la zone pluricommunale l'autorité locale ou l'Etat qui a supporté les frais relatifs au recrutement et à la formation d'un fonctionnaire de police peut, si ce fonctionnaire est recruté dans les cinq ans de sa nomination dans une autre police locale ou dans la police fédérale, récupérer ces frais auprès de l'autorité locale ou de l'Etat.

Art. 129. Le statut des fonctionnaires de police garantit l'égalité des chances entre hommes et femmes au sein de la police fédérale et de la police locale.

Sous réserve des dispositions relatives à la protection de la maternité applicables au personnel de la fonction publique, le personnel féminin est soumis aux mêmes conditions de travail que le personnel masculin appartenant au même corps.

Wanneer zij meer dan tien dagen onregelmatig afwezig zijn gebleven, worden zij, onder de voorwaarden bepaald door de Koning, van ambtswege uit hun ambt ontslagen. Dit ontslag heeft voor de betrokken personen het verlies van hun hoedanigheid van personeelslid van hun politiekorps tot gevolg. Die maatregel wordt genomen door de Koning indien Hij het betrokken personeelslid in zijn laatste graad heeft benoemd en, naargelang van het geval, door de minister van Binnenlandse Zaken, de burgemeester of het politiecollege, in de andere gevallen.

Art. 126. § 1. De uitoefening van het stakingsrecht door de politieambtenaren van de federale en van de lokale politie is afhankelijk van de volgende voorwaarden :

1° de voorafgaande aanzegging van de staking door een erkende syndicale organisatie;

2° de voorafgaande bespreking met de bevoegde overheid van de kwestie naar aanleiding waarvan de staking wordt overwogen in het onderhandelingscomité voor de politiediensten.

De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de in het eerste lid bedoelde aanzegging en bespreking en de termijn waarbinnen zij moeten plaatsvinden.

§ 2. De minister van Binnenlandse Zaken kan, na overleg met de minister van Justitie, de politieambtenaren van de federale en van de lokale politie die gebruik maken of wensen te maken van het stakingsrecht, bevelen het werk voort te zetten of te hervatten gedurende de periode en voor die opdrachten waarvoor hun inzet noodzakelijk is en die hij aanwijst. Indien de politieambtenaren deel uitmaken van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie, gaat het bevel gezamenlijk uit van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie. De burgemeester of het politiecollege heeft dezelfde bevoegdheid ten aanzien van de politieambtenaren van de lokale politie.

De overheid die het in vorige lid bedoelde bevel wenst te geven is ertoe gehouden de opdrachten waarvoor zij dat bevel noodzakelijk acht, vooraf mee te delen aan de representatieve syndicale organisaties van het personeel voor de politiediensten alsook, in voorkomend geval, aan de erkende syndicale organisatie die de stakingsaanzegging heeft ingediend.

§ 3. De politieambtenaar die geen gevolg geeft aan het bevel van een in § 2 bedoelde overheid wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot een maand en met een geldboete van 100 tot 10 000 frank of met een van die straffen alleen.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op dit misdrijf.

Art. 127. Het statuut van de politieambtenaren waarborgt hun onpartijdigheid.

Zij moeten elke handeling of houding vermeden waardoor dit vermoeden van onpartijdigheid zou kunnen worden aangetast. De politieambtenaren moeten elke willekeur bij hun optreden uitsluiten, door inzonderheid te vermijden dat ze, bij hun wijze van optreden of uit hoofde van de aangelegenheid waarvoor zij optreden, afbreuk doen aan de onpartijdigheid die de burgers van hen mogen verwachten.

De politieambtenaren moeten er zich in alle omstandigheden van onthouden in het openbaar uiting te geven aan hun politieke overtuiging en zich in het openbaar in te laten met politieke activiteiten. Zij mogen geen kandidaat zijn voor een politiek mandaat.

Art. 128. Het statuut van de politieambtenaren waarborgt hun mobiliteit in de federale politie, tussen de verschillende lokale politiediensten, en tussen de laatstgenoemde en de federale politie. Zo worden gelijkwaardige betrekkingen eveneens toegankelijk voor ambtenaren van de federale politie en van de lokale politie die aan de statutaire voorwaarden voldoen.

In dat kader regelt de Koning de voorwaarden waaronder de gemeente, de meergemeentzone, de lokale overheid of de Staat die de kosten voor de indienstneming en de opleiding van een politieambtenaar heeft gedragen, die kosten kan verhalen op de lokale overheid of op de Staat, indien de betrokken ambtenaar, binnen vijf jaar na zijn benoeming, in dienst wordt genomen in een andere lokale politiedienst of in de federale politie.

Art. 129. Het statuut van de politieambtenaren waarborgt de gelijke kansen van mannen en vrouwen in de federale en in de lokale politie.

Onder voorbehoud van de bepalingen betreffende de bescherming van het moederschap die van toepassing zijn op het personeel van het openbaar ambt, zijn de vrouwelijke personeelsleden aan dezelfde arbeidsvoorwaarden onderworpen als het mannelijk personeel dat tot hetzelfde corps behoort.

Art. 130. Le statut des fonctionnaires de police garantit leur intégrité.

Les fonctionnaires de police doivent proscrire tout abus dans l'exercice de leurs missions.

Il est interdit aux membres du personnel de solliciter, d'exiger ou d'accepter, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 131. Le statut des fonctionnaires de police garantit le secret professionnel et comprend un devoir de discrétion.

Il est interdit aux fonctionnaires de police, même après cessation de l'exercice de leur emploi, de révéler des données relatives à la sûreté nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers des autorités, à la prévention et à la répression d'infractions pénales, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen, et particulièrement au droit au respect de la vie privée. Cette interdiction s'applique également aux données relatives à la préparation de toute décision.

Art. 132. Le membre du personnel évite tout comportement, même en dehors de l'exercice de la fonction, qui peut mettre en péril l'exécution des devoirs de l'emploi ou porter atteinte à la dignité de celui-ci.

Les fonctionnaires de police doivent être respectueux du Chef de l'Etat, des autres pouvoirs constitués et des institutions publiques.

Art. 133. Les articles 123, alinéa 2, 124 à 132 s'appliquent aux agents auxiliaires de police. Les articles 125, 126, §§ 1^{er} et 2, 127, alinéas 1^{er} et 2, 128 à 132 s'appliquent aux membres du cadre administratif et logistique.

Section 3. — Des incompatibilités professionnelles

Art. 134. Sans préjudice des incompatibilités prévues dans des lois particulières et sauf lorsque l'intéressé se trouve en non-activité pour convenance personnelle, la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel est incompatible avec l'exercice :

- 1° d'une autre profession;
- 2° d'une fonction, d'une charge ou d'un mandat public;
- 3° d'un mandat ou service, même gratuit, dans les entreprises privées à but lucratif;
- 4° de tout autre mandat ou service dont le ministre de l'Intérieur a constaté l'incompatibilité.

Les membres du personnel ne peuvent, ni directement, ni par personne interposée, exercer aucune espèce de commerce, être gérant d'affaires ni participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de sociétés commerciales ou d'établissements industriels ou commerciaux.

Art. 135. Des dérogations individuelles aux interdictions portées par l'article 134 peuvent être accordées selon le cas par le commissaire général, le bourgmestre ou le collège de police, dans le respect des directives données par le ministre de l'Intérieur, pour des emplois, professions ou occupations accessoires ne compromettant pas l'intérêt du service ni la dignité de l'état de membre du personnel.

L'autorisation doit être préalable et peut être soumise à certaines conditions. Elle est toujours révocable.

Art. 136. § 1^{er}. Les membres du personnel du cadre logistique et administratif ne peuvent, ni directement, ni par personne interposée, exercer aucune occupation qui peut porter atteinte à l'accomplissement de leurs devoirs professionnels ou à la dignité de la fonction.

Le membre du personnel du cadre administratif et logistique communique par écrit et au préalable, selon le cas, au commissaire général, au bourgmestre ou au collège de police l'occupation qu'il entend exercer.

§ 2. Les membres du personnel du cadre logistique et administratif qui sont membres du personnel de la zone pluricommunale ou qui reçoivent une allocation ou un salaire de celle-ci ne peuvent faire partie du conseil de police ou du collège de police ni du conseil communal d'une des communes de la zone pluricommunale.

Section 4. — Dispositions diverses

Art. 137. Les fonctionnaires de police prêtent le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Art. 130. Het statuut van de politieambtenaren waarborgt hun integriteit.

De politieambtenaren moeten elk misbruik bij hun optreden uitsluiten.

Het is de personeelsleden verboden, zelfs buiten hun functies, maar uit dien hoofde, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenpersonen, giften, beloningen of welke voordelen ook te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 131. Het statuut van de politieambtenaren, waarborgt het beroepsgeheim en het bevat een discretieplicht.

Het is de politieambtenaren verboden, zelfs na het beëindigen van hun ambt, die gegevens bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, het voorkomen en bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en vrijheden van de burger, en in het bijzonder op het recht op eerbied voor het privé-leven. Dit verbod geldt bovendien voor gegevens die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen.

Art. 132. Het personeelslid vermijdt elke gedraging, zelfs buiten de uitoefening van het ambt, die het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt strijdig is.

De politieambtenaren moeten eerbied tonen voor het Staatshoofd, de andere gestelde machten en de overheidsinstellingen.

Art. 133. De artikelen 123, tweede lid, 124 tot 132 zijn van toepassing op de hulpagenten van de politie. De artikelen 125, 126, §§ 1 en 2, 127, eerste en tweede lid, 128 tot 132 zijn van toepassing op de leden van het administratief en logistiek kader.

Afdeling 3. — Beroepsverenigbaarheden

Art. 134. Onverminderd de in bijzondere wetten bepaalde onverenigbaarheden en tenzij de betrokkene zich in non-activiteit wegens persoonlijke aangelegenheden bevindt, is de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader onverenigbaar met de uitoefening van :

- 1° een ander beroep;
- 2° een openbaar ambt, een openbare opdracht of een openbaar mandaat;
- 3° een opdracht of een dienst, zelfs als die onbezoldigd is, in particuliere ondernemingen met winstoogmerk;
- 4° elke andere opdracht of dienst waarvan de minister van Binnenlandse Zaken de onverenigbaarheid heeft vastgesteld.

De personeelsleden mogen noch rechtstreeks, noch via een tussenpersoon, enige handel drijven, als zaakwaarnemer optreden, deelnemen aan de leiding, het bestuur van of het toezicht op handelsvennootschappen, nijverheids- of handelsinstellingen.

Art. 135. Individuele afwijkingen van de verbodsbepalingen in artikel 134 kunnen worden toegestaan, naargelang van het geval, door de commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege, binnen het raam van de richtlijnen gegeven door de minister van Binnenlandse Zaken voor bijkomende betrekkingen, beroepen of bezigheden die niet het belang van de dienst schaden, noch afbreuk doen aan de waardigheid van de status van personeelslid.

De toestemming moet vooraf worden verkregen en kan afhankelijk worden gesteld van welbepaalde voorwaarden. Zij kan steeds worden ingetrokken.

Art. 136. § 1. De personeelsleden van het administratief en logistiek kader mogen, noch rechtstreeks, noch via een tussenpersoon, enige bezigheid verrichten die kan schaden aan het vervullen van hun ambtsplichten of die aan de waardigheid van het ambt afbreuk doet.

Het personeelslid van het administratief en logistiek kader meldt voorafgaandelijk en schriftelijk elke bezigheid die het beoogt uit te oefenen aan, naar gelang het geval, de commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege.

§ 2. De personeelsleden van het administratief en logistiek kader die personeelslid zijn van of een toelage of wedde ontvangen van de meergemeentezones, kunnen geen deel uitmaken van de politieraad of het politiecollege, noch van de gemeenteraad van één van de gemeenten van de meergemeentezone.

Afdeling 4. — Diverse bepalingen

Art. 137. De politieambtenaren leggen de hierna volgende eed af : « ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ».

Le Roi détermine l'instance qui reçoit ce serment.

Art. 138. Sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi :

1° les fonctionnaires de police revêtus d'un grade d'officier;

2° les fonctionnaires de police qui exercent les fonctions et qui répondent aux conditions d'ancienneté et de formation arrêtées par le Roi.

Art. 139. La loi organise les relations entre les autorités publiques et les syndicats des fonctionnaires de police, des agents auxiliaires de police ainsi que du personnel du cadre administratif et logistique.

Le statut disciplinaire des fonctionnaires de police, des agents auxiliaires de police, ainsi que du personnel du cadre administratif et logistique est fixé par la loi. Les recours que ces membres du personnel peuvent introduire contre une mesure d'ordre ou une sanction disciplinaire prise par le bourgmestre, le conseil communal, le collège de police et le conseil de police sont organisés par la loi.

Art. 140. Toute évaluation ou communication écrite relative à la manière d'exercer ses missions d'un fonctionnaire de police lui est notifiée avant d'être classée, avec ses observations éventuelles, dans son dossier dont les pièces sont inventoriées.

CHAPITRE II. — Organisation et équipement

Art. 141. Le Roi détermine l'uniforme, les insignes, les cartes de légitimation et autres moyens d'identification.

Il arrête également les normes en matière d'équipement et l'armement des services de police en vue de garantir la compatibilité et la coopération entre les services de police et, si nécessaire, l'opérationnalité d'une intervention commune.

Art. 142. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres les normes d'organisation et de fonctionnement des services de police afin d'assurer un service minimum équivalent à la population.

TITRE V. — L'inspection générale

Art. 143. Il est créé une inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

L'inspection générale est placée sous l'autorité des ministres de l'Intérieur et de la Justice qui sont conjointement compétents pour fixer les principes généraux de son organisation, de son fonctionnement et de son administration générale. La gestion quotidienne de l'inspection générale est confiée au ministre de l'Intérieur. Lorsque le traitement de ces dossiers influence directement la direction générale de la police judiciaire, les services judiciaires ou la gestion de l'information, il y associe le ministre de la Justice conformément aux règles fixées par le Roi, sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice.

Art. 144. L'inspection générale porte sur le fonctionnement de la police fédérale et de la police locale.

Elle inspecte en particulier l'application des lois, règlements, ordres, instructions et directives, ainsi que des normes et standards. Elle examine régulièrement l'efficacité et l'efficacité de la police fédérale et des corps de police locale, sans préjudice des procédures internes à ces services.

Outre les compétences visées à l'article 51, le Roi peut conférer à l'inspection générale des compétences en matière d'évaluation du personnel et de formation.

Art. 145. L'inspection générale agit, soit d'initiative, soit sur ordre du ministre de la Justice ou du ministre de l'Intérieur, soit à la demande des autorités judiciaires et administratives, plus particulièrement des bourgmestres, des gouverneurs, des procureurs généraux, du procureur fédéral, des procureurs du Roi et du Conseil fédéral de police, chacun dans le cadre de ses compétences.

Le commissaire général de la police fédérale peut demander une inspection portant sur la police fédérale. Le chef de corps d'une police locale peut agir de même pour sa police locale.

Sans préjudice des compétences de police judiciaire de ses membres et de l'application de la loi du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements, elle donne suite aux plaintes et dénonciations qu'elle reçoit.

Art. 146. L'inspection générale assure la médiation requise à l'égard des plaintes qui concernent des faits qui ne constituent pas une infraction.

De Koning bepaalt de instantie in de handen van wie de eed wordt afgelegd.

Art. 138. Hebben de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings :

1° de politieambtenaren bekleed met een graad van officier;

2° de politieambtenaren die de ambten uitoefenen en aan de anciënniteits- en opleidingsvoorwaarden voldoen bepaald door de Koning.

Art. 139. De wet regelt de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van de politieambtenaren en de hulpagenten van politie alsook die van het personeel van het administratief en logistiek kader.

De luchtregeling voor de politieambtenaren, voor de hulpagenten van politie en voor het personeel van het administratief en logistiek kader wordt bij wet bepaald. De beroepen die deze personeelsleden kunnen instellen tegen een ordemaatregel of tegen een tuchtstraf die door de burgemeester, de gemeenteraad, het politiecollege en de politieraad werd getroffen, worden bij wet geregeld.

Art. 140. Elke evaluatie of schriftelijk bericht betreffende de wijze waarop een politieambtenaar zijn opdrachten vervult, wordt hem bekendgemaakt vooraleer het, met zijn eventuele bemerkingen, wordt toegevoegd aan zijn dossier waarvan de stukken worden genummerd.

HOOFDSTUK II. — Organisatie en uitrusting

Art. 141. De Koning bepaalt het uniform, de kentekens, de legitimatiekaarten en andere middelen van identificatie.

Hij bepaalt eveneens de normen inzake de uitrusting en de bewapening van de politiediensten, teneinde de compatibiliteit en de samenwerking tussen de politiediensten en, indien nodig, de operationnaliteit van een gezamenlijk optreden te waarborgen.

Art. 142. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de organisatie en werkingsnormen van de politiediensten teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren.

TITEL V. — De algemene inspectie

Art. 143. Er wordt een algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie opgericht.

De algemene inspectie staat onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie, die gezamenlijk de algemene principes inzake haar organisatie, haar werking en haar algemeen beheer vastleggen. Het dagelijks beheer van de algemene inspectie wordt toegewezen aan de minister van Binnenlandse Zaken. Wanneer de behandeling van die dossiers de algemene directie van de gerechtelijke politie, de gerechtelijke diensten of het informatiebeheer rechtstreeks beïnvloedt, betreft hij daar de minister van Justitie bij overeenkomstig de regels die door de Koning op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie worden vastgesteld.

Art. 144. De algemene inspectie heeft betrekking op de werking van de federale politie en van de lokale politie.

Zij controleert in het bijzonder de toepassing van de wetten, verordeningen, bevelen, onderrichtingen en richtlijnen, alsook van de normen en standaarden. Zij onderzoekt regelmatig de efficiëntie en de doeltreffendheid van de federale politie en van de lokale politiekorpsen, onverminderd de interne procedures bij die diensten.

Naast de bevoegdheden bedoeld in artikel 51 kan de Koning aan de algemene inspectie bevoegdheden toekennen inzake de evaluatie en de opleiding van het personeel.

Art. 145. De algemene inspectie handelt hetzij ambtshalve hetzij op bevel van de minister van Justitie of van de minister van Binnenlandse Zaken, hetzij op verzoek van de gerechtelijke en bestuurlijke overheden, meer bepaald de burgemeesters, de gouverneurs, de procureurs-generaal, de federale procureur, de procureurs des Konings en de federale politieraad, ieder in het raam van hun bevoegdheden.

De commissaris-generaal van de federale politie kan om een inspectie in de federale politie verzoeken. De korpschef van een lokaal politiekorps kan zulks eveneens doen voor zijn lokale politiedienst.

Onverminderd de bevoegdheden van gerechtelijke politie van haar leden en de toepassing van de wet van 18 juli 1991 betreffende het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, geeft zij gevolg aan de klachten en aangiften die zij ontvangt.

Art. 146. Voor klachten betreffende feiten die geen misdrijf uitmaken, zorgt de algemene inspectie voor de vereiste bemiddeling.

Art. 147. Pour l'accomplissement de leurs missions d'inspection, les membres de l'inspection générale possèdent un droit d'inspection général et permanent au sein de la police fédérale et de la police locale.

Ils peuvent librement entendre les membres de la police fédérale et de la police locale, pénétrer dans les lieux dans lesquels et pendant le temps où ces fonctionnaires de police y exercent leurs fonctions et consulter sur place et, si nécessaire prendre copie de tous les documents et pièces nécessaires à leur inspection. Lorsque les documents et pièces concernent une information ou une instruction en cours, ils ne peuvent en prendre copie qu'avec l'accord du magistrat compétent.

Art. 148. L'inspection générale soumet les résultats de ses inspections au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Justice, à l'autorité ou à l'instance qui l'a saisie et, lorsque l'inspection porte sur une police locale, également aux bourgmestres compétents.

Si, à l'occasion d'une inspection, sont constatés des faits de nature à entraîner une procédure disciplinaire, l'inspection générale en donne connaissance à l'autorité disciplinaire compétente.

Art. 149. L'inspection générale est dirigée par l'inspecteur général et est composée de fonctionnaires de police de la police fédérale et de la police locale. Ils peuvent se faire assister par du personnel administratif et des experts.

Après avis du conseil fédéral de police, le Roi, sur proposition du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, détermine le cadre, les conditions de désignation à l'inspection générale, le statut du personnel non policier et arrête les règles particulières relatives au statut des fonctionnaires de police de manière à garantir l'indépendance de l'inspection générale à l'égard des services de police. Il arrête les modalités de fonctionnement de l'inspection générale.

L'inspecteur général est désigné à cet emploi par le Roi pour un terme de cinq ans renouvelable une fois sur proposition des ministres de la Justice et de l'Intérieur et après avis motivé du conseil fédéral de police.

Le Roi fixe les conditions et la procédure de désignation à cet emploi, ainsi que la procédure d'évaluation. Il fixe également les modalités de constitution et de fonctionnement de la commission de sélection et de la commission d'évaluation.

TITRE VI. — Modifications de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police

Art. 150. Dans l'article 2 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifié par la loi du 17 novembre 1998, les mots « à la gendarmerie, aux polices communales et à la police judiciaire » sont remplacés par les mots « à la police fédérale et à la police locale ».

Art. 151. Dans l'article 4 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sont revêtus de la qualité d'officier de police administrative :

- les gouverneurs de province;
- les commissaires d'arrondissement;
- les bourgmestres;
- les officiers de la police fédérale et de la police locale. »

Art. 152. Un intitulé dénommé « Section I^{re} — Dispositions générales » est inséré dans le chapitre II de la même loi, avant l'article 5.

Art. 153. A l'article 5 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots « du procureur fédéral, des juges d'instruction, » sont insérés entre les mots « militaires » et « des procureurs »;

2° dans ce même alinéa, le mot « communale » est remplacé par le mot « locale »;

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Conformément à l'article 143ter du Code judiciaire, le ministre de la Justice détermine par directive, en partant des principes de spécialité et de subsidiarité, les missions de police judiciaire qui sont réalisées prioritairement, d'une part, par la police locale, d'autre part, par les services judiciaires et autres services de la police fédérale. »

Art. 147. Voor de uitvoering van hun inspectieopdrachten, beschikken de leden van de algemene inspectie over een algemeen en permanent recht tot inspectie in de federale politie en in de lokale politie.

Zij kunnen de leden van de federale en van de lokale politie vrij horen, mogen de lokalen betreden, waarin en gedurende de tijd dat de betrokken leden hun ambt uitoefenen, ter plaatse alle documenten en stukken die nodig zijn voor hun inspectie, raadplegen en, zo nodig, een kopie ervan maken. Wanneer de documenten en stukken betrekking hebben op een lopend opsporings- of gerechtelijk onderzoek, kunnen zij er enkel een kopie van maken met het akkoord van de bevoegde magistraat.

Art. 148. De algemene inspectie legt de resultaten van haar inspecties voor aan de minister van Justitie en aan de minister van Binnenlandse Zaken, aan de overheid de instantie die haar heeft geëdiëerd, en, wanneer de inspectie betrekking heeft op een lokale politiedienst, tevens aan de bevoegde burgemeesters.

Wanneer, naar aanleiding van een inspectie, feiten werden vastgesteld, die tot een tuchtprocedure aanleiding kunnen geven, geeft zij hiervan kennis aan de bevoegde tuchtrechtelijke overheid.

Art. 149. De algemene inspectie staat onder leiding van de inspecteur-generaal en is samengesteld uit politieambtenaren van de federale politie en van de lokale politie. Zij kunnen zich laten bijstaan door administratief personeel en deskundigen.

Na advies van de federale politieraad stelt de Koning, op voorstel van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, de formatie vast, de voorwaarden van aanwending bij de algemene inspectie, alsook het statuut van het personeel dat niet tot de politie behoort, en bepaalt de bijzondere regels met betrekking tot het statuut van de politieambtenaren zodanig, dat de onafhankelijkheid van de algemene inspectie ten aanzien van de politiediensten wordt gewaarborgd. Hij bepaalt de nadere regels van de werking van de algemene inspectie.

De inspecteur-generaal wordt door de Koning aangewezen voor zijn ambt voor een eenmaal hernieuwbare termijn van vijf jaar, op voorstel van de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken en na gemotiveerd advies van de federale politieraad.

De Koning bepaalt de voorwaarden en procedure om voor dit ambt te worden aangewezen, evenals de evaluatieprocedure. Hij bepaalt eveneens de nadere regels voor de oprichting van de selectiecommissie en van de evaluatiecommissie.

TITEL VI. — Wijzigingen van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt

Art. 150. In artikel 2 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, gewijzigd bij de wet van 17 november 1998 worden de woorden « de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie » vervangen door de woorden « de federale politie en de lokale politie ».

Art. 151. In artikel 4 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Met de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie zijn bekleed :

- de provinciegouverneurs;
- de arrondissementscommissarissen;
- de burgemeesters;
- de officieren van de federale politie en van de lokale politie. »

Art. 152. Een opschrift met als titel « Afdeling 1. — Algemene bepalingen » wordt in hoofdstuk II vóór het artikel 5 van dezelfde wet ingevoegd.

Art. 153. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, tussen het woord « gerechtshof, » en de woorden « van de procureurs », worden de woorden « van de federale procureur, van de onderzoeksrechters » ingevoegd;

2° in hetzelfde lid wordt het woord « gemeentelijke » door het woord « lokale » vervangen;

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Overeenkomstig artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek en uitgaande van de principes van specialiteit en subsidiariteit, bepaalt de minister van Justitie bij richtlijn de opdrachten van gerechtelijke politie die prioritair worden vervuld, enerzijds, door de lokale politie, anderzijds, door de gerechtelijke diensten en andere diensten van de federale politie. »

Art. 154. Après l'article 5 de la même loi, une section 2 et les articles 5/1 à 5/5 sont insérés, rédigés comme suit :

« *Section 2.* — Rapports des services de police avec les autorités

Art. 5/1. Les autorités de police administrative et les services de police doivent se communiquer les renseignements qui leur parviennent au sujet de l'ordre public et qui peuvent donner lieu à des mesures de prévention ou de répression.

Art 5/2. Les services de police informent par rapport spécial les autorités administratives intéressées des événements extraordinaires concernant l'ordre public dont elles ont connaissance.

Pour lui permettre d'assurer ses responsabilités de police administrative, le chef de corps de la police locale, le directeur coordonnateur administratif et le directeur judiciaire de la police fédérale informent le bourgmestre sans délai des faits importants qui sont de nature à troubler la tranquillité, la sécurité ou la salubrité publique dans sa commune.

Le chef de corps de la police locale lui fait rapport sur les problèmes de sécurité dans la commune, sur la réalisation des missions de police administrative sur le territoire de la commune et sur l'exécution passée et prévisible du plan zonal de sécurité.

Le chef de corps de la police locale l'informe en outre préalablement des initiatives que la police locale compte prendre sur le territoire de la commune et qui ont une influence sur la politique communale de sécurité.

Le directeur coordonnateur administratif informe le bourgmestre préalablement de toutes les initiatives qu'il compte prendre dans le cadre de ses compétences sur le territoire de la commune, et qui ont une influence sur la politique communale de sécurité. Il lui fait en outre rapport sur la réalisation des missions de police administrative dont il assume la coordination et qui concernent le territoire de sa commune.

Le directeur du service judiciaire déconcentré informe préalablement le directeur coordonnateur administratif et le bourgmestre de toutes les opérations que l'unité judiciaire entreprend sur le territoire de la commune et qui sont de nature à troubler la tranquillité publique.

Art. 5/3. Pour la réalisation des missions de police judiciaire, des rapports de service réguliers sont entretenus :

1° avec le procureur du Roi, par le chef de corps de la police locale et par le directeur judiciaire et, dans les cas visés à l'article 104 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, par le directeur coordonnateur administratif de la police fédérale;

2° avec les procureurs généraux, le collège des procureurs généraux et le procureur fédéral, par le commissaire général et les directeurs généraux de la police fédérale.

Art. 5/4. Chaque fois qu'ils en acquièrent connaissance, les services de police informent, par rapport spécial, les autorités militaires territoriales de tout ce qui peut porter atteinte à la sûreté des forces armées, de toute propagande incitant les militaires à l'indiscipline, de même que de tous les incidents auxquels ceux-ci sont mêlés.

Art. 5/5. Dans les territoires en état de siège, lorsque les pouvoirs dont l'autorité civile est revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police sont exercés par l'autorité militaire, celle-ci peut, en vue de réaliser cette mission, adresser aux services de police les réquisitions nécessitées par les circonstances. »

Art. 155. A l'article 6 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ordres, instructions et réquisitions » sont remplacés par les mots « ordres, instructions, réquisitions et directives »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

3° l'article, ainsi modifié, devient l'article 5/6 de la même loi.

Art. 156. L'article 7 de la même loi en devient l'article 6.

Art. 157. Après l'article 6 de la même loi, une section 3 intitulée « Coordination et direction des opérations » est insérée.

Art. 158. L'article 8 de la même loi, modifié comme suit, en devient l'article 7 :

1° les mots « sauf accord exprès conclu avec d'autres services de police » sont remplacés par les mots « sauf lorsque la direction est confiée à un fonctionnaire de police d'un autre corps de police sur la base d'un accord exprès ou d'une disposition légale »;

Art. 154. Na artikel 5 van dezelfde wet worden een afdeling 2 en de artikelen 5/1 tot 5/5 luidend als volgt, ingevoegd :

« *Afdeling 2.* — Betrekkingen van de politiediensten met de overheden

Art. 5/1. De overheden van bestuurlijke politie en de politiediensten moeten elkaar de hen toegekomen inlichtingen betreffende de openbare orde mededelen, die tot preventieve of beteugelende maatregelen aanleiding kunnen geven.

Art. 5/2. De politiediensten moeten bij bijzonder verslag de betrokken bestuurlijke overheden informeren over de buitengewone gebeurtenissen betreffende de openbare orde waarvan zij kennis hebben.

Om de burgemeester in staat te stellen zijn verantwoordelijkheden van bestuurlijke politie uit te oefenen, informeren de korpschef van de lokale politie, de bestuurlijke directeur-coördinator en de gerechtelijke directeur van de federale politie hem onverwijld over de gewichtige feiten die de openbare rust, veiligheid of gezondheid in de gemeente kunnen verstoren.

De korpschef van de lokale politie brengt bij hem verslag uit over de veiligheidsproblemen in de gemeente, over de vervulling van de opdrachten van bestuurlijke politie op het grondgebied van de gemeente en over de gedane en voorziene uitvoering van het zonaal veiligheidsplan.

De korpschef van de lokale politie informeert hem bovendien voorafgaandelijk over de initiatieven die de lokale politie overweegt te nemen op het grondgebied van de gemeente en die een invloed hebben op het gemeentelijk veiligheidsbeleid.

De bestuurlijke directeur-coördinator informeert voorafgaandelijk de burgemeester over alle initiatieven die hij wil ondernemen in het kader van zijn bevoegdheden op het grondgebied van de gemeente, en die een invloed hebben op het gemeentelijk veiligheidsbeleid. Hij brengt hem bovendien verslag uit over het vervullen van de opdrachten van bestuurlijke politie, waarvan hij de coördinatie waarneemt en die betrekking hebben op het grondgebied van zijn gemeente.

De directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst informeert voorafgaandelijk de bestuurlijke directeur-coördinator en de burgemeester over alle operaties die de gerechtelijke eenheid onderneemt op het grondgebied van de gemeente en die van aard zijn om de openbare rust te verstoren.

Art. 5/3. Voor het vervullen van de opdrachten van gerechtelijke politie worden geregelde dienstbetrekkingen onderhouden :

1° met de procureur des Konings, door de korpschef van de lokale politie en door de gerechtelijke directeur en in de gevallen bedoeld in artikel 104 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, de bestuurlijke directeur-coördinator van de federale politie;

2° met de procureurs-generaal, met het college van procureurs-generaal en met de federale procureur door de commissaris-generaal en de directeurs-generaal van de federale politie.

Art. 5/4. Telkens zij er kennis van krijgen, brengen de politiediensten de territoriale militaire overheden, bij bijzonder verslag, op de hoogte van alles wat de veiligheid van de strijdkrachten kan schaden, van alle propaganda waarbij de militairen tot tuchteloosheid worden aangezet, alsook van alle voorvallen waarbij militairen betrokken zijn.

Art. 5/5. In de gebieden in staat van beleg, wanneer de macht waarmede de burgerlijke overheden voor de handhaving van de orde en van de politie bekleed zijn, door de militaire overheid wordt uitgeoefend, kan deze, met het oog op het vervullen van die opdracht, de door de omstandigheden geboden vorderingen aan de politiediensten richten. »

Art. 155. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de onderrichtingen, vorderingen en bevelen » vervangen door de woorden « de bevelen, onderrichtingen, vorderingen en richtlijnen »;

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven;

3° dit artikel, zo gewijzigd, wordt artikel 5/6 van dezelfde wet.

Art. 156. Artikel 7 van dezelfde wet wordt artikel 6.

Art. 157. Na artikel 6 van dezelfde wet wordt een afdeling 3 ingevoegd met als titel « Coördinatie en leiding van de operaties ».

Art. 158. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd als volgt, wordt artikel 7 :

1° de woorden « behoudens uitdrukkelijke overeenkomsten die met andere politiediensten worden aangegaan » worden vervangen door de woorden « behalve wanneer een politieambtenaar van een ander politiekorps wordt belast met de leiding op basis van een uitdrukkelijk akkoord of van een wetsbepaling »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cet accord n'est pas nécessaire lorsque l'autorité judiciaire a, en exécution des articles 28ter, § 4, ou 56, § 3, du Code d'instruction criminelle, chargé dans une enquête particulière plusieurs services de police de missions de police judiciaire et a désigné l'un d'entre eux pour la direction opérationnelle de cette enquête. »

Art. 159. Les articles 7/1 à 7/5, rédigés comme suit, sont insérés après l'article 7 de la même loi :

« Art. 7/1. A l'exception des missions visées à l'article 102 de la loi du 7 décembre 1998 portant organisation d'un service de police intégré, structuré à deux niveaux, la coordination et la direction opérationnelles des missions de police dont l'exécution s'étend sur le territoire de plus d'une zone de police sont confiées :

1° en cas d'intervention conjointe sur la base d'un accord de différents corps de police locale, au chef de corps de la police locale désigné à cet effet par le ou les bourgmestres concernés;

2° en cas d'intervention conjointe de différents corps de police locale et de la police fédérale, y compris lorsque celle-ci intervient sur réquisition, au directeur coordonnateur administratif;

3° pour l'exécution, par une police locale, d'une réquisition du ministre de l'Intérieur visée à l'article 64 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, au directeur coordonnateur administratif.

Les conseils zonaux de sécurité peuvent organiser les missions prévues au 1° par des protocoles.

Dans les cas visés au 2° et 3°, la coordination et la direction opérationnelle peuvent être confiées à un chef de corps local désigné à cet effet si les autorités de police locales et fédérales concernées le décident conjointement.

Art. 7/2. A l'exception des missions visées à l'article 102 de la loi du 7 décembre 1998 portant organisation d'un service de police intégré, structuré à deux niveaux, la coordination et la direction opérationnelles des missions de police dont l'exécution est limitée au territoire d'une zone de police, sont confiées au chef de corps de la police locale.

La coordination et la direction opérationnelles sont cependant confiées au directeur coordonnateur administratif dans les cas suivants :

1° lorsqu'il donne suite à la demande du chef de corps de la police locale d'assurer cette mission;

2° lorsque la police fédérale intervient d'initiative ou sur ordre du ministre de l'Intérieur pour l'exécution de missions supralocales et que celui-ci décide, au vu des circonstances propres à cette intervention, de confier cette fonction au directeur coordonnateur administratif. Cette décision est prise, sauf urgence, après concertation avec le bourgmestre;

3° lorsque la police fédérale ou une police locale intervient dans le cadre d'une réquisition visée respectivement aux articles 43 et 64 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et que le ministre de l'Intérieur a décidé de confier ces fonctions au directeur coordonnateur administratif

Art. 7/3. La coordination et la direction opérationnelles d'une mission à caractère fédéral au sens de l'article 61 de la loi du 7 décembre 1998 portant organisation d'un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et qui exige l'intervention conjointe d'un ou plusieurs corps de police locale et de la police fédérale, sont assurées par le niveau de police désigné dans la directive.

La coordination et la direction opérationnelles d'une mission à caractère fédéral dans la circonstance visée à l'article 63 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont cependant assurées par le directeur coordonnateur administratif sauf en cas de décision contraire des ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Art. 7/4. En vue de l'exécution des missions visées aux articles 7/1, 7/2 et 7/3, le directeur coordonnateur administratif reçoit à sa demande tout renseignement utile de la part des supérieurs des corps de police locale concernés.

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, is dat akkoord niet noodzakelijk, wanneer de gerechtelijke overheid, in uitvoering van de artikelen 28ter, § 4 of 56, § 3, van het Wetboek van Strafvordering, in een bepaald onderzoek verscheidene politiediensten heeft belast met opdrachten van gerechtelijke politie en de operationele leiding van dat onderzoek aan één onder hen heeft toegewezen. »

Art. 159. De artikelen 7/1 tot 7/5 luidend als volgt, worden ingevoegd na artikel 7 van dezelfde wet :

« Art. 7/1. Met uitzondering van de opdrachten bedoeld bij artikel 102 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden de operationele coördinatie en leiding van de opdrachten van politie waarvan de uitvoering zich uitstrekt over het grondgebied van meer dan een politiezone, als volgt toevertrouwd :

1° in geval van gezamenlijk optreden op basis van een akkoord tussen verschillende lokale politiekorpsen, aan een korpschef van de lokale politie, die hiervoor wordt aangewezen door de betrokken burgemeester of burgemeesters;

2° in geval van gezamenlijk optreden van verschillende lokale politiekorpsen en van de federale politie, met inbegrip wanneer deze laatste tussenkomt na vordering, aan de bestuurlijke directeur-coördinator;

3° voor de uitvoering, door een lokale politie, van een vordering door de minister van Binnenlandse Zaken bedoeld bij artikel 64 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, aan de bestuurlijke directeur-coördinator.

De zonale veiligheidsraden kunnen de onder 1° bepaalde opdrachten organiseren bij middel van protocollen.

In de gevallen bedoeld in 2° en 3°, kan de operationele coördinatie en leiding worden toevertrouwd aan een daartoe aangeduide lokale korpschef indien de betrokken lokale en federale politieoverheden dit samen beslissen.

Art. 7/2. Met uitzondering van de opdrachten bedoeld bij artikel 102 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden de operationele coördinatie en leiding van de opdrachten van politie waarvan de uitvoering beperkt is tot het grondgebied van één politiezone, toevertrouwd aan de korpschef van de lokale politie.

De operationele coördinatie en leiding worden evenwel toevertrouwd aan de bestuurlijke directeur-coördinator in de volgende gevallen :

1° wanneer hij gevolg geeft aan het verzoek van de korpschef van de lokale politie, om deze opdracht waar te nemen;

2° wanneer de federale politie ambtshalve of op bevel van de minister van Binnenlandse Zaken optreedt bij de uitvoering van bovenlokale opdrachten, en deze laatste, gelet op de specifieke omstandigheden van deze tussenkomst, beslist deze functie toe te vertrouwen aan de bestuurlijke directeur-coördinator. Deze beslissing wordt, behoudens in geval van hoogdringendheid, genomen is overleg met de burgemeester;

3° wanneer de federale politie of een lokale politie tussenkomt in het kader van een vordering, respectievelijk bedoeld bij de artikelen 43 en 64 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en dat de minister van Binnenlandse Zaken heeft beslist deze functies aan de bestuurlijke directeur-coördinator toe te vertrouwen.

Art. 7/3. De operationele coördinatie en leiding van een opdracht van federale aard in de zin van artikel 61 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en die het gezamenlijk optreden van één of verschillende lokale politiekorpsen en de federale politie vereist, worden uitgeoefend door het politieniveau dat in de richtlijn is aangewezen.

Behoudens andersluidende beslissing van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie worden de operationele coördinatie en leiding van een opdracht van federale aard in de omstandigheid bedoeld bij artikel 63 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, evenwel uitgeoefend door de bestuurlijke directeur-coördinator.

Art. 7/4. Met het oog op de uitvoering van de opdrachten bedoeld bij de artikelen 7/1, 7/2 en 7/3, ontvangt de bestuurlijke directeur-coördinator op zijn vraag elke nuttige inlichting vanwege de oversten van de betrokken lokale politiekorpsen.

Art. 7/5. Le commandant de tout détachement des forces armées appelé à intervenir avec un service de police est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont adressées par le fonctionnaire de police qui a la direction des opérations.

Bien que le fonctionnaire de police ait la direction des opérations, le commandant du détachement des forces armées conserve le commandement de son détachement.

L'usage des armes par les personnes qui n'appartiennent pas à la police est, dans ce cas, régi conformément à l'article 38, 1° et 3°.

Art. 160. Une section 4, comprenant les articles 8 à 8/8, et rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre II de la même loi :

« *Section 4. — Des réquisitions*

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 8. Toute réquisition doit être écrite, mentionner la disposition légale en vertu de laquelle elle est faite, en indiquer l'objet, être datée, et porter les nom et qualité ainsi que la signature de l'autorité requérante.

En cas d'urgence, les services de police peuvent être requis par tout moyen de communication. Cette réquisition doit être confirmée le plus rapidement possible dans les formes prévues par l'alinéa précédent.

Art. 8/1. Pour l'exécution des réquisitions adressées aux services de police, les autorités compétentes, sans s'immiscer dans l'organisation du service, précisent l'objet de la réquisition et peuvent faire des recommandations et donner des indications précises sur les moyens à mettre en uvre et les ressources à utiliser.

Lorsqu'il est impossible de se conformer à ces recommandations et indications précises parce que leur exécution porterait atteinte à la réalisation d'autres missions de police, l'autorité requérante en est informée dans les meilleurs délais. A cette occasion, les circonstances particulières qui rendent impossible le respect de ces recommandations et indications précises sont mentionnées. Cette disposition ne dispense pas les services de police de l'obligation d'exécuter les réquisitions.

Art. 8/2. La police requise ne peut discuter l'opportunité de la réquisition. Elle doit l'exécuter. Cependant, si la réquisition lui paraît manifestement illégale, elle ne peut pas l'exécuter. Dans ce cas, elle en informe par écrit sans délai l'autorité requérante en indiquant les motifs.

Art. 8/3. Les effets de la réquisition cessent lorsqu'elle est exécutée ou lorsque l'autorité requérante signifie par écrit ou verbalement la levée de la réquisition au chef de corps de la police qui avait été requise ou au chef de l'unité chargée d'exécuter la réquisition.

Sous-section 2. — Réquisitions de police administrative

Art. 8/4. Les opérations nécessaires à l'exécution des réquisitions de police administrative sont menées sous la direction d'un fonctionnaire de police revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire.

Le service de police requis détermine l'organisation du service ainsi que la nature et, sans préjudice de l'article 64, alinéa 4, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'importance des moyens à mettre en œuvre afin d'exécuter la réquisition et de donner suite aux recommandations et indications de l'autorité requérante. Si la coordination et la direction opérationnelles est confiée à un chef de corps de la police locale en exécution des articles 7/1 ou 7/2, le responsable du service de police requis se concerta à cet effet préalablement avec le chef de corps concerné.

Les supérieurs compétents de la police requise, sans s'immiscer dans le déroulement des opérations de police administrative, coordonnent, apportent le soutien nécessaire et contrôlent la réalisation des missions effectuées à la suite d'une réquisition. Ces mesures sont portées à la connaissance des autorités requérantes par l'intermédiaire du supérieur de la police requise.

Au cours de l'exécution d'une réquisition de police administrative, le fonctionnaire de police visé à l'alinéa 1^{er} doit se maintenir en liaison avec l'autorité administrative requérante et l'informer, sauf en cas de force majeure, des moyens d'action qu'il se propose de mettre en œuvre.

De son côté, l'autorité requérante doit transmettre à ce fonctionnaire de police toutes les informations utiles à la réalisation de sa mission.

Art. 7/5. De commandant van elk detachement van de krijgsmacht die samen met de politie moet optreden, is verplicht de instructies in acht te nemen, welke aan hem worden gericht door de politieambtenaar die de leiding heeft van de operaties.

Hoewel de politieambtenaar de leiding van de operaties heeft, behoudt de commandant van het detachement van de krijgsmacht het bevel over zijn detachement.

Het gebruik van wapens door de personen die niet tot de politie behoren, wordt in dat geval geregeld overeenkomstig artikel 38, 1° en 3°.

Art. 160. Een afdeling 4, bevattende de artikelen 8 tot 8/8 en luidend als volgt, wordt ingevoegd in hoofdstuk 11 van dezelfde wet :

« *Afdeling 4. — De vorderingen*

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 8. Iedere vordering moet schriftelijk geschieden en moet de wetbepaling vermelden krachtens welke zij wordt verricht, alsmede het voorwerp; zij moet gedateerd zijn en de naam en hoedanigheid, alsook de handtekening van de vorderende overheid dragen.

In spoedeisende gevallen kunnen de politiediensten met om het even welk communicatiemiddel worden gevorderd. Die vordering moet zo snel mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald bij het vorige lid.

Art. 8/1. Ter uitvoering van de aan de politiediensten gerichte vorderingen verduidelijken de bevoegde overheden, zonder zich te mengen in de organisatie van de dienst, het onderwerp van de vordering en kunnen zij aanbevelingen en precieze aanwijzingen geven omtrent de middelen die moeten worden ingezet en die moeten worden aangewend.

Wanneer het niet mogelijk is gevolg te geven aan die aanbevelingen en precieze aanwijzingen omdat hun uitvoering de vervulling van andere politieopdrachten in het gedrang zou brengen, wordt de vorderende overheid hiervan zo spoedig mogelijk ingelicht. Daarbij worden de bijzondere omstandigheden die het opvolgen van die aanbevelingen en precieze aanwijzingen onmogelijk maken, vermeld. Deze bepaling ontheft de politiediensten niet van de verplichting om de vorderingen uit te voeren.

Art. 8/2. De gevorderde politie mag over de gepastheid van de vordering niet oordelen. Zij moet ze uitvoeren. Indien de vordering haar evenwel als kennelijk onwettelijk voorkomt, mag zij ze niet uitvoeren. In dat geval licht zij schriftelijk de vorderende overheid daarvan onverwijld in met opgave van de redenen.

Art. 8/3. De werking van de vordering houdt op wanneer ze is uitgevoerd of wanneer de vorderende overheid de opheffing van de vordering, schriftelijk of mondeling, aan de chef van het gevorderde politiekorps of aan de chef van de met de uitvoering van de vordering belaste eenheid, ter kennis brengt.

Onderafdeling 2. — Vorderingen van bestuurlijke politie

Art. 8/4. De operaties die nodig zijn voor de uitvoering van de vorderingen van bestuurlijke politie, worden uitgevoerd onder de leiding van een politieambtenaar die bekleed is met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

De gevorderde politiedienst bepaalt de organisatie van de dienst alsook de aard en, onverminderd artikel 64, vierde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, de omvang van de aan te wenden middelen, teneinde de vordering uit te voeren en gevolg te geven aan de aanbevelingen en aanwijzingen van de vorderende overheid. Indien de coördinatie en de operationele leiding in uitvoering van de artikelen 7/1 of 7/2 is toevertrouwd aan een korpschef van de lokale politie, dan zal de verantwoordelijke van de gevorderde politiedienst hieromtrent met de betrokken korpschef vooraf overleg plegen.

Zonder zich in te laten met het verloop van de operaties van bestuurlijke politie, zorgen de bevoegde oversten van de gevorderde politie voor de coördinatie, verschaffen zij de nodige steun en controleren zij de vervulling van de opdrachten verricht ten gevolge van een vordering. Deze maatregelen worden, door tussenkomst van de overste van de gevorderde politie, ter kennis gebracht van de vorderende overheden.

Gedurende de uitvoering van een vordering van bestuurlijke politie, moet de in het eerste lid bedoelde politieambtenaar contact blijven houden met de vorderende bestuurlijke overheid en die, behoudens in geval van overmacht, op de hoogte brengen van de middelen die hij voornemens is aan te wenden.

De vorderende overheid, van haar kant, moet die politieambtenaar alle inlichtingen verstrekken, die nuttig zijn voor het vervullen van zijn opdracht.

Art. 8/5. Dans le cas visé à l'article 8/1, alinéa 2, le ministre de l'Intérieur peut, à la demande de l'autorité requérante, donner l'ordre à la police fédérale de se conformer à ces recommandations et indications précises.

Sous-section 3. — Réquisitions de police judiciaire

Art. 8/6. Les dispositions du Code d'instruction criminelle, notamment les articles 28ter, § 3, et 56, § 2, s'appliquent aux réquisitions de police judiciaire adressées aux services de police.

Les opérations nécessaires à l'exécution des réquisitions de police judiciaire sont menées, sous leur direction, par les fonctionnaires de police qui ont la qualité d'officier de police judiciaire.

Les fonctionnaires de police visés à l'alinéa précédent déterminent l'organisation du service ainsi que la nature et l'importance des moyens à mettre en œuvre afin d'exécuter la réquisition et de donner suite aux recommandations et indications précises de l'autorité requérante.

Les supérieurs compétents de la police requise, sans s'immiscer dans le déroulement des enquêtes judiciaires, coordonnent, apportent le soutien nécessaire et contrôlent la réalisation des missions effectuées à la suite d'une réquisition. Ces mesures sont portées à la connaissance des autorités judiciaires requérantes par l'intermédiaire du supérieur de la police requise.

La confirmation visée à l'article 8, alinéa 2, d'une réquisition de police judiciaire peut résulter du procès-verbal établi par le fonctionnaire de police qui aura exécuté cette réquisition.

Art. 8/7. Lorsque la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale ne dispose pas des effectifs et des moyens nécessaires pour exécuter simultanément les réquisitions de différentes autorités judiciaires, le procureur fédéral, ou par délégation, le magistrat fédéral visé à l'article 47quater du Code d'instruction criminelle, décide, après concertation avec le directeur général de cette direction générale, quelle réquisition est exécutée prioritairement.

Art. 8/8. Dans le cas visé à l'article 8/1, alinéa 2, lors de l'exécution d'une réquisition par la police fédérale, le ministre de la Justice peut, à l'initiative du procureur fédéral ou, par délégation, du magistrat fédéral visé à l'article 8/7, lui donner l'ordre de se conformer aux recommandations et indications précises de l'autorité judiciaire requérante. »

Art. 161. Dans la même loi, la division sous la forme d'un chapitre III intitulé « Coordination de la politique en matière de police et de la gestion des services de police » est remplacée par une division sous la forme d'une section 5 intitulée « Mesures de concertation et de coordination ».

Art. 162. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Dans chaque province, ainsi que dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, une concertation est organisée entre le procureur général près la cour d'appel, le gouverneur, les directeurs coordonnateurs administratifs ou leurs délégués, les directeurs judiciaires ou leurs délégués et des représentants des polices locales. Cette concertation vise à stimuler les conseils zonaux de sécurité. Les avis formulés au niveau de la concertation provinciale sont portés à la connaissance des conseils zonaux de sécurité et des autorités fédérales. Des experts peuvent être invités à participer aux réunions.

Par arrondissement judiciaire est organisée une concertation de recherche entre le directeur coordonnateur administratif ou son délégué, le directeur du service judiciaire déconcentré ou son délégué, des représentants des polices locales et le procureur du Roi, sous la direction de ce dernier. Cette concertation porte essentiellement sur la coordination des missions de police judiciaire et sur l'organisation de l'échange de l'information. Le ministre de la Justice détermine les modalités de cette concertation de recherche. »

Art. 163. A l'article 10 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les §§ 1^{er} à 3 sont abrogés;

2° la division en paragraphes est abrogée de sorte que le § 4, inséré par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie devient l'alinéa unique.

Art. 8/5. In het bij artikel 8/1, tweede lid, bedoeld geval, kan de minister van Binnenlandse Zaken, op verzoek van de vorderende overheid, aan de federale politie het bevel geven zich te schikken naar de aanbevelingen en precieze aanwijzingen van die overheid.

Onderafdeling 3. — Vorderingen van gerechtelijke politie

Art. 8/6. Op de aan de politiediensten gerichte vorderingen van gerechtelijke politie zijn de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering, inzonderheid de artikelen 28ter, § 3, en 56, § 2, van toepassing.

De operaties die nodig zijn voor de uitvoering van de vorderingen van gerechtelijke politie worden uitgevoerd onder de leiding van politieambtenaren die de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben.

De in het vorige lid vermelde politieambtenaren bepalen de organisatie van de dienst en de aard en de omvang van de aan te wenden middelen, teneinde de vordering uit te voeren en gevolg te geven aan de aanbevelingen en aan de precieze aanwijzingen van de vorderende overheid.

Zonder zich in te laten met het verloop van gerechtelijke onderzoeken, zorgen de bevoegde oversten van de gevorderde politie voor de coördinatie, verschaffen zij de nodige steun en controleren zij de vervulling van de opdrachten verricht ten gevolge van een vordering. Deze maatregelen worden, door tussenkomst van de overste van de gevorderde politie, ter kennis gebracht van de vorderende gerechtelijke overheden.

De in artikel 8, tweede lid, bedoelde bevestiging van een vordering van gerechtelijke politie kan blijken uit het proces-verbaal, opgesteld door de politieambtenaar die deze vordering heeft uitgevoerd.

Art. 8/7. Indien de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie niet over het vereiste personeel en de nodige middelen beschikt om gelijktijdig de vorderingen van verschillende gerechtelijke overheden uit te voeren, beslist de federale procureur, of bij delegatie de bij artikel 47quater van het Wetboek van Strafvordering bedoelde, federale magistraat, na overleg met de directeur-generaal van deze algemene directie, aan welke vordering bij voorrang gevolg wordt gegeven.

Art. 8/8. In het bij artikel 8/1, tweede lid, bedoeld geval, en ter uitvoering, door de federale politie, van een vordering, kan de minister van Justitie, op initiatief van de federale procureur, of bij delegatie, van de in het artikel 8/7 bedoelde, federale magistraat, aan de federale politie het bevel geven zich te schikken naar de aanbevelingen en precieze aanwijzingen van de vorderende gerechtelijke overheid. »

Art. 161. In dezelfde wet wordt de indeling in een hoofdstuk III met als opschrift « Coördinatie van het politiebeleid en van het beheer van de politiediensten » vervangen door een indeling in een afdeling 5 met als opschrift « Maatregelen tot overleg en coördinatie ».

Art. 162. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. In elke provincie, alsook in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, wordt een overleg georganiseerd tussen de procureur-generaal bij het hof van beroep, de gouverneur, de bestuurlijke directeurs-coördinator of hun gemachtigden, de gerechtelijke directeurs of hun gemachtigden en vertegenwoordigers van de lokale politiediensten. Dit overleg heeft tot doel de zonale veiligheidsraden te stimuleren. De op het vlak van het provinciaal overleg uitgebrachte adviezen worden ter kennis gebracht van de zonale veiligheidsraden en van de federale overheden. Deskundigen kunnen worden uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen.

Per gerechtelijk arrondissement wordt een rechercheoverleg georganiseerd tussen de bestuurlijke directeur-coördinator of zijn gemachtigde, de directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst of zijn gemachtigde, vertegenwoordigers van de lokale politiediensten en de procureur des Konings, onder leiding van deze laatste. Dit overleg heeft hoofdzakelijk betrekking op de coördinatie van de opdrachten van gerechtelijke politie en op de organisatie van de uitwisseling van de informatie. De minister van Justitie bepaalt de nadere regels inzake dit rechercheoverleg. »

Art. 163. In artikel 10 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de §§ 1 tot en met 3 worden opgeheven;

2° de indeling in paragrafen wordt opgeheven, zodat § 4, ingevoegd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht het enige lid wordt.

Art. 164. Dans la même loi, après l'article 10, est insérée une section 6 comprenant les articles 11 à 13 intitulée :

« Section 6. — Des compétences de police administrative ».

Art. 165. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Sans préjudice des compétences qui leur sont attribuées par ou en vertu de la loi, le ministre de l'Intérieur et le gouverneur exercent à titre subsidiaire les attributions du bourgmestre ou des institutions communales lorsqu'ils manquent, volontairement ou non, à leurs responsabilités, lorsque les troubles à l'ordre public s'étendent au territoire de plusieurs communes, ou lorsque, bien que l'événement ou la situation soit localisée dans une seule commune, l'intérêt général exige leur intervention.

Les compétences visées à l'alinéa premier concernent les mesures de police administrative au sens de l'article 3, 1°, à l'exclusion de celles qui font l'objet de l'article 42 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. »

Art. 166. A l'article 14 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « la gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « les services de police »;

2° dans les alinéas 2 et 3, le mot « Elles » est remplacé par le mot « Ils »;

3° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 167. Dans l'article 15 de la même loi les mots « la gendarmerie, la police communale et la police judiciaire près les parquets » sont remplacés par les mots « les services de police ».

Art. 168. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 15bis. La police fédérale et la police locale remplissent les missions déterminées dans la présente sous-section conformément à l'article 3 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. »

Art. 169. A l'article 16 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la première phrase de l'alinéa 1^{er}, les mots « La gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « Les services de police »;

2° dans la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er}, le mot « Elles » est remplacé par le mot « Ils »;

3° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 170. Dans l'article 16bis de la même loi, introduit par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, les mots « la gendarmerie » sont remplacés par les mots « la police fédérale ».

Art. 171. Dans l'article 16ter de la même loi, introduit par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, les mots « la gendarmerie » sont remplacés par les mots « la police fédérale ».

Art. 172. Dans l'article 16quater de la même loi, introduit par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, les mots « la gendarmerie » sont remplacés par les mots « la police fédérale ».

Art. 173. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, les mots « la gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « les services de police ».

Art. 174. Aux articles 18, 19 et 20 de la même loi, sont chaque fois apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « La gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « Les services de police »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Les services de police » sont remplacés par le mot « Ils ».

Art. 164. In dezelfde wet wordt na artikel 10 een afdeling 6 ingevoegd, bestaande uit de artikelen 11 tot en met 13 en waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Afdeling 6. — De bevoegdheden inzake bestuurlijke politie ».

Art. 165. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. Onverminderd de bevoegdheden die hun zijn toegekend door of krachtens de wet, oefenen de minister van Binnenlandse Zaken en de gouverneur de bevoegdheden van de burgemeester of van de gemeentelijke instellingen in subsidiaire orde uit wanneer deze, al dan niet vrijwillig, hun verantwoordelijkheden niet nakomen, wanneer de verstoring van de openbare orde zich uitstrekt over het grondgebied van verscheidene gemeenten of, wanneer, ook al is de gebeurtenis of de situatie slechts in een enkele gemeente gelokaliseerd, het algemeen belang hun tussenkomst vereist.

De bij het eerste lid bedoelde bevoegdheden betreffen maatregelen van bestuurlijke politie in de zin van artikel 3, 1°, behalve diegene die het voorwerp uitmaken van artikel 42 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. »

Art. 166. In artikel 14 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « de politiediensten »;

2° in het tweede en derde lid van de Franse tekst wordt het woord « Elles » vervangen door het woord « Ils »;

3° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 167. In artikel 15 van dezelfde wet, worden de woorden « de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten » vervangen door de woorden « de politiediensten ».

Art. 168. Een artikel 15bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 15bis. De federale en de lokale politie vervullen de in deze onderafdeling bepaalde opdrachten overeenkomstig artikel 3 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. »

Art. 169. In artikel 16 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin van het eerste lid worden de woorden « De rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « De politiediensten »;

2° in de Franse tekst van de tweede zin van het eerste lid, wordt het woord « Elles » vervangen door het woord « Ils »;

3° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 170. In artikel 16bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, worden de woorden « de rijkswacht » vervangen door de woorden « de federale politie ».

Art. 171. In artikel 16ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, worden de woorden « de rijkswacht » vervangen door de woorden « de federale politie ».

Art. 172. In artikel 16quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, worden de woorden « de rijkswacht » vervangen door de woorden « de federale politie ».

Art. 173. In artikel 17, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, worden de woorden « de rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « de politiediensten ».

Art. 174. In de artikelen 18, 19 en 20 van dezelfde wet, worden telkens de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden.. De rijkswacht en de gemeentepolitie vervangen door de woorden « De politiediensten »;

2° in het tweede lid worden de woorden « De politiediensten » vervangen door het woord « Zij ».

Art. 175. A l'article 21 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie les mots « La gendarmerie et la police communale », sont remplacés par les mots « Les services de police »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Les services de police » sont remplacés par le mot « Ils ».

Art. 176. A l'article 22 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « La gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « Les services de police »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « La gendarmerie et la police communale » sont remplacés par le mot « Ils »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « la gendarmerie » et les mots « ou le chef de corps de la police communale concernée » sont respectivement remplacés par les mots « la police fédérale » et les mots « et le chef de corps de la police locale concernée. »

Art. 177. A l'article 23 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 3, les mots « la police communale » sont remplacés par les mots « la police locale », et le paragraphe est complété par les mots suivants : « sans préjudice de l'application des articles 61 et 62 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux »;

2° dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots « La gendarmerie assure » sont remplacés par les mots « La police fédérale et, dans les circonstances prévues aux articles 61 et 62 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, la police locale assurent »;

3° dans le § 4, alinéa 2, les mots « elle assure » sont remplacés par « elles assurent »;

4° dans le § 5, les mots « La gendarmerie » sont remplacés par les mots « La police fédérale ».

Art. 178. Dans l'article 24 de la même loi, les mots « La gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « Les services de police ».

Art. 179. A l'article 25 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire près les parquets » sont supprimés;

2° dans l'alinéa 2, les mots « être confiés aux fonctionnaires précités » sont remplacés par les mots « leur être confiés »;

3° entre l'alinéa deux et l'alinéa trois un alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Les autorités judiciaires peuvent confier aux fonctionnaires de police des enquêtes en matière disciplinaire. »;

4° dans l'alinéa trois, qui devient l'alinéa quatre, les mots « la gendarmerie et la police communale » sont remplacés par les mots « les services de police ».

Art. 180. A l'article 26 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « La gendarmerie la police communale » sont remplacés par les mots « Les fonctionnaires de police »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Les fonctionnaires de police » sont remplacés par le mot « Ils ».

Art. 181. A l'article 27 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, les mots « de la gendarmerie et de la police communale » sont supprimés;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de la gendarmerie et de la police communale » sont supprimés.

Art. 182. Dans l'article 28, § 4, de la même loi, modifié par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, les mots « l'autorité administrative » sont remplacés par les mots « l'autorité de police administrative compétente ».

Art. 175. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, worden de woorden « De rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « De politiediensten »;

2° in het tweede lid worden de woorden « De politiediensten » vervangen door het woord « Zij ».

Art. 176. In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « De politiediensten »;

2° in het tweede lid worden de woorden « De rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door het woord « Zij »;

3° in het derde lid worden de woorden « de rijkswacht » en de woorden « of de korpschef van de betrokken gemeentepolitie » respectievelijk vervangen door de woorden « de federale politie » en de woorden « en de korpschef van de betrokken lokale politie ».

Art. 177. In artikel 23 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 worden de woorden « De gemeentepolitie » vervangen door de woorden « De lokale politie », en de paragraaf wordt aangevuld met de hierna volgende woorden : « onverminderd de toepassing van de artikelen 61 en 62 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. »;

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden « De rijkswacht zorgt » vervangen door de woorden « De federale politie en, in de door de artikelen 61 en 62 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie gestructureerd op twee niveaus, bepaalde omstandigheden, de lokale politie zorgen »;

3° in § 4, tweede lid, worden de woorden « zij zorgt » vervangen door « zij zorgen »;

4° in § 5 worden de woorden « De rijkswacht » vervangen door de woorden « De federale politie ».

Art. 178. In artikel 24 van dezelfde wet worden de woorden « De rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « De politiediensten. ».

Art. 179. In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van de rijkswacht, van de gemeentepolitie en van de gerechtelijke politie bij de parketten » geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden « aan de voornoemde ambtenaren » vervangen door het woord « hen »;

3° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Aan de politieambtenaren kunnen door de gerechtelijke overheden onderzoeken in tuchtrechtelijke aangelegenheden worden toevertrouwd. »;

4° in het derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « de rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « de politiediensten ».

Art. 180. In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De rijkswacht en de gemeentepolitie » vervangen door de woorden « De politieambtenaren »;

2° in het tweede lid worden de woorden « De politieambtenaren » vervangen door het woord « Zij ».

Art. 181. In artikel 27 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht worden de woorden « van de rijkswacht en van de gemeentepolitie » geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden « van de rijkswacht en de gemeentepolitie » geschrapt.

Art. 182. In artikel 28, § 4, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, worden de woorden « de bestuurlijke overheid » vervangen door de woorden « de bevoegde overheid van bestuurlijke politie ».

Art. 183. A l'article 30 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « fonctionnaire de police administrative » sont remplacés par les mots « fonctionnaire de police »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « autorité administrative » sont remplacés par les mots « autorité de police administrative ».

Art. 184. A l'article 31, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « fonctionnaires de police administrative » sont remplacés par les mots « fonctionnaires de police ».

Art. 185. Dans l'article 33, alinéa 2, de la même loi, les mots « de la commune concernée » sont insérés entre les mots « au bourgmestre » et « ou ».

Art. 186. Dans l'article 34, § 2, de la même loi, les mots « fonctionnaire de police administrative » sont remplacés par les mots « fonctionnaire de police ».

Art. 187. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « fonctionnaires de police administrative ou judiciaire » sont remplacés par les mots « fonctionnaires de police ».

Art. 188. A l'article 38 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « de la police communale et de la gendarmerie » sont supprimés;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots « de la police communale, de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets » sont supprimés.

Art. 189. L'article 39 de la même loi est abrogé.

Art. 190. Dans l'article 40 de la même loi, les mots « de la gendarmerie, de la police communale ou de la police judiciaire près les parquets » sont supprimés.

Art. 191. Une sous-section 3, comprenant les articles 44/1 à 44/11, rédigée comme suit, est insérée dans la section 1^{re} du chapitre IV de la même loi :

« Sous-section 3. — De la gestion des informations

Art. 44/1. Dans l'exercice des missions qui leur sont confiées, les services de police peuvent recueillir et traiter des données à caractère personnel et des informations relatives notamment à des événements, à des groupements et à des personnes présentant un intérêt concret pour l'exécution de leurs missions de police administrative et pour l'exécution de leurs missions de police judiciaire conformément aux articles 28bis, 28ter, 55 et 56 du Code d'instruction criminelle.

Ces informations et données ne peuvent être communiquées qu'aux autorités et services de police ainsi qu'aux services de renseignements et de sécurité qui en ont besoin pour l'exécution de leurs missions.

Art. 44/2. La collecte, le traitement et la transmission des informations et des données visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}, se font conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Ces informations et données doivent présenter un lien direct avec la finalité du fichier et se limiter aux exigences qui en découlent.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles relatives à la durée de conservation de ces informations et données.

Des personnes de contact pour la Commission de la Protection de la Vie Privée sont désignées dans les services de police.

La gestion des structures et moyens techniques informatiques nécessaires pour la banque de données générale nationale visée à l'article 44/4 est assurée par une des directions générales, chargée de l'appui, visée à l'article 93, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Art. 44/3. Les informations et les données visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}, relatives aux missions de police administrative sont recueillies et traitées sous l'autorité du ministre de l'Intérieur.

Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, les informations et données visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}, relatives aux missions de police judiciaire sont recueillies et traitées sous l'autorité du ministre de la Justice.

Art. 183. In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « een politieambtenaar van bestuurlijke politie » vervangen door de woorden « een politieambtenaar »;

2° in het derde lid worden de woorden « bestuurlijke overheid » vervangen door de woorden « overheid van bestuurlijke politie ».

Art. 184. In artikel 31, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « ambtenaren van bestuurlijke politie » vervangen door de woorden « politieambtenaren ».

Art. 185. In artikel 33, tweede lid, van dezelfde wet, worden tussen de woorden « de burgemeester » en « of » de woorden « van de betrokken gemeente » ingevoegd.

Art. 186. In artikel 34, § 2, van dezelfde wet worden de woorden « de ambtenaren van bestuurlijke politie » vervangen door de woorden « de politieambtenaren ».

Art. 187. In artikel 35, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « De ambtenaren van bestuurlijke of gerechtelijke politie » vervangen door de woorden « De politieambtenaren ».

Art. 188. In artikel 38 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « van de gemeentepolitie en de rijkswacht » geschrapt;

2° in het eerste lid, 4°, worden de woorden « van de gemeentepolitie, de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten » geschrapt.

Art. 189. Artikel 39 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 190. In artikel 40 van dezelfde wet worden de woorden « van de rijkswacht, de gemeentepolitie of de gerechtelijke politie bij de parketten » geschrapt.

Art. 191. Een onderafdeling 3, bevattende de artikelen 44/1 tot 44/11, luidend als volgt, wordt ingevoegd in afdeling 1 van hoofdstuk IV van dezelfde wet :

« Onderafdeling 3. — Het informatiebeheer

Art. 44/1. Bij het vervullen van de opdrachten die hun zijn toevertrouwd, kunnen de politiediensten gegevens van persoonlijke aard en inlichtingen inwinnen en verwerken, meer bepaald met betrekking tot de gebeurtenissen, de groeperingen en de personen die een concreet belang vertonen voor de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie en voor de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie overeenkomstig de artikelen 28bis, 28ter, 55 en 56 van het Wetboek van Strafvordering.

Deze gegevens en inlichtingen kunnen enkel worden medegedeeld aan de overheden en de politiediensten, evenals aan de inlichting- en veiligheidsdiensten die ze nodig hebben voor de uitoefening van hun opdrachten

Art. 44/2. Het inwinnen, de verwerking en het toezenden van de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid, gebeurt overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Deze inlichtingen en gegevens moeten in rechtstreeks verband staan met de bestaansreden van het gegevensbestand en beperkt blijven tot de vereisten die eruit voortvloeien.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de regels betreffende de duur van de bewaring van deze inlichtingen en gegevens.

Binnen de politiediensten worden contactpersonen voor de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer aangewezen.

Het beheer van de informaticatechnische structuren en middelen, nodig voor de algemene nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/4, gebeurt door één van de algemene directies belast met de ondersteuning, bedoeld in artikel 93, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Art. 44/3. De inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid, met betrekking tot de opdrachten van bestuurlijke politie worden ingewonnen en verwerkt onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken.

Onverminderd de eigen bevoegdheden van de gerechtelijke overheden, worden de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid, met betrekking tot de opdrachten van gerechtelijke politie ingewonnen en verwerkt onder het gezag van de minister van Justitie.

Art. 44/4. Les informations et les données visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}, sont traitées, selon les modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans une banque de données nationale générale, créée dans une des directions générales chargée de l'appui, visée à l'article 93, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. Plusieurs systèmes d'index sont inclus dans cette banque de données. Dans le cadre de ces systèmes d'index, le Roi règle aussi la surveillance d'un magistrat fédéral sur l'information judiciaire.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions sous lesquelles cette banque de données et chacun de ces systèmes d'index sont accessibles et peuvent être consultés par les autorités judiciaires compétentes et les services de police dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Les services de police transmettent d'office et de manière directe à cette banque de données nationale générale les informations et les données visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice, chacun dans le cadre de ses compétences, déterminent, sur avis conforme de l'organe de contrôle visé à l'article 44/7, les catégories d'informations et de données qui n'exigent pas une transmission.

Art. 44/5. Lorsque, dans le cadre de l'exercice de leurs missions de police administrative, les services de police acquièrent connaissance d'informations intéressant l'exercice de la police judiciaire, ils en informent sans délai ni restriction les autorités judiciaires compétentes.

Lorsque dans le cadre de l'exercice de leurs missions de police judiciaire, les services de police acquièrent la connaissance d'informations intéressant l'exécution de la police administrative et qui peuvent donner lieu à des décisions de police administrative, ils en informent les autorités administratives compétentes, sauf si cela peut porter atteinte à l'exercice de l'action publique, mais sans préjudice des mesures indispensables à la protection des personnes.

Art. 44/6. Dans l'exercice de leurs missions de police judiciaire, les services de police communiquent les informations et les données visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}, aux autorités judiciaires compétentes, conformément aux articles 28bis, 28ter, 55 et 56 du Code d'instruction criminelle.

Art. 44/7. Il est créé un organe de contrôle sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice, chargé du contrôle de la gestion de la banque de données nationale générale visée à l'article 44/4, alinéa 1^{er}. Cet organe de contrôle a un accès illimité à toutes les informations et les données conservées dans cette banque de données.

Il est particulièrement chargé de contrôler le respect des règles d'accès à la banque de données nationale générale et de transmission à cette banque des données et informations visées à l'article 44/1, alinéa 1^{er}.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 44/4, les services de police peuvent, dans des circonstances particulières, créer des banques de données. La création de toute banque de données par les services de police doit préalablement être communiquée à cet organe de contrôle. Toutes les informations et les données de ces banques de données sont communiquées à la banque de données nationale générale visée à l'article 44/4, alinéa 1^{er}, sauf accord de l'organe de contrôle sur une demande de non transmission. Toutes les compétences attribuées à l'organe de contrôle par le présent article s'appliquent intégralement à ces banques de données. Dans les conditions déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ces banques de données sont accessibles et consultables par les autorités compétentes, chacune dans le cadre de ses compétences, et par les services de police dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Afin d'accomplir ses missions de contrôle, cet organe a un droit d'accès illimité aux locaux dans lesquels et pendant le temps où les fonctionnaires de police y exercent leurs fonctions.

Cet organe est présidé par un magistrat fédéral. Ce magistrat est désigné par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur, après avis du collège des procureurs généraux. Il agit, pendant la durée de sa désignation, de manière indépendante à l'égard du parquet fédéral. Pour le surplus, cet organe est composé d'un membre de la police locale, d'un membre de la police fédérale et d'un expert qui sont désignés par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

L'organe de contrôle agit d'initiative ou à la demande des autorités judiciaires ou administratives, du ministre de la Justice ou du ministre de l'Intérieur, dans les conditions fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 44/4. De inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid, worden, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, verwerkt in een algemene nationale gegevensbank, opgericht binnen één van de algemene directies belast met de ondersteuning, bedoeld in artikel 93, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. In deze gegevensbank zijn meerdere indexsystemen vervat. In het kader van deze indexsystemen, regelt de Koning ook het toezicht van een federale magistraat over de gerechtelijke informatie.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden waaronder deze gegevensbank en elk van deze indexsystemen toegankelijk en bevraagbaar zijn door de bevoegde gerechtelijke overheden en de politiediensten in het kader van de uitoefening van hun opdrachten.

De politiediensten zenden ambtshalve en rechtstreeks de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid, aan deze algemene nationale gegevensbank toe.

De ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie bepalen, elk binnen het kader van zijn bevoegdheden, op eensluidend advies van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7, de categorieën van inlichtingen en gegevens die geen toezending vereisen.

Art. 44/5. Wanneer de politiediensten in het kader van de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie kennis krijgen van informatie die voor de uitoefening van de gerechtelijke politie van belang is, stellen zij daarvan onverwijld en zonder enige beperking de bevoegde gerechtelijke overheden in kennis.

Wanneer de politiediensten in het raam van de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie kennis krijgen van informatie die voor de uitoefening van de bestuurlijke politie van belang is en aanleiding kan geven tot beslissingen van bestuurlijke politie, stellen zij daarvan, behoudens wanneer dit de uitoefening van de strafvordering in het gedrang kan brengen, maar onverminderd de voor de bescherming van personen noodzakelijke maatregelen, de bevoegde bestuurlijke overheden in kennis.

Art. 44/6. Bij de uitvoering van hun opdrachten van gerechtelijke politie delen de politiediensten de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid, aan de bevoegde gerechtelijke overheden mee, overeenkomstig wat is bepaald bij de artikelen 28bis, 28ter, 55 en 56 van het Wetboek van Strafvordering.

Art. 44 /7. Er wordt een controleorgaan opgericht onder het gezag van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie, belast met de controle van het beheer van de algemene nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/4, eerste lid. Dit controleorgaan heeft een onbeperkt recht op toegang tot alle inlichtingen en gegevens bewaard in deze gegevensbank.

Het is in het bijzonder belast met de controle van de naleving van de regels inzake de toegankelijkheid van de algemene nationale gegevensbank en de toezending aan deze gegevensbank van de inlichtingen en gegevens bedoeld in artikel 44/1, eerste lid.

Onverminderd de bepalingen van artikel 44/4, kunnen de politiediensten in bijzondere omstandigheden gegevensbanken oprichten. De oprichting van elke gegevensbank door de politiediensten, dient voorafgaandelijk aan dit controleorgaan te worden gemeld. Alle inlichtingen en gegevens in deze gegevensbanken worden aan de algemene nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/4, eerste lid, meegedeeld, behalve wanneer er een akkoord is van het controleorgaan met een verzoek tot niet-mededeling. Ten aanzien van deze gegevensbanken gelden onverkort alle bevoegdheden van het controleorgaan, zoals vermeld in dit artikel. Onder de voorwaarden bepaald dooi de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, zijn deze gegevensbanken toegankelijk en bevraagbaar door de bevoegde overheden, elk binnen het kader van hun bevoegdheden, en de politiediensten in het kader van de uitoefening van hun opdrachten.

Teneinde zijn controleopdrachten te kunnen vervullen, heeft dit orgaan een onbeperkt recht op toegang tot de lokalen waarin en gedurende de tijd dat de politieambtenaren er hun functies uitoefenen.

Dit orgaan wordt voorgezeten door een federale magistraat. Deze magistraat wordt door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken aangewezen, na advies van het college van procureurs-generaal. Hij handelt voor de duur van zijn aanwijzing onafhankelijk ten aanzien van het federaal parket. Voor het overige is dit orgaan samengesteld uit een lid van de lokale politie, een lid van de federale politie en een deskundige, die door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie worden aangewezen.

Het controleorgaan treedt ambtshalve op al op verzoek van de gerechtelijke of bestuurlijke overheden, van de minister van Justitie of van de minister van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Lorsque le contrôle a eu lieu au sein d'une police locale, l'organe de contrôle en informe le bourgmestre ou le collège de police et lui adresse son rapport.

Lorsque le contrôle concerne des renseignements et des données concernant l'exécution des missions de police judiciaire, le rapport y relatif qui est établi par l'organe de contrôle est également transmis au procureur du Roi.

Cet organe de contrôle bénéficie de l'appui administratif et logistique de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale et peut, pour l'exécution de sa mission, requérir l'assistance de cette inspection.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles relatives au statut des membres de cet organe de contrôle de manière à garantir leur indépendance.

Art. 44/8. En dérogation à l'article 44/4, la transmission visée à l'article 44/4, alinéa 3, est différée lorsque et aussi longtemps que le magistrat compétent, avec l'accord du magistrat fédéral chargé de la surveillance visé à l'article 44/4, alinéa 1^{er}, estime que cette transmission peut compromettre l'exercice de l'action publique ou la sécurité d'une personne.

Art. 44/9. Les fonctionnaires de police chargés de la gestion de la banque de données nationale générale visée à l'article 44/4, alinéa 1^{er}, sont désignés après l'avis de l'organe de contrôle visé à l'article 44/7. Aucune promotion, nomination ou mutation ne peut leur être octroyée que sur initiative ou de l'accord du ministre compétent et après avis de cet organe de contrôle. Les modalités en sont déterminées par le Roi.

A l'égard de ces fonctionnaires de police, une procédure disciplinaire pour des faits commis pendant la durée de leur désignation ne peut être intentée que de l'accord ou sur ordre du ministre compétent. L'avis de l'organe de contrôle est recueilli pour les procédures disciplinaires qui ne sont pas ordonnées par le ministre.

La banque de données nationale générale visée à l'article 44/4, alinéa 1^{er}, est gérée au sein d'un service placé sous la direction d'un chef de service et d'un chef de service adjoint. Un des deux est membre de la police fédérale et l'autre appartient à la police locale. Les modalités de leur désignation sont arrêtées par le Roi.

Art. 44/10. Les mesures d'exécution visées aux articles 44/2, alinéa 2, 44/4, alinéa 2 et 44/7, alinéas 3 et 9, sont prises après avis de la Commission de la Protection de la Vie privée, sauf en cas d'urgence.

Art. 44/11. Tout fonctionnaire de police qui retient, sciemment et volontairement des informations et des données présentant un intérêt pour l'exécution de l'action publique ou le maintien de l'ordre public et s'abstient de les transmettre à la banque de données nationale générale, conformément à l'article 44/4, alinéa 3, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, sont d'application à cette infraction. »

Art. 192. A l'article 45 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets » sont remplacés par les mots « de la police fédérale et de la police locale »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires de police de la police locale réalisent en principe leurs missions sur le territoire de la zone de police. »

Art. 193. A l'article 47 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets » sont remplacés par les mots « de la police fédérale »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « les commissaires de brigades » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires de liaison visés à l'article 134 de la loi provinciale »;

3° les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La commune ou, le cas échéant, la zone pluricommunale est responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police de la police locale dans les fonctions auxquelles l'Etat, la commune ou la zone pluricommunale les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés.

Wanneer de controle heeft plaatsgevonden binnen een lokale politie, informeert het controleorgaan daar de burgemeester of het politiecollege van en zendt hem zijn verslag.

Wanneer de controle inlichtingen en gegevens betreft die verband houden met de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie, wordt het verslag dat dienaangaande door het controleorgaan wordt opgesteld, ook aan de procureur des Konings toegezonden.

Dit controleorgaan wordt logistiek en administratief ondersteund door de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie en kan, voor de uitvoering van haar opdracht, de bijstand vorderen van deze inspectie.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de regels met betrekking tot het statuut van de leden van dit controleorgaan derwijze dat hun onafhankelijkheid wordt gewaarborgd.

Art. 44/8. In afwijking van artikel 44/4 wordt de toezending bedoeld in artikel 44/4, derde lid, uitgesteld wanneer en tot zolang de bevoegde magistraat in akkoord met de federale magistraat belast met toezicht, bedoeld in artikel 44/4, eerste lid, van oordeel is dat deze toezending de uitoefening van de strafvordering of de veiligheid van een persoon in gevaar kan brengen.

Art. 44/9. De politieambtenaren belast met het beheer van de algemene nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/4, eerste lid, worden aangewezen na advies van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7. Geen enkele bevordering, benoeming of mutatie kan hen worden toegekend dan op initiatief of met het akkoord van de bevoegde minister, en na advies van dit controleorgaan. De nadere regels hiervan worden bepaald door de Koning.

Ten aanzien van deze politieambtenaren kan een tuchtrechtelijke procedure voor feiten gepleegd tijdens de duur van de aanwijzing slechts worden ingesteld met instemming of op bevel van de bevoegde minister. Het advies van het controleorgaan wordt ingewonnen voor tuchtprocedures die niet door de minister worden bevolen.

De algemene nationale gegevensbank bedoeld in artikel 44/4, eerste lid, wordt beheerd in een dienst die onder leiding staat van een diensthoofd en een adjunct-diensthoofd. Eén van beide behoort tot de federale politie en de andere behoort tot de lokale politie. De nadere regels van hun aanwijzing worden door de Koning bepaald.

Art. 44/10. De uitvoeringsmaatregelen bedoeld in de artikelen 44/2, tweede lid, 44/4, tweede lid en 44/7, derde en negende lid, worden genomen na advies van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, uitgezonderd in geval van hoogdringendheid.

Art. 44/11. Elke politieambtenaar die willens en wetens inlichtingen en gegevens die van belang zijn voor de uitoefening van de strafvordering of de handhaving van de openbare orde achterhoudt en nalaat door te zenden aan de algemene nationale gegevensbank overeenkomstig artikel 44/4, derde lid, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en een geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd frank of met één van die straffen alleen.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op dit misdrijf. »

Art. 192. In artikel 45 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie bij de parketten » vervangen door de woorden « van de federale politie en van de lokale politie »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De politieambtenaren van de lokale politie vervullen hun opdrachten in principe op het grondgebied van de politiezone. »

Art. 193. In artikel 47 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten » vervangen door de woorden « van de federale politie »;

2° in het tweede lid wordt het woord « brigadecommissarissen » vervangen door de woorden « verbindingssambtenaren bedoeld in artikel 134 van de provinciewet »;

3° het derde en vierde lid worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De gemeente of desgevallend, de meergemeentzone is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren van de lokale politie in de functies waarin de Staat, de gemeente of de meergemeentzone hen heeft aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.

La commune ou, le cas échéant, la zone pluricommunale peut exercer un recours contre l'Etat pour le dommage causé par le fonctionnaire de police de la police locale dans les missions que l'Etat lui a confiées. »

Art. 194. A l'article 48 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , à la zone pluricommunale » sont insérés entre les mots « la commune » et « ou à des tiers »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Un mandataire, un préposé ou un organe de l'Etat, de la commune ou de la zone pluricommunale, victime d'un accident de travail causé par un des fonctionnaires de police visés à l'article 47, ne peut intenter une action en justice en responsabilité civile contre ce fonctionnaire de police que pour autant que celui-ci ait intentionnellement causé l'accident de travail. »;

3° dans l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 195. Dans l'article 49 de la même loi, les mots « ou la commune » au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, sont remplacés par les mots «, la commune ou la zone pluricommunale ».

Art. 196. A l'article 50 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou la commune » sont remplacés par les mots «, la commune ou la zone pluricommunale »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En ce qui concerne les actes des membres du personnel de la police fédérale, l'Etat est toujours représenté par le ministre de l'Intérieur. »

Art. 197. L'article 51 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'une de ces fautes est établie, l'Etat, la commune ou la zone pluricommunale décide, après avoir entendu le fonctionnaire de police, si celui-ci doit supporter la totalité ou bien une partie des frais de justice. »

Art. 198. Dans l'article 52 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou l'ex-fonctionnaire de police » sont insérés entre les mots « l'article 47 » et les mots « qui est », et les mots «, la zone pluricommunale » sont insérés entre les mots « la commune », et « ou l'Etat »;

2° le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Il en est de même pour le fonctionnaire de police visé à l'article 47 ou l'ex-fonctionnaire de police qui, soit en sa qualité de fonctionnaire de police et en raison de l'exécution de ses fonctions, est victime d'un acte ayant entraîné au moins un jour d'absence pour motifs de santé, soit, en raison de sa seule qualité de fonctionnaire de police, est victime d'un acte de vengeance consécutif. »;

3° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de décès du fonctionnaire de police ou de l'ex-fonctionnaire de police, le droit à l'assistance en justice visé aux alinéas 1^{er} et 2 revient à ses ayants droit dans l'ordre fixé à l'article 4 de la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix. »;

4° dans le § 2, les mots « ou la commune » sont remplacés par les mots «, la commune ou la zone pluricommunale »;

5° dans le § 3, alinéa 1^{er}, les mots « la zone pluricommunale » sont insérés entre les mots « la commune » et « ou par l'Etat »;

6° le § 3, alinéa 2, est complété par les mots « ou qu'il a, en tant que victime, refusé d'emblée et sans motifs fondés la médiation pénale visée à l'article 216ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle »;

7° dans le § 5, alinéa 1^{er}, les mots « ou par la commune » sont remplacés par les mots « par la commune ou par la zone pluricommunale »;

8° le § 5, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« L'assistance en justice des membres du personnel de la police fédérale est à charge du ministère de l'Intérieur. »;

9° le § 5, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante.

« L'assistance en justice des membres de la police locale est à charge de la commune ou, le cas échéant, de la zone pluricommunale, sauf le recours de celle-ci contre l'Etat si le fonctionnaire de la police locale est attiré en justice pour des actes accomplis lors d'une mission réalisée pour le compte de l'Etat. »;

De gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone kan verhaal nemen op de Staat voor de schade veroorzaakt door een politieambtenaar van de lokale politie bij opdrachten die de Staat hem heeft toevertrouwd. »

Art. 194. In artikel 48 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden «, aan de meergemeentezone » ingevoegd tussen de woorden « de gemeente » en « of aan derden »;

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Een lasthebber, aangestelde of orgaan van de Staat, de gemeente of de meergemeentezone die het slachtoffer is van een arbeidsongeval veroorzaakt door één van de in artikel 47 bedoelde politieambtenaren, kan slechts een rechtsvordering inzake burgerlijke aansprakelijkheid tegen die politieambtenaar instellen voor zover die het arbeidsongeval opzettelijk heeft veroorzaakt. »

3° in het tweede lid dat het derde lid wordt, worden de woorden « vorig lid » vervangen door de woorden « het eerste lid ».

Art. 195. In artikel 49 van dezelfde wet worden in § 1, eerste lid, en § 2, de woorden « of de gemeente » vervangen door de woorden «, de gemeente of de meergemeentezone ».

Art. 196. In artikel 50 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of de gemeente » vervangen door de woorden «, de gemeente of de meergemeentezone »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat de daden van de personeelsleden van de federale politie betreft, wordt de Staat steeds vertegenwoordigd door de minister van Binnenlandse Zaken. »

Art. 197. Artikel 51 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wordt één van dergelijke fouten aangetoond, dan beslist de Staat, de gemeente of de meergemeentezone, na de politieambtenaar te hebben gehoord, of de proceskosten geheel dan wel gedeeltelijk door hem moeten worden gedragen. »

Art. 198. In artikel 52 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « of de ex-politieambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « politieambtenaar » en « die », en worden de woorden «, de meergemeentezone » ingevoegd tussen de woorden « de gemeente » en « of de Staat »;

2° § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit is eveneens het geval voor de politieambtenaar bedoeld in artikel 47 of de ex-politieambtenaar die, hetzij omwille van zijn hoedanigheid van politieambtenaar en in de uitoefening van zijn functies, slachtoffer is van een daad die minstens één dag afwezigheid om gezondheidsredenen heeft veroorzaakt, hetzij omwille van zijn loutere hoedanigheid van politieambtenaar het slachtoffer is van een ingrijpende wraakactie. »;

3° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In geval van overlijden van de politieambtenaar of de ex-politieambtenaar, komt het in het eerste en tweede lid bedoelde recht op rechtshulp toe aan diens rechthebbenden in de volgorde vastgesteld in artikel 4 van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd. »;

4° in § 2 worden de woorden « of de gemeente » vervangen door de woorden «, de gemeente of de meergemeentezone »;

5° in § 3, eerste lid, worden de woorden «, de meergemeentezone » ingevoegd tussen de woorden « de gemeente » en « of door de Staat »;

6° § 3, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden « of, als slachtoffer, de strafbemiddeling bedoeld in artikel 216ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, van meet af aan en zonder gegronde redenen afgwijst »;

7° in § 5, eerste lid, worden de woorden « of de gemeente » vervangen door de woorden «, de gemeente of de meergemeentezone »;

8° § 5, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De rechtshulp aan de personeelsleden van de federale politie komt ten laste van het ministerie van Binnenlandse Zaken. »;

9° § 5, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De rechtshulp aan de leden van de lokale politie komt ten laste van de gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone, behoudens het verhaal van de gemeente of de meergemeentezone op de Staat, indien de ambtenaar van de lokale politie in rechte wordt gedagvaard wegens daden gesteld bij het vervullen van een opdracht voor rekening van de Staat. »;

10° au § 6, les mots « ou de la commune » sont remplacés par les mots «, de la commune ou de la zone pluricommunale ».

Art. 199. A l'article 53 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'indemnisation est à charge de l'Etat pour les fonctionnaires de police de la police fédérale, à charge de la province pour les fonctionnaires de liaison visés à l'article 134 de la loi provinciale et à charge de la commune ou, le cas échéant, de la zone pluricommunale, pour les fonctionnaires de police de la police locale. »;

2° dans les §§ 4 et 5, les mots « ou la commune » sont remplacés par les mots «, de la commune ou la zone pluricommunale »;

3° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« L'indemnisation est à charge du ministère de l'Intérieur en ce qui concerne le personnel de la police fédérale. »

Art. 200. Dans la même loi, un article 53bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 53bis. Pour l'application des dispositions de ce chapitre, les agents auxiliaires de police sont assimilés aux fonctionnaires de police. »

Art. 201. Dans la même loi, est inséré un article 53ter, rédigé comme suit :

« Art. 53ter. La loi du 5 août 1992 sur la fonction de police est appelée « loi sur la fonction de police ». »

TITRE VII. — Autres dispositions modificatives et abrogatoires

CHAPITRE Ier. — Modifications de la nouvelle loi communale

Art. 202. A l'article 133bis de la nouvelle loi communale, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 15 juillet 1992 et modifié par la loi du 3 avril 1997, les mots « les articles 133, alinéas 2 et 3, 171bis, alinéas 1^{er} et 3, 172, § 1^{er}, et 175 » sont remplacés par les mots « l'article 133, alinéas 2 et 3, et les articles 42, 43 et 45 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. »;

2° cet alinéa est complété par la phrase suivante : « Dans les zones unicommunales, ce droit est étendu aux pouvoirs conférés au bourgmestre par l'article 45 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. »;

3° l'alinéa 2, introduit par la loi du 3 avril 1997, est abrogé.

Art. 203. Dans l'article 143, alinéa 2, de la même loi remplacé par la loi du 16 juillet 1993, les mots « des corps de police communale et » et les mots « les dispositions du titre IV de la police communale et » sont supprimés.

Art. 204. Dans l'article 144, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, les mots « en vertu de l'article 189 de la présente loi et » sont supprimés.

Art. 205. L'article 156 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les membres de la police qui ont été mis en congé préalable à la retraite, conformément à l'article 238 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux l'augmentation de la pension prévue à l'alinéa 3 n'est accordée que pour la partie de la pension qui correspond à la période qui précède le congé préalable à la retraite. »

Art. 206. L'article 158, alinéa 2, de la même loi est complété par les mots suivants :

« excepté pour le personnel visé à l'article 238 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, pour lequel cet âge maximum est fixé à 4 ans après l'âge de la mise en congé préalable à la retraite, sans toutefois pouvoir excéder 60 ans. ».

Art. 207. Le Titre IV de la même loi, comprenant les articles 170 à 230, est abrogé.

Art. 208. Dans l'article 255 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 5°, les mots «, des membres du corps de police communal » sont supprimés;

10° in § 6 worden de woorden « of de gemeente » vervangen door de woorden «, de gemeente of de meergemeentezone ».

Art. 199. In artikel 53 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De vergoeding komt ten laste van de Staat voor de politieambtenaren van de federale politie, ten laste van de provincie voor de verbindingambtenaren bedoeld in artikel 134 van de provinciewet, en ten laste van de gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone, voor de politieambtenaren van de lokale politie »;

2° in de §§ 4 en 5 worden de woorden « of de gemeente » vervangen door de woorden «, de gemeente of de meergemeentezone »;

3° § 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat de personeelsleden van de federale politie betreft komt de vergoeding ten laste van het ministerie van Binnenlandse Zaken. »

Art. 200. In dezelfde wet wordt een artikel 53bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 53bis. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk worden de hulpagenten van politie gelijkgesteld met politieambtenaren. »

Art. 201. In dezelfde wet wordt een artikel 53ter ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 53ter. De wet van 5 augustus 1992 op het politieambt wordt « wet op het politieambt » genoemd. »

TITEL VII. — Overige wijzigings- en opheffingsbepalingen

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan de nieuwe gemeentewet

Art. 202. In artikel 133bis van de nieuwe gemeentewet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992 en gewijzigd bij de wet van 3 april 1997, worden de woorden « artikel 133, tweede en derde lid, artikel 171bis, eerste en derde lid, artikel 172, § 1, en artikel 175 » vervangen door de woorden « artikel 133, tweede en derde lid, en de artikelen 42, 43 en 45 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. »;

2° Dit lid wordt aangevuld met de volgende zin : « In de ééngemeentezone wordt dit recht uitgebreid tot de bevoegdheden die de burgemeester zon verleend krachtens artikel 45 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus. »;

3° het tweede lid, toegevoegd bij de wet van 3 april 1997, wordt opgeheven.

Art. 203. In artikel 143, tweede lid van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, worden de woorden « van de gemeentelijke politiekorpsen en » en de woorden « de bepalingen van titel IV van de gemeentepolitie en » geschrapt.

Art. 204. In artikel 144, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, worden de woorden « krachtens artikel 189 van deze wet en » geschrapt.

Art. 205. Artikel 156 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de leden van de politie die, overeenkomstig artikel 238 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met verlof voorafgaand aan de pensionering zijn gegaan, wordt de verhoging van het pensioen waarin het derde lid voorziet, slechts toegestaan voor het gedeelte van het pensioen dat overeenstemt met de periode die voorafgaat aan het verlof voorafgaand aan de pensionering. »

Art. 206. Artikel 158, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende woorden :

« behalve voor de personeelsleden bedoeld in artikel 238 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, waarvoor die maximumleeftijd wordt vastgesteld op 4 jaar na de leeftijd waarop hun het verlof voorafgaand aan de pensionering is toegekend, zonder dat ze evenwel ouder mogen zijn dan 60 jaar. ».

Art. 207. Titel IV van dezelfde wet, die de artikelen 170 tot 230 bevat, wordt opgeheven.

Art. 208. In artikel 255 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5°, worden de woorden «, de leden van het gemeentelijke politiekorps » geschrapt;

2° l'article est complété par un 18°, rédigé comme suit :

« 18° les dépenses qui sont mises à charge de la commune par ou en vertu de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce compris, dans les zones pluricommunales, la dotation de la commune à la zone de police. »

Art. 209. Aux articles 264, alinéas 1^{er} et 2, 265 et 266 de la même loi, remplacés par l'arrêté royal du 30 mai 1989, les mots «, le conseil de police ou le collège de police » sont insérés après les mots « autorité communale ».

Art. 210. L'article 270 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les zones pluricommunales, le collège de police exerce pour la zone de police les compétences attribuées par l'alinéa 1^{er} au collège des bourgmestre et échevins. L'autorisation prévue à l'alinéa 2 est donnée par le conseil de police. »

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets*

Art. 211. Dans la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois des 21 août 1948, 27 mars 1969, 2 décembre 1982, 18 juillet 1991, par l'arrêté royal du 5 août 1991 et par la loi du 7 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé de la loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi portant certaines dispositions statutaires relatives aux officiers et agents judiciaires près les parquets »;

2° l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut instituer des officiers et agents judiciaires. »;

3° les articles 1^{er}, alinéa 2, 3, alinéa 2, 7, 8, alinéas 2 à 4, 10, 12 et 13 sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Abrogation de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie*

Art. 212. La loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie modifiée par les lois des 8 avril 1969, 29 décembre 1975, 4 mars 1987, 18 juillet 1991, 13 juillet 1992, 9 décembre 1994, 20 décembre 1995, 3 avril 1997 et 17 novembre 1998 et par l'arrêté royal du 23 avril 1997, est abrogée.

L'article 11 de cette loi est toutefois maintenu en vigueur pour la détermination du statut d'origine des membres de la catégorie de personnel de police spéciale et pour les militaires transférés qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie.

CHAPITRE IV. — *Modifications du Code d'instruction criminelle*

Art. 213. Dans l'article 9 du Code d'instruction criminelle modifié par les lois des 10 juillet 1967, 10 octobre 1967, 11 février 1986, 3 août 1992, 4 mars 1997 et 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « par les membres du personnel de la police communale revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire » sont supprimés;

2° les mots « Par les officiers de gendarmerie » sont remplacés par les mots « Par les membres de la police fédérale et de la police locale revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire ».

Art. 214. Le chapitre II du livre Ier du même Code est supprimé.

Art. 215. A l'article 16 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 11 février 1986 et l'arrêté royal du 5 août 1991, les mots « gardes champêtres visés à l'article 203 de la nouvelle loi communale, les » sont supprimés;

2° dans l'alinéa 3, modifié par la loi du 11 février 1986 les mots « membre de la police communale » sont remplacés par les mots « fonctionnaire de police ».

Art. 216. Dans l'article 17 du même Code, modifié par la loi du 11 février 1991 et l'arrêté royal du 5 août 1991, les mots « gardes champêtres visés à l'article 203 de la nouvelle loi communale, les » sont supprimés.

2° het artikel wordt aangevuld met een 18°, luidend als volgt :

« 18° de kosten die ten laste worden gelegd van de gemeente door of krachtens de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met inbegrip van, in de meergemeentezones, de dotatie van de gemeente aan de politiezone. »

Art. 209. In de artikelen 264, eerste en tweede lid, 265 en 266 van dezelfde wet, vervangen door het koninklijk besluit van 30 mei 1989, worden de woorden «, de politieraad of het politiecollege » na de woorden «, de gemeenteoverheid » ingevoegd.

Art. 210. Artikel 270 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de meergemeentezones, oefent het politiecollege ten aanzien van de politiezone de bevoegdheden uit die krachtens het eerste lid aan het college van burgemeester en schepenen zijn toegekend. De in het tweede lid bepaalde machtiging wordt door de politieraad gegeven. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten*

Art. 211. In de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 27 maart 1969, 2 december 1982, 18 juli 1991, bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 en bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift van de wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wet houdende sommige statutaire bepalingen betreffende de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten »;

2° artikel 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan gerechtelijke officieren en agenten instellen. »;

3° de artikelen 1, tweede lid, 3, tweede lid, 7, 8, tweede tot vierde lid, 10, 12 en 13 w orden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Opheffing van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht*

Art. 212. De wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1969, 29 december 1975, 4 maart 1987, 18 juli 1991, 13 juli 1992, 9 december 1994, 20 december 1995, 3 april 1997 en 17 november 1998 en bij het koninklijk besluit van 23 april 1997, wordt opgeheven.

Artikel 11 van dezelfde wet blijft evenwel van kracht voor het vastleggen van het oorspronkelijk statuut van de leden van de categorie bijzonder politiepersoneel en van de overgeplaatste militairen die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het Wetboek van Strafvordering*

Art. 213. In artikel 9 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1967, 10 oktober 1967, 11 februari 1986, 3 augustus 1992, 4 maart 1997 en 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « door de personeelsleden van de gemeentepolitie bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie » worden geschrapt;

2° de woorden « Door de officieren van de rijkswacht » worden vervangen door de woorden « Door de leden van de federale politie en van de lokale politie bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie ».

Art. 214. Hoofdstuk II van het eerste boek van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 215. In artikel 16 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986 en het koninklijk besluit van 5 augustus 1991, worden de woorden « in artikel 203 van de Nieuwe Gemeentewet bedoelde veldwachters, de » geschrapt;

2° in het derde lid, gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986, worden de woorden « lid van de gemeentepolitie » vervangen door het woord « politieambtenaar ».

Art. 216. In artikel 17 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986 en het koninklijk besluit van 5 augustus 1991, worden de woorden « in artikel 203 van de Nieuwe Gemeentewet bedoelde veldwachters, de » geschrapt.

Art. 217. Dans les articles 20 et 21 du même Code, respectivement remplacés et modifiés par la loi du 11 février 1986, les mots « membre de la police communale » sont remplacés par les mots « fonctionnaire de police ».

Art. 218. Dans l'article 28ter, § 3, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 12 mars 1998, les mots « à l'article 6 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et, pour ce qui concerne la gendarmerie, aux articles 44 à 50 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie » sont remplacés par les mots « aux articles 8 à 8/3 et 8/6 à 8/8 de la loi sur la fonction de police et, pour ce qui concerne la police fédérale, à l'article 110 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ».

Art. 219. Un article 47quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 47quater. Un magistrat fédéral est chargé de la surveillance du fonctionnement de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale. Ce magistrat veille en particulier à ce que les missions judiciaires spécialisées soient exécutées par cette direction générale conformément aux réquisitions et aux directives des autorités judiciaires compétentes.

Un magistrat fédéral est chargé de la surveillance spécifique du fonctionnement du « service de répression de la corruption » dans la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale. Ce magistrat fait annuellement rapport au ministre de la Justice. Le rapport est communiqué aux Chambres législatives par le ministre de la Justice. Ce magistrat peut être auditionné par le Parlement sur le fonctionnement général du « service de répression de la corruption ». »

Art. 220. Dans l'article 48 du même Code, modifié par les lois des 10 juillet 1967 et 10 octobre 1967, les mots « officiers de gendarmerie » sont remplacés par les mots « membres de la police fédérale et de la police locale revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi ».

Art. 221. L'article 50 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1967 et par l'arrêté royal du 5 août 1991, est abrogé.

Art. 222. Dans l'article 56, § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 12 mars 1998, les mots « à l'article 6 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et, pour ce qui concerne la gendarmerie, aux articles 44 à 60 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie » sont remplacés par les mots « aux articles 8 à 8/3 et 8/6 à 8/8 de la loi sur la fonction de police et, pour ce qui concerne la police fédérale, à l'article 110 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ».

CHAPITRE V. — *Modifications de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements*

Art. 223. L'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements est remplacé par la disposition suivante :

« 1° « services de police », outre la police locale et la police fédérale, les services relevant d'autorités publiques et d'organismes d'intérêt public, dont les membres sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire ou d'agent de police judiciaire; ».

Art. 224. L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, on entend par « les ministres compétents », selon le cas :

1° le ministre de la Justice pour :

a) l'exercice, par les services de police, des missions de police judiciaire;

b) l'exercice, par la police fédérale, des missions de sûreté de l'Etat;

2° le ministre de l'Intérieur pour :

a) l'exercice, par les services de police, des missions de police administrative;

b) l'organisation et les normes de gestion de la police locale.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, on entend par « les autorités compétentes » :

1° le procureur général près la cour d'appel, le procureur fédéral et le procureur du Roi pour l'exécution des missions de police judiciaire par les services de police dans leurs ressorts respectifs;

Art. 217. In de artikelen 20 en 21 van hetzelfde Wetboek, respectievelijk vervangen en gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986, worden de woorden « lid van de gemeentepolitie » vervangen door het woord « politieambtenaar ».

Art. 218. In artikel 28ter, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, worden de woorden « artikel 6 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en, wat betreft de rijkswacht, overeenkomstig de artikelen 44 tot 50 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht » vervangen door de woorden « de artikelen 8 tot 8/3 en 8/6 tot 8/8 van de wet op het politieambt en, wat de federale politie betreft, overeenkomstig artikel 110 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ».

Art. 219. Een artikel 47quater, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde Wetboek :

« Art. 47quater. Een federale magistraat wordt belast met het toezicht op de werking van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie. Deze magistraat waakt er in het bijzonder over dat de gespecialiseerde gerechtelijke opdrachten door deze algemene directie worden uitgevoerd overeenkomstig de vorderingen en richtlijnen van de gerechtelijke overheden.

Een federale magistraat wordt belast met het specifieke toezicht op de werking van de « dienst ter bestrijding van de corruptie » binnen de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie. Deze magistraat brengt jaarlijks verslag uit aan de minister van Justitie. Het verslag wordt door de minister van Justitie aan de Wetgevende Kamers medegedeeld. Deze magistraat kan door het Parlement worden gehoord over de algemene werking van deze « dienst ter bestrijding van de corruptie ». »

Art. 220. In artikel 48 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1967 en 10 oktober 1967, worden de woorden « officieren van de rijkswacht » vervangen door de woorden « leden van de federale politie en van de lokale politie bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings ».

Art. 221. Artikel 50 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967 en het koninklijk besluit van 5 augustus 1991, wordt opgeheven.

Art. 222. In artikel 56, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, worden de woorden « artikel 6 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en, wat betreft de rijkswacht, overeenkomstig de artikelen 44 tot 50 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht » vervangen door de woorden « de artikelen 8 tot 8/3 en 8/6 tot 8/8 van de wet op het politieambt en, wat de federale politie betreft, overeenkomstig artikel 110 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ».

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van de organieke wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten*

Art. 223. Artikel 3, eerste lid, 1°, van de organieke wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° « politiediensten », naast de lokale politie en de federale politie, de diensten die ressorteren onder de overheden en instellingen van openbaar nut, waarvan de leden met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of van agent van gerechtelijke politie zijn bekleed; ».

Art. 224. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder de « bevoegde ministers » naargelang van het geval :

1° de minister van Justitie, voor :

a) de uitoefening door de politiediensten van de opdrachten van gerechtelijke politie;

b) de uitoefening, door de federale politie, van de opdrachten die de veiligheid van de Staat betreffen;

2° de minister van Binnenlandse Zaken, voor :

a) de uitoefening, door de politiediensten, van de opdrachten van bestuurlijke politie;

b) de organisatie en de normen inzake het beheer van de lokale politie.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk verstaat men onder « de bevoegde overheden » :

1° de procureur-generaal bij het hof van beroep, de federale procureur en de procureur des Konings voor de uitoefening, door de politiediensten, van de opdrachten van gerechtelijke politie in hun respectievelijke ambtsgebieden;

2° le bourgmestre territorialement compétent pour l'exercice des missions de police administrative par les services de police sur le territoire communal;

3° le bourgmestre ou le collège de police, pour l'organisation, la gestion et la direction du corps de police locale. »

CHAPITRE VI. — *Modifications de la loi provinciale*

Art. 225. Dans l'article 69, 3°, de la loi provinciale, introduit par la loi du 22 décembre 1989, les mots « commissaire de brigade, visé à l'article 206 de la nouvelle loi communale » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires de liaison visés à l'article 134 ».

Art. 226. L'article 128 de la loi provinciale, modifié par la loi du 27 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 128. Le gouverneur veille dans la province au maintien de l'ordre public, à savoir la tranquillité, la sûreté et la salubrité publiques.

Il peut à cet effet faire appel à la police fédérale. A cette fin, il s'adresse alors au directeur coordonnateur administratif.

Il veille à la bonne coopération entre les services de police et entre les zones de police dans la province.

Il peut être chargé par les ministres compétents de missions spéciales relatives à la sécurité et à la police. »

Art. 227. L'intitulé du titre X de la même loi est complété par les mots « et des fonctionnaires de liaison ».

Art. 228. A l'article 133 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 6 juillet 1987, les mots « dans leur ou leurs arrondissement(s) » sont supprimés;

2° l'alinéa 2, inséré par la loi du 30 janvier 1924 et modifié par les lois des 29 juin 1976 et 6 juillet 1987, est abrogé.

Art. 229. L'article 134 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1987, est réintroduit sous la rédaction suivante :

« Art. 134. Un ou plusieurs fonctionnaires de liaison des services de police sont détachés auprès du gouverneur de la province. Ils assistent le gouverneur de province et les commissaires d'arrondissement dans leurs missions en matière de sécurité et de police et exercent leur tâche sous l'autorité du gouverneur.

Le Roi détermine le nombre de fonctionnaires de liaison par province. Le fonctionnaire de liaison est désigné par le gouverneur de province conformément aux conditions fixées par le Roi. »

CHAPITRE VII. — *Modifications du Code rural*

Art. 230. L'article 61, alinéa 2, du Code rural, remplacé par la loi du 30 janvier 1924 et modifié par la loi du 11 février 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Ces gardes sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire dans les cas pour lesquels ils sont compétents pour la recherche et la constatation des infractions. »

Art. 231. L'article 66 du même Code, modifié par la loi du 11 février 1986, est abrogé.

Art. 232. Dans l'article 67 du même Code, modifié par la loi du 11 février 1986, les mots « les gardes champêtres visés à l'article 182 de la nouvelle loi communale » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires de police de la police locale ».

Art. 233. L'article 69, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 11 février 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas prévus par l'article 68, les gardes forestiers de l'Etat, des communes et des établissements publics ne pourront, sous peine d'une amende de 25 francs, se refuser à accompagner les membres de la police locale ou de la police fédérale qui requièrent leur présence. »

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique*

Art. 234. L'article 3, § 3, 6°, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures relatives à la fonction publique, renuméroté par la loi du 20 mai 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 6° la police fédérale ».

2° de territoriaal bevoegde burgemeester, voor de uitoefening, door de politiediensten, van de opdrachten van bestuurlijke politie op het grondgebied van de gemeente;

3° de burgemeester of het politiecollege voor de organisatie, het beheer en de leiding van het lokale politiekorps. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aan de provinciewet*

Art. 225. In artikel 69, 3°, van de provinciewet, ingevoegd door de wet van 22 december 1989, worden de woorden « brigadecommissaris, bedoeld in artikel 206 van de nieuwe gemeentewet » vervangen door de woorden « de verbindingssambtenaren bedoeld in artikel 134 ».

Art. 226. Artikel 128 van de provinciewet, gewijzigd door de wet van 27 mei 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 128. De gouverneur zorgt in de provincie voor het handhaven van de openbare orde, te weten de openbare rust, veiligheid en gezondheid.

Daartoe kan hij een beroep doen op de federale politie. Hij richt zich daarvoor tot de bestuurlijke directeur-coördinator.

Hij ziet toe op een goede samenwerking tussen de politiediensten en tussen de politiezones in de provincie.

Hij kan door de bevoegde ministers worden belast met bijzondere opdrachten met betrekking tot veiligheid en politie. »

Art. 227. Het opschrift van titel X van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden « en de verbindingssambtenaren ».

Art. 228. In artikel 133 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd door de wet van 6 juli 1987, worden de woorden « in hun arrondissement of arrondissementen » geschrapt;

2° het tweede lid, ingevoegd door de wet van 30 januari 1924 en gewijzigd door de wetten van 29 juni 1976 en 6 juli 1987, wordt opgeheven.

Art. 229. Artikel 134 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 6 juli 1987, wordt opnieuw ingevoegd in de volgende lezing :

« Art. 134. Eén of meer verbindingssambtenaren uit de politiediensten worden gedetacheerd bij de provinciegouverneur. Zij staan de provinciegouverneur en de arrondissementscommissarissen bij in hun opdrachten inzake veiligheid en politie en oefenen hun taak uit onder het gezag van de gouverneur.

De Koning bepaalt per provincie het aantal verbindingssambtenaren. De verbindingssambtenaar wordt door de provinciegouverneur aangewezen overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen aan het Veldwetboek*

Art. 230. Artikel 61, tweede lid, van het Veldwetboek, vervangen door de wet van 30 januari 1924 en gewijzigd door de wet van 11 februari 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Die wachters zijn bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie in de gevallen waarvoor ze bevoegd zijn om misdrijven op te sporen en vast te stellen. »

Art. 231. Artikel 66 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 11 februari 1986, wordt opgeheven.

Art. 232. In artikel 67 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 11 februari 1986, worden de woorden « de veldwachters bedoeld in artikel 182 van de nieuwe gemeentewet » vervangen door de woorden « de politieambtenaren van de lokale politie ».

Art. 233. Artikel 69, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 11 februari 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de gevallen bedoeld in artikel 68 mogen de boswachters van de Staat, de gemeenten en de openbare instellingen, niet weigeren, op straffe van een geldboete van 25 frank, de leden van de lokale politie of van de federale politie, die hun aanwezigheid vorderen, te vergezellen. »

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging aan de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken*

Art. 234. Artikel 3, § 3, 6°, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, vernummerd bij de wet van 20 mei 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° de federale politie ».

TITRE VIII. — Dispositions transitoires**CHAPITRE Ier. — Le personnel****Section Ire. — La police locale**

Art. 235. Les membres des corps de police communale, en ce compris les auxiliaires de police ainsi que les membres du cadre opérationnel de la police fédérale affectés aux brigades territoriales et qui sont désignés par le Roi, conformément aux conditions et modalités fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, passent dans le cadre opérationnel de la police locale.

Les membres du cadre administratif et logistique des corps de police communale passent au cadre administratif et logistique de la police locale.

Le personnel communal non policier affecté aux corps de police communale peuvent passer au cadre administratif et logistique de la police locale.

Les militaires, les militaires transférés et les civils qui font partie du corps administratif et logistique de la police fédérale, et le personnel civil auxiliaire de la police fédérale qui sont affectés aux brigades territoriales et qui sont désignés par le ministre de l'Intérieur passent au cadre administratif et logistique de la police locale.

Art. 236. Les membres du personnel visés à l'article précédent sont soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique de la police fédérale et de la police locale.

Toutefois, ils peuvent décider de rester soumis aux lois et règlements qui, selon le cas, sont d'application aux membres de la police communale et au personnel communal non policier affecté aux corps de police communale et les membres du cadre administratif et logistique des corps de police communale.

Il en est de même pour les membres du corps opérationnel de la gendarmerie, pour les membres de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, pour les militaires, pour les militaires transférés et pour les civils du corps administratif et logistique de la gendarmerie et pour le personnel civil auxiliaire de la gendarmerie qui ont fait usage de la faculté ouverte par l'article 242, alinéa 2.

La décision visée aux alinéas 2 et 3 est prise dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article et est communiquée sous forme écrite par le membre du personnel concerné à l'autorité compétente. Une fois passé dans un corps de police local, le membre du personnel visé aux alinéas 2 et 3 peut à tout moment demander à être soumis aux dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

Dans ce cas cependant, les articles 123 à 127 et 129 à 132 s'appliquent aux fonctionnaires de police, les articles 123, alinéa 2, à 127 et 129 à 132 s'appliquent aux auxiliaires de police, et les articles 125, alinéas 1^{er} à 4; 126, §§ 1^{er} et 2, 127, alinéas 1^{er} et 2, 129 à 132 s'appliquent aux membres du cadre administratif et logistique.

Les modifications apportées aux lois et règlements visés à l'alinéa 2, postérieurement à la date de leur passage leurs sont également applicables.

Art. 237. Les fonctionnaires de police de la police communale qui, à la date de la constitution de la police locale, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis sont pensionnés d'office à condition qu'ils comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la fixation du traitement.

Art. 238. Le conseil communal ou le conseil de police peut, dans une période maximale de deux ans prenant cours à la date de l'entrée en vigueur du présent article, et dans les conditions déterminées par le Roi, décider d'instaurer une mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite des membres de la police locale de la catégorie de grade des officiers de police et pour d'autres catégories de membres de la police locale qui sont âgés d'au moins 56 ans et de moins de 60 ans et qui comptent au moins 20 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la fixation du traitement, à l'exception des agents auxiliaires de police.

Art. 239. Un traitement d'attente égal à 80 % du dernier traitement d'activité est alloué au membre du personnel en congé volontaire préalable à la mise à la retraite. Par dernier salaire d'activité, il y a lieu

TITEL VIII. — Overgangsbepalingen**HOOFDSTUK I. — Het personeel****Afdeling 1. — De lokale politie**

Art. 235. De leden van de gemeentelijke politiekorpsen, met inbegrip van de hulpagenten van politie alsook de leden van het operationeel kader van de federale politie in dienst bij de territoriale brigades en die worden aangewezen door de Koning overeenkomstig de bepalingen en nadere regels, vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit, gaan over naar het operationeel kader van de lokale politie.

De leden van het administratief en logistiek kader van de gemeentelijke politiekorpsen gaan over naar het administratief en logistiek kader van de lokale politie.

Het niet politieel gemeentelijk personeel in dienst bij de gemeentelijke politiekorpsen kunnen overgaan naar het administratief en logistiek kader van de lokale politie.

De militairen, overgeplaatste militairen en burgers die deel uitmaken van het administratief en logistiek kader van de federale politie, en het burgerlijk hulppersoneel van de federale politie die in dienst zijn bij de territoriale brigades en die worden aangewezen door de minister van Binnenlandse Zaken gaan over naar het administratief en logistiek kader van de lokale politie.

Art. 236. De personeelsleden bedoeld in het vorige artikel zijn onderworpen aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader van de federale politie en van de lokale politie.

Zij kunnen echter beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die, naargelang het geval, van toepassing zijn op de leden van de gemeentepolitie en op het niet politieel gemeentelijk personeel in dienst bij de gemeentepolitiekorpsen en de leden van het administratief en logistiek kader van de gemeentepolitiekorpsen.

Hetzelfde geldt voor de leden van het operationeel korps van de rijkswacht, voor de leden van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, voor de militairen, voor de overgeplaatste militairen, voor de burgers van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht en voor het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht die gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid die werd geboden in artikel 242, tweede lid.

De beslissing bedoeld in het tweede en derde lid wordt genomen binnen de drie maanden die volgen op de inwerkingtreding van onderhavig artikel en wordt door het betrokken personeelslid schriftelijk meegedeeld aan de bevoegde overheid. Eenmaal overgegaan naar een lokaal politiekorps kan het personeelslid bedoeld in het tweede en derde lid te allen tijde vragen om te worden onderworpen aan de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

In dit geval echter zijn de artikelen 123 tot 127 en 129 tot 132 van toepassing op de politieambtenaren, de artikelen 123, tweede lid, tot 127 en 129 tot 132 van toepassing op de hulpagenten, en de artikelen 125, eerste tot vierde lid, 126, §§ 1 en 2, 127, eerste en tweede lid, 129 tot 132 van toepassing op de leden van het administratief en logistiek kader.

De wijzigingen die werden aangebracht aan de wetten en reglementen bedoeld bij het tweede lid zijn ook na de datum van hun overgang op hen van toepassing.

Art. 237. De politieambtenaren van de gemeentepolitie die, op de datum van instelling van de lokale politie de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, worden ambtshalve gepensioneerd, op voorwaarde dat zij ten minste vijfentwintig jaar aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en andere perioden die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking werden genomen.

Art. 238. De gemeenteraad of de politieraad kan, binnen een periode van maximaal twee jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit artikel en binnen de voorwaarden vastgesteld door de Koning, beslissen tot een vrijwillige maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering voor de categorieën van graden van politieofficieren en voor andere categorieën van personeelsleden van de lokale politie die minstens 56 jaar en minder dan 60 jaar oud zijn en ten minste 20 jaar aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en andere perioden die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking werden genomen met uitzondering van de hulpagenten van politie.

Art. 239. De gemeente kent aan het personeelslid dat vrijwillig verlof voorafgaand aan de pensionering heeft genomen een wachtgeld toe dat gelijk is aan 80 % van de laatste activiteitswedde. Onder laatste

d'entendre le dernier traitement annuel alloué pour des prestations complètes, le salaire complémentaire et les montants perçus pour prestations irrégulières. Le pécule de vacances et la prime de fin d'année sont accordés dans les mêmes proportions.

Les agents statutaires qui bénéficient du congé prévu à l'alinéa 1^{er} peuvent, moyennant autorisation préalable, exercer une activité professionnelle. Dans le cas cependant où les revenus de cette activité professionnelle dépassent les limites en matière de cumul prévues aux articles 4 et 9 de la loi du 5 avril 1994 réglant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, le traitement d'attente sera réduit ou supprimé de la même manière qu'une pension de retraite.

Le statut pécuniaire et administratif des membres du personnel en congé volontaire préalable à la mise à la retraite est déterminé par le Roi.

Est pris en considération, tant pour l'octroi que pour le calcul de la pension de retraite, le temps pendant lequel l'intéressé a été placé en congé volontaire préalable à la mise à la retraite. Pour l'établissement du traitement normal moyen visé à l'article 156, alinéa 2, de la nouvelle loi communale, il est tenu compte des traitements dont l'intéressé aurait bénéficié s'il était resté en service. Ce traitement moyen est, en outre, constitué par l'échelle de traitement et les suppléments de traitement pris en compte pour le calcul de la pension dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en service.

Art. 240. Les commissaires de brigade qui sont en fonction le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent continuer à exercer leur fonction avec le maintien de leur statut. Leurs missions sont celles des fonctionnaires de liaison visés à l'article 134 de la loi provinciale. Conformément à l'article 69, 3^e, de la même loi, le conseil provincial garantit les crédits nécessaires pour couvrir les frais liés à leur fonction.

Les commissaires de brigade peuvent toutefois également présenter leur candidature, conformément aux conditions fixées par le Roi, à une nomination ou une désignation à une fonction dans les services de police.

Section 2. — La police fédérale

Art. 241. Sans préjudice de l'article 235, les membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie et les officiers et agents judiciaires de la police judiciaire près les parquets passent dans le cadre opérationnel de la police fédérale.

Sans préjudice de l'article 235, les militaires, les militaires transférés et les civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, le personnel civil auxiliaire de la gendarmerie, le personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets et le personnel contractuel du service général d'appui policier passent dans le cadre administratif et logistique de la police fédérale.

Art. 242. Les membres du personnel visés à l'article précédent sont soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif de la police fédérale et de la police locale.

Toutefois, il peuvent décider de rester soumis aux lois et règlements qui, selon le cas, sont d'application aux membres du corps opérationnel de la gendarmerie, aux membres de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, aux officiers et agents judiciaires de la police judiciaire près les parquets, aux militaires, aux militaires transférés et aux civils du corps administratif et logistique de la gendarmerie et de la police judiciaire près les parquets.

La décision visée à l'alinéa 2 est prise dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article et est communiquée sous forme écrite par le membre du personnel concerné à l'autorité compétente. Une fois passé dans la police fédérale, le membre du personnel peut à tout moment demander à être soumis aux dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, les articles 123 à 127 et 129 à 132 s'appliquent à eux.

Les modifications apportées postérieurement à la date de leur passage aux lois et règlements visés à l'alinéa 2 leur sont également applicables.

Art. 243. Le Roi détermine, sur proposition du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur, le personnel statutaire et contractuel des parquets qui passe au corps administratif et logistique de la police fédérale à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

activiteitswedde dient te worden verstaan de laatst toegekende jaarwedde voor volledige prestaties, de aanvullende wedde en het ontvangen bedrag voor onregelmatige prestaties. Het vakantiegeld en de eindejaarstoelage worden volgens dezelfde proporties toegekend.

De statutaire personeelsleden die het in het eerste lid bedoelde verlof uitoefenen, mogen, mits voorafgaande toelating, andere beroepsactiviteiten uitoefenen, met dien verstande dat, indien de inkomsten uit de beroepsactiviteiten de grenzen inzake cumulatatie, bepaald bij de artikelen 4 en 9 van de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen, overschrijden, het wachtgeld wordt verminderd of geschorst op dezelfde wijze als het rustpensioen.

Het geldelijk en administratief statuut van de personeelsleden die vrijwillig verlof voorafgaand aan de pensionering hebben genomen, wordt bepaald door de Koning.

Wordt in aanmerking genomen, zowel voor de toekenning als voor de berekening van het rustpensioen, de tijd gedurende welke betrokkene met vrijwillig verlof diende te gaan, voorafgaandelijk aan het pensioen. Voor de berekening van de normale gemiddelde wedde bedoeld in artikel 156, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet, wordt rekening gehouden met de wedden waarop betrokkene recht zou hebben gehad indien hij in dienst was gebleven. Deze gemiddelde wedde wordt bovendien samengesteld door de weddeschaal en de weddebijslagen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van het pensioen waarop de agent aanspraak zou hebben gemaakt indien hij in dienst was gebleven.

Art. 240. De brigadecommissarissen die op de dag van het in werking treden van deze wet in dienst zijn, kunnen hun betrekking blijven uitoefenen met het behoud van hun statuut. Hun opdrachten zijn deze van de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 134 van de provinciewet. Overeenkomstig artikel 69, 3^e, van dezelfde wet, staat de provincieraad verder in voor de kredieten, nodig om de financiële last te dekken verbonden aan hun betrekking.

De brigadecommissarissen kunnen zich evenwel ook, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden, kandidaat stellen voor een benoeming of een aanwijzing in een betrekking bij de politiediensten.

Afdeling 2. — De federale politie

Art. 241. Onverminderd artikel 235, gaan de leden van het operationeel korps en van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht en de gerechtelijke officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten over naar het operationeel kader van de federale politie.

Onverminderd artikel 235, gaan de militairen, overgeplaatste militairen en burgers die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten en het contractueel personeel van de algemene politiesteundiend over naar het administratief en logistiek kader van de federale politie.

Art. 242. De in het vorige artikel bedoelde personeelsleden zijn onderworpen aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader van de federale politie en van de lokale politie.

Zij kunnen echter beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die, naargelang van het geval, van toepassing zijn op de leden van het operationeel korps van de rijkswacht, op de leden van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, op de gerechtelijke officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten, op de militairen, overgeplaatste militairen en burgers van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie bij de parketten.

De beslissing bedoeld in het tweede lid wordt genomen binnen drie maanden die volgen op de inwerkingtreding van onderhavig artikel en wordt door het betrokken personeelslid schriftelijk meege-deeld aan de bevoegde overheid. Eenmaal overgegaan naar de federale politie kan het personeelslid te allen tijde vragen om te worden onderworpen aan de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

In het bij het tweede lid bepaalde geval, zijn de artikelen 123 tot 127 en 129 tot 132 op hen van toepassing.

De wijzigingen aan de wetten en reglementen bedoeld in het tweede lid die werden aangebracht na de datum van hun overgang, zijn op hen eveneens van toepassing.

Art. 243. De Koning bepaalt, op voorstel van de minister van Justitie en van de minister van Binnenlandse Zaken, het statutair en contractueel personeel van de parketten dat overgaat naar het administratief en logistiek kader van de federale politie, op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

Les membres du personnel visés à l'alinéa précédent sont soumis, lorsqu'elles entrent en vigueur, aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre administratif de la police fédérale et de la police locale.

Toutefois, ils peuvent décider de rester soumis aux lois, arrêtés et règlements applicables au personnel statutaire et contractuel des parquets.

La décision visée à l'alinéa 3 est prise dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article et est communiquée sous forme écrite par le membre du personnel concerné à l'autorité compétente. Une fois passé dans le cadre administratif et logistique de la police fédérale, le membre du personnel peut à tout moment demander à être soumis aux dispositions visées à l'alinéa 2.

Dans ce cas cependant, les articles 125, 126, §§ 1^{er} et 2, 127, alinéas 1^{er} et 2, 129 à 132 leur sont applicables.

Les modifications apportées postérieurement à la date de leur passage, aux lois et règlements visés à l'alinéa 2, leur sont également applicables.

Ils peuvent, pendant un délai de dix ans à compter de leur passage, se porter candidat aux emplois de secrétaire en chef, de secrétaire, de secrétaire adjoint et de rédacteur, dans les conditions prévues aux articles 182, 183, 273 à 280bis et 282 du Code judiciaire. Dans ce cas, l'ancienneté de grade acquise dans le cadre administratif et logistique de la police fédérale est assimilée à l'ancienneté au parquet.

Art. 244. Chaque membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et chaque membre des brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie sont désignés à la direction générale de la police judiciaire ou aux services judiciaires déconcentrés, à moins qu'ils optent pour une autre fonction dans la police fédérale et qu'elle leur soit attribuée.

Art. 245. Les officiers et agents judiciaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis sont pensionnés d'office à condition qu'ils comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la fixation du traitement.

Durant la période débutant le jour de l'entrée en vigueur du présent article et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'article 241, les agents et officiers judiciaires sont pensionnés d'office le premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils atteignent ou ont atteint l'âge de soixante ans et qu'ils remplissent la condition de services admissibles visée à l'alinéa précédent.

Art. 246. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice définissent les instances qui remplacent, pour l'exécution des lois et règlements relatifs au statut du personnel visé aux articles 241 à 243, les instances supprimées par ou en vertu de la présente loi.

Section 3. — Disposition commune

Art. 247. Le Roi arrête, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, et dans le respect de l'article 122, alinéa 1^{er}, les conditions et les modalités de la première désignation aux emplois de commissaire général, de directeur général, de directeur coordonnateur administratif, de directeur judiciaire de la police fédérale, de chef de corps de la police locale et d'inspecteur général.

CHAPITRE II. — Organisation

Art. 248. La police locale est constituée par groupe de zones de police, lorsque le Roi constate que les conditions suivantes nécessaires pour permettre la constitution d'une police locale sont remplies :

- 1° le ressort territorial de la zone est fixé conformément à l'article 9;
- 2° l'effectif et le cadre du corps de police locale est fixé conformément aux articles 38 et 47;
- 3° la dotation fédérale de la zone de police prévue à l'article 41 est fixée;
- 4° dans une zone uncommunale, le budget inscrit pour les dépenses mises à sa charge pour le corps de police locale est conforme aux normes minimales. Dans une zone pluricommunale, la dotation communale et la répartition des dotations entre communes sont fixées conformément aux normes minimales. Ces normes minimales sont fixées conformément à l'article 39;

De personeelsleden bedoeld in het vorige lid zijn, wanneer zij in werking treden, onderworpen aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie van de leden van het administratief kader van de federale en van de lokale politie vastleggen.

Zij kunnen echter beslissen onderworpen te blijven aan de wetten, besluiten en reglementen die van toepassing zijn op het statutaire en contractuele personeel van de parketten.

De beslissing bedoeld in het derde lid wordt genomen binnen de drie maanden die volgen op de inwerkingtreding van onderhavig artikel en wordt schriftelijk meegedeeld door het betrokken personeelslid aan de bevoegde overheid. Eenmaal overgegaan naar het administratief en logistiek kader van de federale politie kan het personeelslid te allen tijde vragen om te worden onderworpen aan de bepalingen bedoeld in het tweede lid.

In dat geval zijn evenwel de artikelen 125, 126, §§ 1 en 2, 127, eerste en tweede lid, 129 tot 132 op hen van toepassing.

De wijzigingen aan de wetten en reglementen bedoeld in het tweede lid die werden aangebracht na de datum van hun overgang, zijn op hen eveneens van toepassing.

Zij kunnen zich, gedurende een periode van tien jaar te rekenen vanaf hun overgang, kandidaat stellen voor de betrekkingen van hoofdsecretaris, van secretaris, van adjunct-secretaris en van opsteller, volgens de voorwaarden bepaald in de artikelen 182, 183, 273 tot 280bis en 282 van het Gerechtelijk Wetboek. In dat geval wordt de graadancienniteit verworven binnen het administratief en logistiek kader van de federale politie gelijkgesteld met de parketancienniteit.

Art. 244. Elk personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en elk lid van de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht, wordt aangewezen voor de algemene directie van de gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, tenzij zij voor een andere functie in de federale politie kiezen en deze hen wordt toegewezen.

Art. 245. De gerechtelijke officieren en agenten die op de datum van inwerkingtreding van dit artikel de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, worden ambtshalve gepensioneerd op voorwaarde dat zij ten minste vijftienvijf jaar aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en andere perioden die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking werden genomen.

Tijdens de periode die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van dit artikel en eindigt op de datum van inwerkingtreding van artikel 241, worden de gerechtelijke agenten en officieren ambtshalve gepensioneerd op eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop ze de volle leeftijd van zestig jaar bereiken of hebben bereikt en de bij het vorige lid vermelde voorwaarde inzake het aantal aanneembare dienstjaren vervullen.

Art. 246. De ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie bepalen de instanties die de instanties vervangen die werden afgeschaft door of krachtens deze wet, voor de uitvoering van de wetten en reglementen die betrekking hebben op het personeelsstatuut bedoeld bij artikelen 241 tot 243.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 247. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, met naleving van artikel 122, eerste lid, de voorwaarden en de nadere regels van de eerste aanstelling voor de functies van commissaris-generaal, directeur-generaal, bestuurlijke directeur-coördinator, gerechtelijke directeur van de federale politie, korpschef van de lokale politie en inspecteur-generaal.

HOOFDSTUK II. — Organisatie

Art. 248. De lokale politie wordt per groep van politiezones ingesteld, wanneer de Koning vaststelt dat de volgende voorwaarden die noodzakelijk zijn voor de oprichting van een lokale politie vervuld zijn :

- 1° het territoriaal ambtsgebied van de zone is bepaald overeenkomstig artikel 9;
- 2° het effectief en het kader van het lokale politiekorps is vastgelegd overeenkomstig de artikelen 38 en 47;
- 3° de federale dotatie van de politiezone bedoeld in artikel 41 is bepaald;
- 4° in een ééngemeentezone stemt de ingeschreven begroting voor de kosten die ten hare laste voor het lokale politiekorps worden gelegd, overeen met de minimumnormen. In een meergemeentezone wordt de gemeentelijke dotatie en de verdeling van de dotaties onder de gemeenten bepaald overeenkomstig de minimumnormen. Die minimumnormen worden vastgelegd overeenkomstig artikel 39;

5° le plan zonal de sécurité approuvé conformément à l'article 37 comprend les ressources nécessaires à l'exécution des missions visées aux articles 61 à 64.

L'arrêté royal constituant la police locale met les articles 202 à 210, 225 et 235 à 239 en vigueur dans cette zone de police.

Les membres des brigades territoriales de la police fédérale bénéficient d'une priorité pour combler la différence entre l'effectif minimal de la zone tel que fixé par le Roi en exécution de l'article 38 et l'effectif actuel global des corps de police communale de celle-ci.

L'attribution des emplois du cadre du corps de police locale emportant l'exercice d'une autorité garantit une répartition proportionnelle des emplois aux anciens membres de la police communale et des brigades territoriales de la police fédérale.

Art. 249. Préalablement à la constitution de la police locale, des conventions de police entre le ministre de l'Intérieur et les communes d'une zone peuvent être conclues. Ces conventions contiennent les modalités, en ce compris la désignation dans la zone d'un chef de police dirigeant tous les corps de police présents, selon lesquelles le ou les corps de police communale et la ou les brigade(s) territoriale(s) de la police fédérale font l'objet d'une association dans laquelle ils fonctionnent comme une seule unité opérationnelle placée sous l'autorité du ou des bourgmestre(s) de cette (ces) commune(s) et, pour les missions de police judiciaire, du procureur du Roi. Ces conventions ne peuvent être conclues qu'après que les conditions prévues à l'article 248, 1° à 5°, aient été remplies.

Art. 250. Dans les zones de police où il n'y a pas encore de police locale, les brigades territoriales de gendarmerie deviennent les brigades territoriales de la police fédérale et assurent, dans les ressorts qui étaient ceux des brigades de gendarmerie, les missions de police administrative et judiciaire dévolues aux corps de police locale par l'article 3. Ces missions sont exécutées conjointement avec la police communale.

Les articles 16, 21, 35, 44, alinéas 2, 5 et 6, 51, 51bis et 54bis de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie sont maintenus en vigueur à l'égard des brigades territoriales de la police fédérale jusqu'à la date de la constitution des corps de police locale. Le Roi peut régler les modalités d'organisation et de fonctionnement des brigades territoriales de la police fédérale.

Art. 251. Toute procédure en matière de marchés, de fournitures de travaux ou de services pour les besoins de la gendarmerie, de la police judiciaire près les parquets ou du service général d'appui policier est valablement poursuivie par le ministre de l'Intérieur ou son délégué à la date d'entrée en vigueur du présent article.

Le même principe s'applique à l'exécution des marchés attribués avant la même date.

CHAPITRE III. — *Les missions*

Section 1re. — La police locale

Art. 252. Les missions et les compétences que les lois et arrêtés réglementaires confient à la police communale ou aux membres de son personnel sont exercées par la police locale ou les membres de son personnel.

Section 2. — La police fédérale

Art. 253. Les missions et les compétences que les lois et arrêtés réglementaires confient à la gendarmerie ou à la police judiciaire près les parquets ou aux membres de leur personnel sont exercées par la police fédérale ou les membres de son personnel.

Les missions de police générale et les compétences que les lois et arrêtés réglementaires confient à la police maritime, à la police aéronautique et à la police des chemins de fer ou aux membres de leur personnel sont exercées par la police fédérale ou les membres de son personnel.

Les fonctionnaires de police qui passent au corps opérationnel de la police fédérale et qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, avaient la qualité d'officier de police administrative, d'officier de police judiciaire ou d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, conservent cette qualité.

Art. 254. Jusqu'à leur abrogation, les directives, instructions et ordres des autorités compétentes qui sont relatifs à l'exercice de leurs missions par la gendarmerie et la police judiciaire près les parquets restent applicables à l'exercice de ses missions par la police fédérale.

5° het zonaal veiligheidsplan, goedgekeurd overeenkomstig artikel 37, omvat de noodzakelijke middelen voor de uitvoering van de bij de artikelen 61 tot 64 bedoelde opdrachten.

Het koninklijk besluit tot inrichting van de lokale politie maakt de artikelen 202 tot 210, 225 en 235 tot 239 van kracht in deze politiezone.

De leden van de territoriale brigades van de federale politie genieten voorrang voor de opvulling van het verschil tussen de minimale formaties van de zone zoals bepaald door de Koning in uitvoering van artikel 38 en de huidige globale formatie van de gemeentepolitiekorpsen van deze zone.

De toekenning van de ambten die een gezagsuitoefening inhouden in de personeelsformatie van het lokaal politiekorps waarborgt een evenredige verdeling van deze ambten tussen de gewezen leden van de gemeentepolitie en van de territoriale brigades van de federale politie.

Art. 249. Voorafgaand aan de instelling van de lokale politie kunnen politieovereenkomsten tussen de minister van Binnenlandse Zaken en de gemeenten van een zone worden afgesloten. Deze overeenkomsten behelzen de nadere regels, met inbegrip van de aanwijzing binnen de zone van een politiefchef die alle bestaande politiekorpsen leidt, volgens welke de gemeentepolitiekorps(en) en de territoriale brigade(s) van de federale politie optreden als één enkele operationele eenheid onder het gezag van de burgemeester(s) van die gemeente(n) en, voor de opdrachten van gerechtelijke politie, van de procureur des Konings. Deze overeenkomsten kunnen pas worden afgesloten wanneer de voorwaarden, bepaald in artikel 248, 1° tot 5°, zijn vervuld.

Art. 250. In de politiezones waar nog geen lokale politie is opgericht, worden de territoriale rijkswachbrigades, territoriale brigades van de federale politie die, binnen de vroegere ambtsgebieden van de rijkswachbrigades, de opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie vervullen die door artikel 3 zijn toevertrouwd aan de lokale politiekorpsen. Die opdrachten worden samen met de gemeentepolitie uitgevoerd.

De artikelen 16, 21, 35, 44, tweede, vijfde en zesde lid, 51, 51bis en 54bis van de wet van 2 december 1957 op de rijksmacht blijven van kracht ten aanzien van de territoriale brigades van de federale politie tot op de datum van de oprichting van de lokale politiekorpsen. De Koning kan de nadere regels voor de organisatie en werking van de territoriale brigades van de federale politie bepalen.

Art. 251. Elke procedure inzake overheidsopdrachten, het leveren van werken of diensten ten behoeve van de rijksmacht, de gerechtelijke politie bij de parketten of de algemene politiesteundienst wordt op de datum van inwerkingtreding van dit artikel geldig voortgezet door de minister van Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde.

Hetzelfde principe is van toepassing op de uitvoering van de overheidsopdrachten toegewezen vóór dezelfde datum.

HOOFDSTUK III. — *De opdrachten*

Afdeling 1. — De lokale politie

Art. 252. De opdrachten en bevoegdheden die de wetten en reglementaire besluiten toekennen aan de gemeentepolitie of aan haar personeelsleden, worden uitgeoefend door de lokale politie of haar personeelsleden.

Afdeling 2. — De federale politie

Art. 253. De opdrachten en bevoegdheden die de wetten en reglementaire besluiten toekennen aan de rijksmacht of aan de gerechtelijke politie bij de parketten of aan hun personeelsleden, worden uitgeoefend door de federale politie of haar personeelsleden.

De algemene politieopdrachten en bevoegdheden die de wetten en reglementaire besluiten toekennen aan de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie of aan hun personeelsleden, worden uitgeoefend door de federale politie of haar personeelsleden.

De politieambtenaren die overgaan naar het operationeel korps van de federale politie en die vóór de inwerkingtreding van deze wet de hoedanigheid hadden van officier van bestuurlijke politie, van officier van gerechtelijke politie of van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, behouden die hoedanigheid.

Art. 254. Tot op de datum van hun opheffing blijven de richtlijnen, onderrichtingen en bevelen van de bevoegde overheden met betrekking tot het vervullen van hun opdrachten door de rijksmacht en de gerechtelijke politie bij de parketten van toepassing op de uitvoering van de opdrachten van de federale politie.

Art. 255. La police fédérale poursuit l'exécution de toutes les réquisitions qui avaient été confiées à la gendarmerie ou à la police judiciaire près les parquets.

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

Art. 256. Les délibérations du conseil communal prises avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent, en ce qui concerne la tutelle administrative, à être régies par les règles qui étaient en vigueur à ce moment.

Art. 257. Par dérogation à l'article 92, le premier plan national de sécurité est préparé conjointement par la gendarmerie, la police judiciaire près les parquets, et le service général d'appui policier.

TITRE IX. — Dispositions finales

Art. 258. § 1^{er}. Il est créé un comité de négociation pour les services de police. Ce comité est compétent pour les membres du personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique des services de police et pour les membres du personnel visés aux articles 235, 241 et 243.

§ 2. Par dérogation aux dispositions légales ou réglementaire contraires, les réglementations qui, en vertu du statut syndical de chaque catégorie des membres du personnel visée au § 1^{er}, ne peuvent être prises sans une négociation ou une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives, sont négociées ou concertées au sein du comité de négociation pour les services de police.

Le comité de négociation pour les services de police est en outre compétent pour toutes les matières qui, par l'application du statut de chaque catégorie de personnel visé au § 1^{er}, sont soumises à la concertation au sein d'un comité supérieur de concertation.

§ 3. Chaque organisation syndicale qui, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, siège dans un comité de négociation qui est compétent pour une des catégories des membres du personnel visée au § 1^{er}, siège dans le comité de négociation pour les services de police.

Le comité de négociation pour les services de police, présidé conjointement par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice, est composé d'une part, de la délégation des autorités et d'autre part, de celle des organisations syndicales représentatives qui, au jour de l'entrée en vigueur de cette disposition, siègent au sein d'un comité de négociation compétent pour une des catégories de membres du personnel visées au § 1^{er}.

La délégation des autorités se compose, présidents inclus, au maximum de dix membres. Les présidents sélectionnent les membres parmi les personnes qui, quelle que soit leur qualité, sont compétentes pour engager les autorités publiques concernées, étant bien entendu que les ministres ayant parmi leurs attributions la matière soumise au comité de négociation font notamment partie de la délégation des autorités. Les présidents ainsi que les autres membres des autorités peuvent se faire remplacer par un délégué dûment mandaté. La délégation des autorités peut se faire accompagner par des techniciens.

Chaque organisation syndicale constitue librement sa délégation. Elle se compose au maximum de sept membres. La délégation de chaque organisation syndicale peut se faire accompagner par au maximum trois techniciens par point inscrit à l'ordre du jour.

Ni l'absence d'un ou de plusieurs membres de la délégation des autorités convoqués régulièrement, ni celle d'une ou de plusieurs délégations d'organisations syndicales convoquées régulièrement n'invalide les négociations.

§ 4. Les règles de fonctionnement prescrites par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités sont d'application au comité de négociation pour les services de police.

Art. 259. Le Roi peut mettre en concordance les dispositions de la présente loi et de la loi sur la fonction de police, ainsi que les dispositions législatives en vigueur qui s'appliquent à la gendarmerie, à la police judiciaire près les parquets, à la police communale et à la police maritime, aéronautique et des chemins de fer ainsi qu'aux membres de ces services, en y apportant les modifications rendues nécessaires par l'intégration des services de police dans le service de police intégré, structuré à deux niveaux.

L'arrêté royal de coordination fera l'objet d'un projet de loi de ratification qui sera soumis aux Chambres législatives, au cours de la session, si elles sont réunies, sinon au début de leur session suivante.

Art. 260. Les articles 1^{er}, 2, 5, 9, 121 à 127 et 130 à 133, 139, 141, 142, 197 et 198, 2^e, 3^e et 6^e, 245 et 258 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 255. De federale politie blijft al de vorderingen uitvoeren die aan de rijkswacht of aan de gerechtelijke politie bij de parketten waren toevertrouwd.

HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

Art. 256. De besluiten van de gemeenteraad genomen voor de inwerkingtreding van deze wet, blijven, wat het administratief toezicht betreft op deze besluiten, onderworpen aan de regelen die op dat tijdstip van kracht waren.

Art. 257. In afwijking van artikel 92, wordt het eerste nationaal veiligheidsplan gezamenlijk voorbereid door de rijkswacht, de gerechtelijke politie bij de parketten, en de algemene politiesteundienst.

TITEL IX. — Slotbepalingen

Art. 258. § 1. Een onderhandelingscomité voor de politiediensten wordt opgericht. Dit comité is bevoegd voor de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader van de politiediensten en voor de personeelsleden bedoeld in de artikelen 235, 241 en 243.

§ 2. In afwijking van andersluidende wettelijke of reglementaire bepalingen, worden de regelingen die krachtens het vakbondsstatuut van elke categorie van personeelsleden, bedoeld in § 1, niet dan na onderhandeling of overleg met de representatieve vakorganisaties kunnen worden vastgesteld, onderhandeld in het onderhandelingscomité voor de politiediensten.

Het onderhandelingscomité voor de politiediensten is ook bevoegd voor de aangelegenheden die krachtens het statuut van elke categorie van personeelsleden bedoeld in § 1 aan overleg worden onderworpen binnen een hoog overlegcomité.

§ 3. Elke vakorganisatie die, voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, zitting heeft in een onderhandelingscomité dat bevoegd is voor een van de categorieën van personeelsleden bedoeld in § 1, heeft zitting in het onderhandelingscomité voor de politiediensten.

Het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gezamenlijk voorgezeten door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie, is samengesteld uit enerzijds de afvaardiging van de overheid en anderzijds die van iedere representatieve vakorganisatie die, op de dag van inwerkingtreding van deze bepaling, zitting heeft in een onderhandelingscomité dat bevoegd is voor een van de categorieën van personeelsleden bedoeld in § 1.

De afvaardiging van de overheid bestaat, met inbegrip van de voorzitters, uit maximaal tien leden. De voorzitters kiezen de leden uit de personen die, in welke hoedanigheid ook, bevoegd zijn om de betrokken openbare overheden te verbinden, met dien verstande dat de ministers tot wier bevoegdheid de aan het onderhandelingscomité voorgelegde aangelegenheden behoort onder meer deel uitmaken van de afvaardiging van de overheid. De voorzitters alsook de andere leden van de overheid kunnen zich laten vervangen door een behoorlijk gemachtigde afgevaardigde. De afvaardiging van de overheid mag zich doen vergezellen van technici.

Elke vakorganisatie stelt vrij haar afvaardiging samen. Zij bestaat uit maximaal zeven leden. De afvaardiging van elke vakorganisatie mag zich doen vergezellen door ten hoogste drie technici per op de dagorde ingeschreven punt.

Noch de afwezigheid van een of meer regelmatig opgeroepen leden van de afvaardiging van de overheid, noch die van één of meer regelmatig opgeroepen afvaardigingen van vakorganisaties, maakt de onderhandelingen ongeldig.

§ 4. Op het onderhandelingscomité voor de politiediensten zijn de werkingsregels van toepassing voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 259. De Koning kan de bepalingen van deze wet en van de wet op het politieambt, alsook de nog geldende wetsbepalingen betreffende de rijkswacht, de gerechtelijke politie bij de parketten, de gemeentepolitie en de zeevaart-, luchtvaart- en spoorwegpolitie en de leden van die diensten, coördineren, in overeenstemming brengen en vereenvoudigen en er tevens de wijzigingen genoodzaakt door de integratie van die politiedienaren in de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in aanbrengen.

Bij de Wetgevende Kamers zal, tijdens de zitting, indien zij vergaderd zijn, zoniet bij het begin van hun volgende zitting, een wetsontwerp worden ingediend ter bekrachtiging van het koninklijk besluit tot coördinatie.

Art. 260. De artikelen 1, 2, 5, 9, 121 tot 127 en 130 tot 133, 139, 141, 142, 197 en 198, 2^e, 3^e en 6^e, 245 en 258 treden in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Jusqu'à la constitution de la police fédérale et des corps de police locale, les articles 122, alinéa 2, 123, 125, alinéas 2 et 3, 126, 127, alinéas 2 et 3, 130, alinéas 2 et 3, 131, alinéas 2 et 3, et 132 s'appliquent aux membres de la police communale, aux membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, et aux officiers et agents de la police judiciaire près les parquets ainsi que, selon les distinctions prévues à l'article 133, aux agents auxiliaires de police de la police communale, aux militaires, aux militaires transférés et aux civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, au personnel civil auxiliaire de la gendarmerie, au personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, au personnel statutaire et contractuel des parquets en service à la police judiciaire et au personnel contractuel du service général d'appui policier.

Pendant la période visée à l'alinéa 2, la compétence attribuée par l'article 126, § 2, est exercée selon les distinctions suivantes :

1° par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice, conjointement, à l'égard des membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, des militaires, des militaires transférés, des civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, et du personnel civil auxiliaire de la gendarmerie;

2° par le ministre de la Justice, à l'égard des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets, du personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, et du personnel statutaire et contractuel des parquets en service à la police judiciaire;

3° par le ministre de l'Intérieur et par le ministre de la Justice, conjointement, à l'égard du personnel contractuel du service général d'appui policier;

4° par le bourgmestre, à l'égard des membres de la police communale et des agents auxiliaires de police de la police communale.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des articles 4, 6 à 8, 11, 38, 39, 41, 47 à 60, 65 à 90, 93, 94, 96, alinéa 2, 98, 106, 108, 128, 149, 247 et 257, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2000.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des autres articles de la présente loi, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 1676/1. — Amendements, n°s 1676/2 à 4. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1676/5. — Amendements, n°s 1676/6 et 7. — Rapport, n° 1676/8. — Texte adopté par la Commission, n° 1676/9. — Amendements, n° 1676/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1676/11.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 21 et 22 octobre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1127/1. — Projet non évoqué, n° 1-1127/2.

Tot de oprichting van de federale politie en van de lokale politiekorpsen, zijn de artikelen 122, tweede lid, 123, 125, tweede en derde lid, 126, 127, tweede en derde lid, 130, tweede en derde lid, 131, tweede en derde lid, en 132 van toepassing op de leden van de gemeentepolitie, de leden van het operationeel korps en van de personeelscategorie bijzondere politie van de rijkswacht, en op de officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten, alsook, volgens het onderscheid gemaakt in artikel 133, op de hulpagenten van politie van de gemeentepolitie, de militairen, de overgedragen militairen en de burgerlijke personeelsleden die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten, het statutair en contractueel personeel van de parketten dat is aangesteld bij de gerechtelijke politie en het contractueel personeel van de algemene politiesteundienst.

Tijdens de periode bedoeld in het tweede lid, wordt de bij artikel 126, § 2, toegekende bevoegdheid, uitgeoefend volgens het hierna gemaakte onderscheid :

1° door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie, gezamenlijk, met betrekking tot de leden van het operationeel korps en van de personeelscategorie bijzondere politie van de rijkswacht, de militairen, de overgedragen militairen, de burgers die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht en van het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht;

2° door de minister van Justitie, met betrekking tot de officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten en het statutair en contractueel personeel van de parketten dat is aangesteld bij de gerechtelijke politie :

3° door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie samen, met betrekking tot het contractueel personeel van de algemene politiesteundienst;

4° door de burgemeester, met betrekking tot de leden van de gemeentepolitie en de hulpagenten van politie van de gemeentepolitie.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 4, 6 tot 8, 11, 38, 39, 41, 47 tot 60, 65 tot 90, 93, 94, 96, tweede lid, 98, 106, 108, 128, 149, 247 en 257, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2000.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de andere artikelen van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1676/1. — Amendementen, nrs. 1676/2 tot 4. — Advies van de Raad van State, nr. 1676/5. — Amendementen, nrs. 1676/6 en 7. — Verslag, nr. 1676/8. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1767/9. — Amendementen, nr. 1676/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1676/11.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 21 en 22 oktober 1998.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1127/1. — Ontwerp niet geëvoceerd, nr. 1-1127/2.